LE MONDE diplomatique
MANIÈRE DE VOIR

UKRAINE

Jusqu'où l'escalade ?

AFRIQUE CFA 5500 FCFA • ALLEMAGNE 9,80 € • ANDORRE 9,50 € • ANTILLES-RÉUNION 8,90 € • BELGIQUE 9,40 € • CANADA 12,95 SCAN • ESPAGNE 9,50 € • ROYAUME-UNI 7,95 £ • GRÈCE 9,50 € • ITALIE 9,50 € • JAPON 1600 Y • LUXEMBOURG 9,50 € • MAROC 90 DH • PAYS-BAS 9,90 € • PORTUGAL CONT. 9,50 € • SUISSE 14,80 CHF • TOM 1700 XPF • TUNISIE 11,90 DT

N° 188 /// AVRIL – MAI 2023
8,50 EUROS FRANCE MÉTROPOLITAINE

M 02796 - 188 - F: 8,50 € - RD

© Jérôme Sessini/Magnum Photos

Le Monde *diplomatique*

Manière de voir

Numéro 188. Bimestriel. Avril - mai 2023

© Jérôme Sessini/Magnum Photos

UKRAINE, Jusqu'où l'escalade ?

Numéro coordonné par Hélène Richard

Édition : Olivier Pironet
Conception graphique : Nina Hlacer
Photogravure : Patrick Puech-Wilhem
Cartographie : Cécile Marin
Correction : Dominique Martel

Jérôme Sessini //// Kiev, district de Sviatochino, 24 mars 2022. Intérieur d'un appartement endommagé par un missile, le 15 mars 2022. C'est la première fois depuis le jour de l'impact que les habitants peuvent regagner leur domicile, certains pour récupérer leurs effets personnels. La plupart des gens avaient économisé toute leur vie pour s'offrir un logement. N'étant pas assurés pour les dommages de guerre, les sinistrés comptent sur le gouvernement ukrainien pour être indemnisés.

Sommaire

Éditorial

4 Et maintenant, la Crimée ///// ***Hélène Richard***

6 Géographie de l'occupation russe ///// ***Cécile Marin***

1. Au bout des empires

9 Quand la Russie perdait la guerre de Crimée ///// ***Marie-Pierre Rey***

12 La deuxième des républiques soviétiques ///// ***Hélène Carrère d'Encausse***

16 Le mythe cosaque ///// ***Andreas Kappeler***

19 Une indépendance à bas bruit ///// ***Jean-Marie Chauvier***

22 Sur un banc, à Odessa ///// ***Irena Wiszniewska***

24 Divorces à l'orthodoxe ///// ***Kathy Rousselet***

© Alexander Kachkaev

Sasha Zaitseva //// « Kalina Venok » (Couronne d'obier), de la série « Venoks » (Couronnes).

2. La démocratie du pendule

28 Impasse économique, surenchère identitaire ///// ***Denys Gorbach***

31 Une dictée pour le peuple ///// ***Andreï Kourkov***

32 La face cachée de la « révolution orange » ///// ***Ana Otašević***

35 Annexion volontaire ///// ***Pierre Rimbert***

38 Les ultras du Maïdan ///// ***Emmanuel Dreyfus***

41 Révolution ou révolte ? ///// ***Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin***

3. Habits noirs des nationalismes

44 Effacer le rouge ///// ***J.-M. C.***

50 Sur les traces de Bandera ///// ***J.-M. C.***

51 Idéologues pour un empire ///// ***Juliette Faure***

54 Les pogroms d'un « héros » ///// ***Jean-Jacques Marie***

56 Précis d'histoire vue du Kremlin ///// ***Éric Aunoble***

4. Du sécessionnisme à la guerre

59 La question tatare ///// ***Alexandre Billette***

62 Poursuivre la révolution ou combattre le séparatisme ? ///// ***H. R.***

65 Une « paix » en trompe-l'œil ///// ***Igor Delanoë***

68 Au Donbass, vivre derrière le cordon sanitaire ///// ***Loïc Ramirez***

72 Misère de la blitzkrieg économique ///// ***H. R.***

74 En gare de triage de l'information ///// ***Serge Halimi et P. R.***

76 Jusqu'où armer l'Ukraine ? ///// ***H. R.***

79 Événement total, crash éditorial ///// ***P. R.***

81 L'ombre de l'Armageddon nucléaire ///// ***Olivier Zajec***

84 L'arme du viol au banc des accusés ///// ***Ilioné Schultz***

86 L'Afrique refuse de s'aligner sur l'Occident ///// ***Anne-Cécile Robert***

89 Une gauche désarmée face à la guerre ///// ***S. H.***

Voix de faits

92 Chronologie, cartographie, chiffres-clés, citations…

Les articles publiés dans ce numéro – à l'exception de trois inédits – sont déjà parus dans *Le Monde diplomatique*. La plupart ont fait l'objet d'une actualisation, et leur titre a souvent été modifié. La date de première publication ainsi que les titres originaux figurent en page 98.

Encadrés

18 Réveiller les princes

21 La flotte de la discorde

25 L'autre sac de Kiev

42 Arroseur arrosé

46 Fantôme des fusiliers

53 Leninopad

64 Le charbon

70 Punir ou séduire ?

Iconographie

Ce numéro est accompagné des œuvres de :
- Alena Grom, alenagrom.com
- Jérôme Sessini, magnumphotos.com
- Oleksandr Suprun, alexandradeviveiros.com
- Sasha Zaitseva, sashazaitseva.com

Bande dessinée *Guillaume Barou*

47 Makhno ///// ***Igor Baranko***

Documentation *Olivier Pironet*

Bibliographie **10, 30, 80**

Sur la Toile **15, 34, 66**

Le Monde *diplomatique*

Édité par la SA Le Monde diplomatique, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance. Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du *Monde diplomatique*

Directoire : Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Autres membres : Vincent CARON, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT
Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD

Commission paritaire des journaux et publications : 1025 D 87574. ISSN : 1241-6290

Imprimé en France - Printed in France. Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Origine du papier : Italie. Taux de fibres recyclées : 0 %. Ce magazine est imprimé chez Maury, certifié PEFC. Eutrophisation : Ptot = 0,018 kg/t de papier

PEFC 10-31-1282 / Certifié PEFC / Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. / pefc-france.org

Et maintenant, la Crimée

Par Hélène Richard

Le général Mark Milley, chef de l'état-major des armées américaines, l'assure : *« Une des choses* (...) *que j'ai tous les jours en tête, c'est la maîtrise de l'escalade.* [Les Russes] *ont la capacité de détruire l'humanité.* (...) *Tout mouvement doit être mûrement réfléchi* (...) *jusque dans ses implications logiques* (1). » Ces sages paroles contrastent avec la valse des annonces de livraisons d'armes à l'Ukraine faites depuis le perron de la Maison Blanche. Les stratèges du Pentagone veulent croire que Kiev percera dans les prochains mois les lignes de défense russes, évitant ainsi un long conflit d'attrition. Alors que des chars lourds Bradley s'acheminent vers le front, les cercles militaires américains s'interrogent déjà sur l'opportunité de garnir l'aviation ukrainienne de F16.

Du côté des buts de guerre aussi, la surenchère bat son plein. Kiev affiche ses intentions de mener ses troupes jusqu'à Sébastopol. *« La Crimée est notre territoire »,* a réaffirmé le président Volodymyr Zelensky, jeudi 19 janvier, à l'occasion d'un petit déjeuner en marge du Forum de Davos. Et d'ajouter : *« Donnez-nous vos armes et nous récupérerons nos terres. »* Sur ce terrain aussi, les États-Unis s'apprêtent à prendre la roue de leur allié. Alors qu'en décembre dernier, le secrétaire d'État Antony Blinken limitait encore le soutien américain à la récupération *« des territoires occupés depuis le 24 février* [2022] *»,* la Maison Blanche n'exclut plus d'autoriser Kiev à frapper la péninsule avec des armes américaines. *« L'Ukraine ne sera pas en sécurité tant que la Crimée ne sera pas, au minimum, démilitarisée »,* a expliqué le 16 février, Mme Victoria Nuland, secrétaire adjointe du département d'État américain.

À Washington s'impose aujourd'hui l'idée que la sécurité de l'Ukraine dépend non d'un compromis avec Moscou, mais de la destruction de la capacité de nuire de la Russie

Cette déclaration nous rappelle qu'en mars 1856 le traité de Paris imposa à Saint-Pétersbourg la neutralisation militaire de la mer Noire, après qu'une coalition franco-britannique, venue secourir l'Empire ottoman, eut défait l'armée russe lors de la guerre de Crimée *(lire l'article de Marie-Pierre Rey, page 9).* Mais la Russie d'alors possédait des armes moins destructrices que des missiles armés d'ogives nucléaires. Penser que le Kremlin accepterait ce même recul stratégique, sans utiliser ses ultimes ressources, relève d'un pari singulièrement risqué pour d'autres pays que les États belligérants.

Washington n'a pas toujours appuyé les initiatives de Kiev. Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, les États-Unis s'inquiètent de voir l'Ukraine sombrer dans une guerre civile, susceptible de dégénérer en conflit mondial. La tension atteint son paroxysme en février 1994, quand Iouri Mechkov est élu au poste de président de la Crimée, une fonction créée unilatéralement l'année précédente par les autorités régionales. L'homme promet le rattachement de la Crimée à la Russie. Kiev envoie alors 50 000 hommes dans la péninsule, s'ajoutant aux 33 000 soldats ukrainiens déjà déployés. Ils font face aux 70 000 militaires de la flotte de la mer Noire pour la plupart fidèles à Moscou. Parlant de *« coup de force »,* chacun espère, à l'époque, *« que les responsables de la Russie et de l'Ukraine* (...) *se sont secrètement mis d'accord sur l'avenir* [d'une région], *considérée par la CIA* [Central Intelligence Agency] *comme l'un des détonateurs possibles d'une troisième guerre mondiale »* (2). Celle-ci est évitée (3) grâce aux efforts conjoints de Moscou, de Kiev et de Washington qui réalisent en 1995 une prouesse diplomatique : le partage de la flotte de la mer Noire entre l'Ukraine et

Oleksandr Suprun /////
« Symmetry 2 », 1990

© Courtesy Galerie Alexandra de Viveiros

la Russie *(lire l'encadré d'Erlends Calabuig, page 21)*. L'accord n'en demeure pas moins précaire. Pour Kiev, l'armée de son puissant voisin s'installe dans une région potentiellement sécessionniste ; pour Moscou, une base militaire stratégique se trouve à la merci d'un bail, par définition révisable, accordé par Kiev.

En 2008, les États-Unis vont donner un grand coup de pied dans ce jeu de quilles. Leur soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord *[OTAN]* lors du sommet de Bucarest *« attise les tendances nationalistes, antioccidentales et militaristes de l'opinion publique russe »* (4), comme le prophétise, dès 1997, George Kennan. Cet architecte de la politique d'endiguement de l'URSS n'ignorait pas que l'expansionnisme russe a souvent eu partie liée avec un complexe obsidional, celui d'une immense plaine, deux fois envahie depuis l'ouest, par Napoléon Bonaparte, puis par Adolf Hitler. À Washington s'impose aujourd'hui l'idée que la sécurité de l'Ukraine dépend non d'un compromis avec Moscou, mais de la destruction de la capacité de nuire de la Russie, à qui il conviendrait d'imposer un nouveau traité de Versailles. Outre que cette solution a montré ses limites dans le passé, elle se heurte à une réalité géographique têtue : ce pays-continent n'est pas prêt à déménager du voisinage de l'Ukraine. Ni de celui de l'Europe. ■

(1) *Politico,* 24 février 2023.

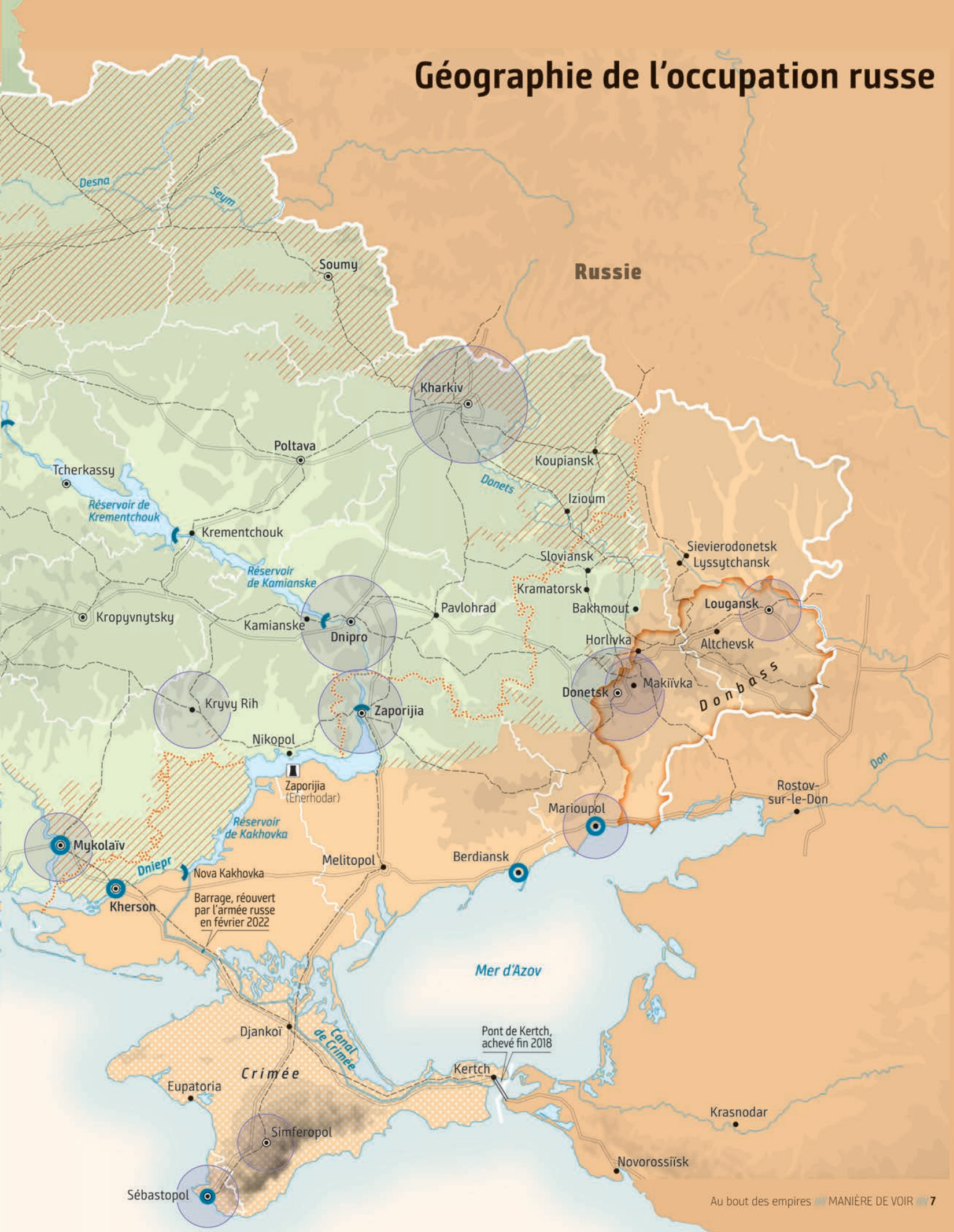
(2) *Le Monde,* 19 mars 1995.

(3) Emmanuelle Armandon, *La Crimée entre Russie et Ukraine. Un conflit qui n'a pas eu lieu,* Bruylant, Bruxelles, 2013.

(4) George F. Kennan, « A fateful error », *The New York Times,* 5 février 1997.

Sources : https://liveuamap.com ; Institute for the study of war (ISW), février 2023 ; naturalearthdata.com ; Nations unies, World Urbanization Prospects : The 2018 Revision.

Géographie de l'occupation russe



© Courtesy Galerie Alexandra de Viveiros

Oleksandr Suprun ///// « Lilies of the Valley, or Spring in Forest » (Muguet dans la vallée, ou Printemps en forêt), 1975

Au bout des empires

L'Ukraine fut durant des siècles une région de confins d'empires. Tirant parti de cette situation, la nation ukrainienne s'est affirmée au gré des changements d'alliance. Au XXe siècle, elle accède à une existence politique, largement formelle, à travers le statut de république soviétique. À la chute de l'URSS, la question de sa relation à la Russie se pose avec une nouvelle acuité.

QUAND LA RUSSIE PERDAIT LA GUERRE DE CRIMÉE

Au milieu du XIXe siècle, la politique expansionniste du tsar Nicolas Ier inquiète les puissances européennes. La France et l'Angleterre décident de voler au secours de l'Empire ottoman, que Saint-Pétersbourg cherche à déloger des Balkans, après l'avoir chassé des rives de la mer Noire, en Ukraine actuelle. La guerre de Crimée (1853-1856) s'achève par une défaite de la Russie et sera suivie d'importantes réformes intérieures.

Source : Christian Grataloup, *Atlas historique mondial*, L'Histoire - Les Arènes, 2019 ; Georges Duby, *Grand Atlas historique*, Larousse, 2011.

PAR MARIE-PIERRE REY *

D'envergure européenne, la guerre de Crimée, conflit majeur du XIXe siècle, présente plus d'un paradoxe. À dimension géopolitique et religieuse, il n'opposa pas des États chrétiens à un État musulman mais, de manière plus inédite, une coalition de nations chrétiennes venues au secours de l'Empire ottoman à un Empire russe orthodoxe. Enfin, s'il mobilisa, par la presse à grand tirage, les opinions publiques comme nul autre conflit avant lui, suscitant des campagnes de soutien financier aux combattants, des écrits xénophobes d'une grande violence, un sentiment viscéralement antieuropéen en Russie, mais aussi des textes pacifistes (de son exil, Victor Hugo écrit ainsi un des premiers pamphlets antimilitaristes de l'histoire européenne), il s'acheva classiquement en mars 1856 par la signature d'un traité international, à Paris.

Le conflit prend racine dans une double rivalité, géopolitique et religieuse. Aux origines de la guerre se situent, d'une part, la question du devenir de l'Empire ottoman et des prérogatives que l'Empire russe s'est arrogées à ses dépens ; et, d'autre part, la question des Lieux saints, objet de rivalités entre chrétiens.

À partir de la signature du traité russo-turc de Kutchuk-Kaïnardji qui, conclu par Catherine II en 1774, lui a concédé un droit de regard sur le sort des chrétiens orthodoxes soumis à la Porte (l'Empire ottoman), la Russie des tsars en a profité pour s'ingérer dans les affaires de cette dernière et, depuis la fin du XVIIIe siècle, elle n'a cessé de revendiquer des droits spécifiques sur la mer Noire ainsi que sur les détroits des Dardanelles et du Bosphore, et d'avancer dans les Balkans. Avec le règne de Nicolas Ier, commencé en 1825, ces buts gagnent en ampleur et le contrôle des Détroits (les *« clés de la maison »* dira le tsar) devient un objectif majeur de la diplomatie russe. En effet, alors que l'Empire ottoman en crise fait figure d'« homme malade de l'Europe » et que son état aiguise les appétits territoriaux des puissances avoisinantes, il s'agit pour Saint-Pétersbourg d'empêcher tout partage qui ne se ferait pas à son bénéfice et de se poser en protecteur privilégié de la Turquie. Offensive, cette politique n'a pas tardé à déboucher sur une série de traités bilatéraux avantageux pour la Russie, tels le traité d'Andrinople, conclu en septembre 1829, et plus encore celui d'Unkiar-Skelessi qui, signé en juillet 1833, interdit à l'Empire ottoman de laisser entrer des navires étrangers dans les Dardanelles en cas de guerre contre la Russie. Cette disposition, qui fait de facto de la mer Noire un *« lac russe »*, selon la formule du ministre des affaires étrangères de Louis-Philippe, François Guizot, suscite l'opposition des puissances européennes : le 13 juillet 1841, à Londres, les avantages ☛

* Professeure d'histoire contemporaine à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

Roger Fenton ///// « The Valley of the Shadow of Death » (La vallée de l'ombre de la mort). Une route poussiéreuse dans un ravin, jonchée de boulets de canons, Crimée, 1855. Ces tirages sont issus de l'un des tout premiers photo-reportages de guerre.

concédés à la Russie sont brutalement remis en cause par la convention internationale des Détroits, qui interdit désormais l'entrée du Bosphore et des Dardanelles à tout navire de guerre autre que turc ou allié à la Turquie. À court terme, Nicolas Ier est donc contraint de plier, mais, à ses yeux, ce recul ne peut qu'être temporaire.

Fin de l'ordre européen de 1815

Au début de l'année 1853, la diplomatie russe n'a pas vraiment pris la mesure de l'hostilité croissante suscitée par sa politique balkanique et, sûr de son bon droit comme de l'invincibilité de ses troupes, Nicolas Ier s'engage dans le conflit. La situation devenant critique pour l'Empire ottoman, France et Angleterre signent, le 12 mars 1854, un traité d'alliance avec ce dernier (en contrepartie duquel la Porte s'engage à promouvoir des réformes). Et le 27, elles déclarent la guerre à l'empire des tsars, suivies par le royaume de Sardaigne un an plus tard.

Devenue européenne, la guerre donne lieu à des opérations militaires qui se jouent sur plusieurs théâtres : en mer Baltique (dans les îles Aaland), dans les Balkans, le Caucase, dans le delta du Danube, en mer Blanche et en Asie (où les Russes feront tomber la forteresse turque de Kars, le 26 novembre 1855, après quatre mois de siège). À l'été 1854, Nicolas Ier décide de retirer ses troupes des principautés danubiennes, signe de bonne volonté. Mais les alliés franco-britanniques, méfiants devant cette volte-face, décident de poursuivre l'offensive en débarquant en Crimée le 14 septembre 1854. Dès lors, c'est dans la péninsule criméenne que les combats seront les plus acharnés, sans être décisifs pour autant. Ainsi des batailles de l'Alma (20 septembre 1854) et d'Inkerman (5 novembre) remportées par les alliés franco-britanniques. Ou bien encore de celle d'Eupatoria, qui signe un succès des troupes turques le 17 février 1855.

Au fil des mois, l'armée russe, nombreuse mais mal équipée, mal encadrée et techniquement inférieure aux marines française et anglaise, révèle des failles béantes.

Bibliographie

Olivier de Laroussilhe, *L'Ukraine,* Presses universitaires de France, Paris, 2002.

Cette monographie dresse un panorama du pays et de la nation ukrainienne, depuis les origines, au IXe siècle, jusqu'au début des années 2000. L'auteur s'intéresse en particulier à la transition d'une république soviétique vers une société de marché et à la position charnière de l'Ukraine sur le plan géostratégique.

Alexandra Goujon, *L'Ukraine. De l'indépendance à la guerre,* Le Cavalier bleu, Paris, 2021.

Fruit d'un travail de terrain entamé il y a près d'une trentaine d'années et de l'enseignement que la politiste dispense à l'université de Bourgogne, cet ouvrage décrypte les spécificités du pays, à rebours des idées reçues, autour de quatre grandes thématiques : l'histoire, l'espace, la vie politique et la position régionale.

Emmanuelle Armandon, *La Crimée entre Russie et Ukraine. Un conflit qui n'a pas eu lieu (1991-2008),* Bruylant, Bruxelles, 2012.

Après l'accès de l'Ukraine à l'indépendance, les revendications sécessionnistes, les tensions entre les russophones et les Tatars de Crimée, mais aussi les rivalités entre Moscou et Kiev, auraient pu entraîner la péninsule dans la guerre. L'auteure analyse les raisons qui ont permis de l'éviter à l'époque.

Thomas Chopard, *Le Martyre de Kiev : 1919. L'Ukraine en révolution entre terreur soviétique, nationalisme et antisémitisme,* Vendémiaire, Paris, 2015.

Spécialiste de l'Ukraine soviétique et des Juifs d'Europe orientale, Thomas Chopard retrace le quotidien de la capitale lors de la guerre civile opposant les nationalistes aux bolcheviks et relate également les persécutions antisémites menées par les paysans.

Roger Fenton ///// « The Cattle Wharf » (Le quai à bestiaux), Balaklava, Crimée, 1855

Roger Fenton ///// « The Artist's Van » (La caravane de l'artiste). Le photographe Roger Fenton a pris un cliché de son assistant, Marcus Sparling, Crimée, 1855

© Library of Congress

Sur le plan logistique, sans chemin de fer au sud de Moscou, l'approvisionnement en hommes et en matériel de la Crimée, effectué par route, s'avère incapable de répondre aux besoins des combattants. Malgré la défense héroïque de ses habitants, Sébastopol, assiégée depuis près d'un an, tombe le 11 septembre 1855 à la suite de la prise du bastion de Malakoff, trois jours plus tôt, par les troupes du général Patrice de Mac Mahon. À cette date, Alexandre II, qui a succédé à son père en mars 1855, ne veut pas entendre parler de reddition ; mais, sous la pression de l'Autriche et de la Prusse, ses alliés restés neutres pendant le conflit, il finit par consentir à des négociations qui débutent en janvier 1856, sur la base d'un protocole préparé par le gouvernement autrichien.

Conclu le 30 mars 1856 dans les salons du Quai d'Orsay, le traité de Paris, effaçant les humiliations subies par la France au congrès de Vienne après la chute de Napoléon Ier, marque la fin de l'ordre européen tel qu'établi en 1815, le recul de la Russie et l'éclatant retour de la diplomatie française sur le devant de la scène internationale.

La mer Noire est « neutralisée » ; il est interdit d'y installer des arsenaux, et les places fortes ottomanes et russes établies sur les côtes sont promises à la destruction ; les Russes se trouvent donc écartés des Détroits, ce qui rassure les Britanniques quant à la sécurité de la route des Indes. L'intégrité de l'Empire ottoman est garantie par les signataires de l'accord, et la Russie ne peut plus prétendre à des droits spécifiques sur les chrétiens orthodoxes de la Porte. Saint-Pétersbourg doit aussi renoncer à ses prérogatives sur les provinces danubiennes et reconnaître leur autonomie en même temps que le rattachement du sud de la Bessarabie à la Moldavie. Enfin, la Russie est contrainte de restituer à la Porte les bouches du Danube ainsi que la forteresse de Kars et d'accepter l'internationalisation du fleuve. Toutefois, la France et l'Autriche font preuve d'une certaine modération à son égard : les projets du ministre anglais lord Henry Palmerston, qui réclamait la restitution à la Turquie de la Crimée (prise en 1783) et d'une partie du Caucase, restent lettre morte.

Le traité marque donc le triomphe de Napoléon III et, en démilitarisant la mer Noire et en garantissant l'intégrité de l'Empire ottoman, il met un terme brutal à quarante ans de domination russe dans les Balkans. Parce que désavoué en Europe et nourrissant un ressentiment antieuropéen, l'Empire russe ne tarde pas à affirmer un intérêt nouveau pour l'Asie : ce sera le début de la conquête militaire et coloniale de l'Asie centrale et l'avancée en Extrême-Orient.

« La Russie ne boude pas, elle se recueille », déclare le prince Alexandre Gortchakov, nouveau ministre des affaires étrangères, au lendemain de la signature du traité. De fait, les années qui suivent le règlement du conflit apportent de profonds changements intérieurs. En dévoilant l'ampleur du retard économique accumulé sur les autres grandes puissances européennes en matière de communications et de transport, en révélant la faiblesse structurelle de l'armée russe et le mauvais état physique de ses soldats, la guerre pousse le tsar Alexandre II à engager une ère de réformes dont la mesure-phare sera, en mars 1861, l'abolition du servage.

Marie-Pierre Rey

LA DEUXIÈME DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES

L'Ukraine soviétique a connu des répressions féroces, tout en jouissant d'un statut relativement privilégié au sein de l'URSS, dont elle fut l'une des républiques cofondatrices. Culturellement proches de la Russie, les Ukrainiens n'en aspirent pas moins à l'émancipation – ce que Moscou, avertissait l'historienne Hélène Carrère d'Encausse en 1968, aurait tort de sous-estimer.

PAR HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE *

La république d'Ukraine fit partie de l'URSS dès que celle-ci fut créée (30 décembre 1922), alors qu'elle se réduisait à quatre républiques – Russie, Ukraine, Biélorussie et Transcaucasie. La seconde guerre mondiale devait changer considérablement la composition de cette république. L'annexion de la Bessarabie par l'URSS lui ajouta la partie orientale de la Moldavie, peuplée de nombreux Ukrainiens, la Bukovine septentrionale et les régions situées au nord et au sud de la Bessarabie. La Pologne apporta aussi sa part à l'agrandissement de l'Ukraine en perdant à son profit les territoires à population ukrainienne acquis après la première guerre : Galicie orientale, Polésie, Volhynie. Enfin, en 1965 vint s'y ajouter l'Ukraine subcarpathique qui avait appartenu à la Tchécoslovaquie, puis à la Hongrie. Ainsi progressivement se constituait, en URSS, une grande Ukraine.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les agrandissements territoriaux comblaient les aspirations à l'unité de la nation ukrainienne

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Ukraine semblait, à bien des égards, privilégiée. Les agrandissements territoriaux comblaient les aspirations à l'unité de la nation toujours exprimées et donnaient à la république un poids accru dans l'Union. Son entrée avec l'URSS et la Biélorussie aux Nations unies, négociée à Yalta, donnait une consistance internationale à la souveraineté juridique de la république, même si les intérêts de Moscou limitaient en fait la portée de ce changement. Mais l'existence internationale de l'Ukraine ainsi affirmée était un élément décisif pour le sentiment national. Pourtant en 1945 la situation était loin d'être simple dans cette partie de l'URSS et le problème national s'y posait, comme dans toute l'Union il est vrai, mais en raison des circonstances, en termes plus urgents.

Tout d'abord, il y avait pour les dirigeants soviétiques un choix clair à opérer en matière de politique nationale. Après la révolution et la guerre civile particulièrement dramatiques en Ukraine, le Kremlin avait opté pour une politique d'ukrainisation destinée à transformer ce territoire russifié, dominé par la Russie, en un territoire véritablement ukrainien. Dès 1926-1927 et surtout avec la collectivisation, le poids du centre de la Russie pesa de nouveau sur l'Ukraine et la « solidarité prolétarienne » qui tendait à se confondre avec la russification triompha. Les purges des années 1935-1938 frappent en Ukraine tous ceux qui cherchent à défendre la culture nationale, la langue, le passé. Les dirigeants ukrainiens sont tous épurés ou acculés au suicide. Lorsqu'en 1938 la Tchécoslovaquie est démantelée, faut-il s'étonner si les survivants des années terribles regardent avec attention cette Ukraine subcarpathique que l'Allemagne brandit comme un appât ou une menace ? Entre autres avantages, le pacte germano-soviétique a celui d'écarter la menace d'une explosion ukrainienne, d'un État ukrainien hors de l'URSS qui polariserait le nationalisme martyrisé mais jamais extirpé de l'Ukraine soviétique.

L'avance rapide des troupes allemandes dans toute l'Ukraine en 1941 témoigne que ce peuple fier et courageux s'insurge contre son État, son régime et voit dans la guerre et l'invasion l'occasion d'une rupture. Que l'incompréhension allemande de cette situation ait progressivement rejeté l'Ukraine vers l'URSS, permis à la résistance de se développer, à Staline de faire entendre ses appels au patriotisme ne change rien à la réalité. En 1941, l'Ukraine n'a pas été un avant-poste de l'URSS, mais une nation désespérément hantée par l'idée d'une libération.

En 1945, les territoires ukrainiens acquis avant 1940, repris par l'Allemagne, doivent être intégrés une nouvelle fois alors que là particulièrement le refus de l'ordre soviétique, le sentiment national sont d'une violence considérable. Il y a le problème de la collaboration avec l'ennemi qui se confond

* Historienne.

© Alexander Kachkaev

Sasha Zaitseva /////
« Motanka Mask »
de la série « Masks ».
Une *montanka* est
une poupée de chiffon
traditionnelle ukrainienne.
Elle symbolise
la protection du foyer.

en réalité avec le problème de la résistance nationale et du refus du pouvoir soviétique. Si le peuple ukrainien ne subit pas le traitement infligé aux Kalmouks, aux Ingouches, aux Tchétchènes, aux Balkars, tous déportés loin de leurs territoires nationaux, ce n'est pas, reconnaîtra Nikita Khrouchtchev au XX^e^ congrès du Parti communiste soviétique (PCUS) en février 1956, faute que le Kremlin y ait pensé. *« Les Ukrainiens,* dit-il, *n'ont échappé à ce sort que parce qu'ils étaient trop nombreux et qu'il n'y avait nulle part où les envoyer, sinon ils auraient été déportés eux aussi. »*

Russification à outrance

Devant cet éclatement de l'Union, qui en partie explique l'effondrement militaire de 1941, le pouvoir soviétique réprime et pacifie par le feu et la déportation, mais en même temps il s'efforce de ne pas renouveler toutes les erreurs du passé, se rendant compte qu'il faut faire place dans ses calculs au sentiment national sous peine d'être toujours à la merci d'une crise. La politique de Moscou va osciller dans une première période qui va de 1945 à 1949-1950 entre ce souci de reconnaître une place au sentiment national, de l'associer à la reconstruction de l'URSS, et l'exaltation d'un chauvinisme grand-russien qui ne cesse de croître. Dans cette période, les héros ukrainiens de la seconde guerre mondiale s'enorgueillissent de porter l'ordre créé en 1943 de Bogdan Khmelnitski (1595-1657) et les revues ukrainiennes font une très large place au passé et à la culture nationale. Le compositeur ukrainien du XIX^e^ siècle Mykola Lysenko est célébré pour sa contribution au mouvement de libération nationale et tenu pour une figure révolutionnaire.

À partir de 1949, le durcissement se fera au niveau politique et gouvernemental. La recollectivisation et la liquidation des bandes de partisans ont braqué la population ukrainienne et développé encore s'il se peut son attachement à ses valeurs propres. À cet épanouissement du sentiment national, le pouvoir soviétique répond par la russification à outrance. Le Parti est soumis à des changements considérables à tous ☛

LA DEUXIÈME DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES

les niveaux. Son épuration est justifiée par la nécessité d'extirper le sentiment national ukrainien exprimé par les « nationalistes bourgeois », *« qui veulent séparer le peuple ukrainien de son frère le peuple russe et le livrer aux impérialistes étrangers »,* dira le premier secrétaire du Parti communiste ukrainien (PCU), Leonid Melnikov, au XVII[e] congrès du PCU en 1952. Ce nationalisme, la *Pravda* le dénonce partout, dans l'opéra *Bogdan Khmelnitski,* chez les écrivains comme Volodymyr Sosiura, Oleksandr Korneitchuk, etc., l'Ukraine doit renoncer à tout son passé et se tourner vers le « grand frère ». La langue russe est imposée partout, dans les écoles, dans les organismes officiels ; les cadres ukrainiens sont partout supplantés par des Russes ou des Ukrainiens totalement russifiés. Cela dans les régions mal intégrées de l'Ouest, mais aussi dans l'Ukraine orientale, qui ne manque pourtant pas de cadres propres.

La disparition de Staline et le limogeage du chef de la police politique Lavrenti Beria modifient radicalement la politique nationale de l'URSS et donnent à l'Ukraine une place exceptionnelle dans l'Union. Aux russificateurs des dernières années du stalinisme succèdent des hommes nouveaux dont certains, comme Nikolaï Podgorny (qui passe de la direction de l'organisation du parti de la région de Kharkov au poste de deuxième secrétaire du Parti communiste d'Ukraine), montèrent dans le sillage de Khrouchtchev. L'ascension de ce dernier est suivie d'un certain nombre d'avantages accordés à la république. En février 1954, la région de Crimée, jadis rattachée à la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), est donnée à l'Ukraine. Surtout la nature des relations entre les peuples russe et ukrainien est officiellement transformée. Célébrant en 1954 le tricentenaire du traité de Pereïaslav, début de l'union des deux peuples, les dirigeants soviétiques insistent sur l'égalité entre eux et l'apport de l'Ukraine à l'Union. Bogdan Khmelnitski, qui négocia le traité de Pereïaslav, traité *« de traître et ennemi du peuple ukrainien »,* est glorifié comme l'ancêtre de l'Union. Des écrivains comme Mikhaïlo Kotsioubynsky, Taras Chevtchenko sont célébrés pour le rôle qu'ils ont joué dans le développement de la conscience ukrainienne.

Surtout un concept nouveau apparaît dans les relations entre les deux peuples, mettant fin à l'idée du « peuple russe guide », c'est l'association du peuple ukrainien comme partenaire à un rôle dirigeant au sein de l'Union. Sans doute entre les deux peuples égaux il y en a un, comme disait George Orwell, le peuple russe, *« qui est le plus égal des deux ».* Néanmoins, le peuple ukrainien – *« le premier après le peuple russe à prendre la voie du socialisme, qui main dans la main, épaule contre épaule, a combattu avec le peuple russe pour la victoire de la révolution d'Octobre, sur les fronts de la guerre civile et de la construction d'une société socialiste, et défendu l'indépendance et la liberté de la mère patrie »* – se voit ainsi reconnaître dans la grande famille des nations soviétiques une place privilégiée de codirigeant. Et il est le seul à qui cette place sera reconnue.

Oleksandr Suprun ////
« Urbanist's Confession », 1978

Forte représentation politique

À la fin des années 1960, le rôle politique du peuple ukrainien en URSS reste très important. Si l'on considère la représentation des groupes nationaux au sein du PCUS, il apparaît que les nations les mieux représentées sont les nations russe, ukrainienne et biélorusse, et que leur représentation tend à s'accroître. Les Ukrainiens (17,84 % de la population totale à l'époque) sont 15,42 % de l'effectif du Parti (en 1965, au lieu de 14,67 % en 1961). Il faut noter que seul le groupe russe est surreprésenté (62,38 % de l'effectif du Parti en 1965 pour 54,65 % de la population de l'Union). La représentation ukrainienne est aussi (comme celle des Biélorusses, mais contrairement aux

© Courtesy Galerie Alexandra de Viveiro

autres groupes nationaux) très forte dans les organes dirigeants du Parti (comité central : 18,46 % de titulaires en 1966 ; Politburo et secrétariat : 16,67 % en 1966) et de l'État (20,29 % de titulaires au conseil des ministres de l'URSS en 1966). Sur le plan de l'organisation locale du Parti et de l'État, on peut faire des remarques encore plus favorables aux Ukrainiens. Si d'une manière courante en Union soviétique le premier secrétaire des partis nationaux est un indigène, le poste capital de deuxième secrétaire a généralement été occupé par des non-indigènes. Seules font exception à cette règle la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, l'Arménie et l'Estonie.

Clivage linguistico-culturel

Mais les chiffres ont aussi un contenu autre. Sans doute y a-t-il des Ukrainiens partout. Mais de quels Ukrainiens s'agit-il ? Ici, il faut considérer le complexe problème de la civilisation urbaine et de la civilisation rurale en Ukraine. Il y a en effet deux Ukraines : celle de la campagne, celle de la ville. En 1920, 90 % des Ukrainiens vivaient dans les campagnes, plus de la moitié des Russes dans les villes qui étaient très russifiées. Le recensement de 1926 a en outre montré qu'une part importante des Ukrainiens urbains en étaient venus à considérer le russe comme leur langue maternelle. Dans les années 1960, les chiffres témoignent que cette situation subsiste et notamment qu'en matière d'enseignement le clivage linguisticoculturel se fait selon une ligne ville-campagne. Dans les écoles rurales, 86 % des enfants étudient en ukrainien, dans les villes à peine 50 %. Dans les établissements russes d'Ukraine, qui sont la majorité en milieu urbain, la langue ukrainienne est devenue depuis 1959 facultative. L'édition en Ukraine semble se faire en langue russe à 60 % pour les livres, environ autant pour les périodiques. Or l'urbanisation de l'Ukraine se fait à un rythme accéléré. En 1926, la proportion de population vivant dans les villes était inférieure à 20 % ; en 1965, elle atteignait 51 %, et ce processus affecte avant tout des Ukrainiens, lesquels sont ainsi menacés d'une pression de la culture et de la langue russe qui jusqu'alors a conduit souvent à une assimilation. Sans doute, certaines vieilles cités, Poltava, Vibitsa, certaines villes de l'Ukraine occidentale, restent-elles profondément ukrainiennes, mais il n'en va pas de même dans les grands centres économiques modernes. Les Ukrainiens sont plus sensibles à ces problèmes qui menacent leur culture nationale qu'à la présence d'un nombre important d'Ukrainiens souvent russifiés dans les organes dirigeants de l'URSS.

Comme le disait Staline, « lorsqu'il s'agit de l'Ukraine, c'est l'unité de l'URSS qui est en jeu »

De son poids spécifique dans l'Union, du rôle qu'elle y a joué, de son développement à partir des années 1950, l'Ukraine peut-elle conclure à l'époque à autre chose qu'un désir de s'affirmer davantage, de protéger sa particularité, comme à Prague, comme en Pologne, dont nombre d'Ukrainiens étaient citoyens avant 1945 ? Ce n'est pas le socialisme qui est en question, mais bien l'égalité réelle, et pas une égalité à la Orwell, des nations socialistes. Cette aspiration, Moscou ne peut la traiter par le mépris. Mais la situation géographique de l'Ukraine, l'exemple de 1941, témoigne que, comme le disait Staline à ses interlocuteurs de Yalta, *« lorsqu'il s'agit de l'Ukraine, c'est l'unité de l'URSS qui est en jeu »*.

Hélène Carrère d'Encausse

Sur la Toile

Revue des études slaves
Le trimestriel de slavistique, né il y a plus d'un siècle, suit de près le monde ukrainien. À lire, dans le dernier numéro (hiver 2022), « Les médias et la littérature en Ukraine » et « Représentations de l'Ukraine et des Ukrainiens dans la littérature de langue russe au XIXe siècle ».
http://journals.openedition.org/res

National Security Archive
Cet institut américain établi à Washington, qui met à la disposition du public des documents déclassifiés du département d'État, de la CIA et du Pentagone, propose sur son site une large sélection d'archives relatives à l'Ukraine, notamment depuis l'indépendance.
http://nsarchive.gwu.edu

Cahiers du monde russe
Cette revue interdisciplinaire de référence, créée en 1959, s'intéresse à l'histoire politique, sociale, économique et culturelle de l'Empire russe, de l'URSS et des États qui en sont issus, dont l'Ukraine. De nombreux articles sont consacrés au pays, à la péninsule de Crimée, aux Cosaques, etc.
http://journals.openedition.org/monderusse

Cahiers slaves
Le périodique de l'université Paris-Sorbonne a publié une livraison sur la ville d'Odessa (« Les chemins d'Odessa », n° 14, 2016), dans laquelle on pourra trouver un article sur la guerre de Crimée de 1853-1856, (« La guerre de Crimée et le traité de Paris : un enjeu géopolitique en Méditerranée »), accompagné de documents d'époque.
www.persee.fr/collection/casla

Sasha Zaitseva ///// « Kalina Venok » (Couronne d'obier), de la série « Venoks » (Couronnes). Baies d'obier, broche militaire soviétique, broches « Chanel », coquelicots artificiels, croix orthodoxe en bois, rubans.

© Alexander Kachkaev

LE MYTHE COSAQUE

Quand l'Ukraine accède, pour la première fois, au statut d'État-nation en 1991, la nécessité d'une généalogie s'impose. Le mythe des Cosaques, à l'origine d'une entité politique qui tenta au XVII^e siècle de se frayer une autonomie aux marges des empires russe et centraux en Europe, reprend alors de la vigueur.

PAR ANDREAS KAPPELER *

Les communautés cosaques émergent au XVI^e siècle sur les berges du cours inférieur des fleuves Dnipro (Dniepr en russe), Don et Iaïk, à la frontière de la steppe. Installées aux confins de la Pologne et de la Moscovie, elles recrutent parmi les paysans fuyant le servage et les aventuriers de toute sorte. Tout en protégeant leurs frontières des incursions tatares, les Cosaques échappent au contrôle des gouvernements. Ils fondent une organisation militaire égalitaire, le « cercle » *(kolo)* ou « conseil » *(rada)*, qui élit un chef, appelé hetman (ou *ataman*). Ils se distinguent comme pirates aguerris sur la mer Noire contre les flottes ottomanes et dirigent plusieurs soulèvements populaires, comme ceux de Stenka Razine (1670-1671) et d'Emelian Pougatchev (1773-1775) en Russie. Alors que les Cosaques du Don et du Iaïk, majoritairement russes, se limitent à ces affaires, leurs homologues du Dnipro, majoritairement ukrainiens, deviennent des acteurs politiques et militaires importants en Europe.

En 1648, les Cosaques zaporogues (littéralement, « ceux qui vivent au-delà des rapides » *[porohy/porogi]* du Dnipro) prennent la tête d'une grande insurrection contre le roi de Pologne Jean II Casimir Vasa, sous la direction de l'hetman Bogdan Khmelnitski (1595-1657). Leurs troupes libèrent la plus grande partie de l'Ukraine de la tutelle polonaise. Cette révolte, considérée en Ukraine comme une révolution nationale, est à la fois d'ordre politique, social et religieux. Soutenus par les prêtres orthodoxes et leurs ouailles paysannes ukrainiennes, les Cosaques abolissent le servage imposé par des nobles d'origine polonaise, qui sont chassés ou tués, comme le sont les membres du clergé catholique et uniate (de rite orthodoxe mais rattaché au pape de Rome). De terribles pogroms contre les juifs (haïs pour leur religion comme pour leurs prétendus « privilèges » en tant qu'intendants des grands domaines de la noblesse ou détenteurs de monopoles concernant la vente d'alcool) sont perpétrés lors du soulèvement, jetant une ombre noire sur l'image idéalisée des justiciers zaporogues. Après avoir libéré une grande partie de l'Ukraine de la tutelle polonaise, Khmelnitski crée une entité politique indépendante, l'Hetmanat, organisée selon le modèle égalitaire des

* Professeur émérite à l'université de Vienne. Auteur de *Russes et Ukrainiens, les frères inégaux. Du Moyen Âge à nos jours*, CNRS Éditions, Paris, 2022.

armées cosaques. En 1654, il signe l'accord de Pereïaslav par lequel les Cosaques se placent sous la protection du tsar russe Alexeï, de rite orthodoxe comme eux. Cette alliance était interprétée par les Cosaques (et l'historiographie ukrainienne) comme temporaire et tactique, tandis que la Russie (et l'historiographie russe) la voit comme une intégration définitive de l'Ukraine à la Russie.

Représenté sur le billet de banque de 5 hryvnias (la monnaie ukrainienne), l'hetman Khmelnitski est considéré en Ukraine comme le fondateur du premier État national. Dans la mémoire russe, il représente celui qui a permis « la réunification de l'Ukraine avec la Russie », à l'image de l'ancienne Rous qui dura du IXe au XIIIe siècle – une fédération politique médiévale répartie sur les territoires actuels de la Biélorussie, de l'Ukraine et d'une partie de la Russie. Dans la mémoire juive et polonaise, en revanche, Khmelnitski demeure un personnage repoussoir : le responsable des pogroms de 1648 et du déclin du royaume de la Pologne, qui commença par la sécession de l'Ukraine.

Mazepa, figure ambivalente

L'État cosaque jouit d'abord d'une autonomie considérable, mais le gouvernement russe la restreint progressivement. L'hetman Ivan Mazepa (1687-1708) tente une dernière fois d'en sauver l'indépendance, en se mettant au service du roi de Suède Charles XI, en 1708. L'année suivante, les Cosaques de Mazepa et les Suédois sont défaits lors de la bataille de Poltava par les troupes russes du tsar Pierre Ier, le futur empereur Pierre le Grand. Dans l'historiographie russe, Mazepa devient alors l'archétype du traître, que met en scène Alexandre Pouchkine dans son poème *Poltava,* ou Piotr Tchaïkovski dans son opéra *Mazepa*. Cette figure est réactivée par la propagande russe lors des mouvements proeuropéens en Ukraine : la « révolution orange » de 2004, puis celle du Maïdan dix ans plus tard ; les Ukrainiens, ou plutôt leurs élites politiques, sont nommés « mazepistes » *(mazepintsy)* par leurs contempteurs russes. Elles auraient de nouveau trahi la Russie en choisissant le camp occidental. En Ukraine, l'hetman est vénéré comme un grand homme d'État qui osa défier Pierre le Grand. Son visage apparaît sur le billet de banque de 10 hryvnias. L'Europe occidentale connaît Mazepa, non comme une figure politique, mais comme le héros d'une histoire d'amour romantique, mentionnée pour la première fois par Voltaire, et puis reprise dans les poèmes de lord Byron et de Victor Hugo, sur les tableaux d'Eugène Delacroix, de Théodore Géricault et d'Horace Vernet ainsi que dans une œuvre symphonique de Franz Liszt.

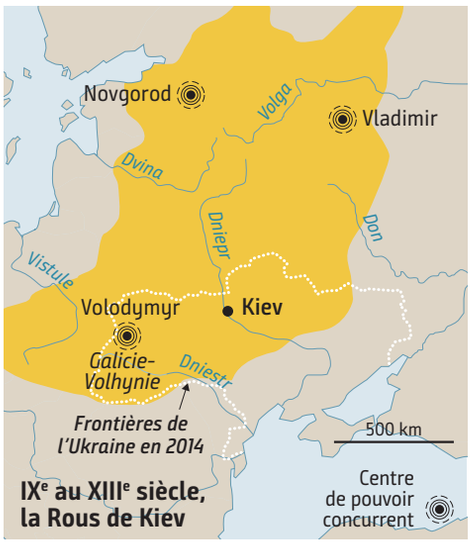
Au cours du XVIIIe siècle, les Cosaques ukrainiens intègrent l'administration et la société de l'Empire russe. Le dernier hetman Kyrylo Rozoumovsky est déposé en 1764. Le principal camp des Cosaques libres, la Sitch, est dissous dix ans plus tard. Les Cosaques disparaissent ainsi en tant qu'acteurs politiques et militaires. Reste le mythe.

Le mouvement national ukrainien du XIXe siècle s'empare des idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité prêtés aux Cosaques, pour en faire un élément central de la conscience nationale. Dans la lecture ukrainienne, les traditions démocratiques des Cosaques, leur individualisme et leur amour de liberté s'opposent au collectivisme et à la servilité des Russes. L'Hetmanat des Cosaques, regardé comme le premier État national ukrainien, diffère radicalement de l'autocratie des tsars. Le poète national Taras Chevtchenko (1814-1861) fait des Cosaques et des paysans ukrainiens les héros principaux de son œuvre. Ses recueils sont influencés par la poésie populaire, qui célèbre leur lutte contre les armées tatare, turque et polonaise. Chevtchenko lui-même, par son engagement politique, qui lui ☛

Le mouvement national ukrainien du XIXe siècle s'empare des idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité prêtés aux Cosaques

Histoire du territoire

La Rous de Kiev est une confédération de principautés fondée au IXe siècle. Son centre de gravité se déplace vers les régions périphériques au XIIe siècle. En 1240, sa partie nord-est, dans l'actuelle Russie, passe sous la domination mongole, ce qui met fin à l'histoire commune des Slaves orientaux. En 1654, les Cosaques forment un proto-État, l'Hetmanat zaporogue, qui s'allie avec la Russie pour lutter contre leur tutelle polonaise. La guerre s'achève en 1667 par le partage de cet embryon d'État ukrainien entre les deux puissances rivales. À la fin du XVIIIe siècle, Catherine II poursuit l'expansion russe vers l'ouest et le sud. Durant la guerre civile, les bolcheviks combattent les indépendantistes ukrainiens, mais cherchent à répondre aux revendications nationales de la population. L'Ukraine devient en 1922 une République socialiste soviétique, cofondatrice de l'URSS. Le nouvel État encourage d'abord la langue ukrainienne et la promotion de cadres locaux, avant le virage répressif des années 1930.



LE MYTHE COSAQUE

coûte en 1847 une peine d'exil de dix ans, prend les dimensions d'un mythe national. Son portrait apparaît sur le billet de banque de 50 hryvnias. L'effigie de l'historien ukrainien Mykhaïlo Hrouchevsky (1866-1934), qui a amplement contribué à intégrer cette histoire cosaque dans le récit national ukrainien, figure sur celui de 100 hryvnias. Ainsi, quatre des dix billets de banque ukrainiens sont liés à l'histoire des Cosaques.

Omniprésents dans la vie quotidienne

Les symboles des Cosaques sont réactivés au sortir de la première guerre mondiale et dans le tourbillon de la guerre civile : en 1917 par la Rada centrale de Kiev, première représentation politique ukrainienne en Russie, présidée alors par Mykhaïlo Hrouchevsky ; en 1918 par l'Hetmanat de Pavlo Skoropadsky, un État marionnette de l'Allemagne ; de 1918 à 1920 par la République populaire ukrainienne, avec son *ataman* en chef Symon Petlioura. Le président d'Ukraine postsoviétique, indépendante depuis 1991, porte la *boulava* (le sceptre) de l'hetman à l'occasion des cérémonies officielles. Aujourd'hui, les Cosaques sont omniprésents dans la vie quotidienne des Ukrainiens. On les retrouve dans les noms de nombreux restaurants, sur des bouteilles de bière et de *horilka* (vodka), et sur les paquets de cigarettes et de fromage, ou comme souvenirs de toute sorte. En 2013-2014 sur la place de l'Indépendance, à Kiev *(Maidan nezalezhnosti)*, on pouvait voir certains manifestants affublés d'uniformes et de symboles cosaques. Le mythe des Cosaques est répandu d'est en ouest, rassemblant aussi bien les ukrainophones que les russophones. Ainsi il a plutôt tendance à renforcer un nationalisme civique, plus multiculturel et politique qu'ethnique.

La persistance du mythe dans la conscience collective ukrainienne se retrouve dans le refrain de l'hymne national, composé en 1882 et qu'avait déjà choisi la République populaire d'Ukraine : *« Pour notre liberté, nous donnerons nos âmes et nos corps/Et prouverons, frères, que nous sommes les descendants des Cosaques. »*

Andreas Kappeler

Réveiller les princes

1989 : l'empire multinational soviétique entre en phase terminale, mais les nationalismes qui le minent demeurent engoncés dans le folklore. Dans son roman « Moscoviada », paru dix ans plus tard (2007 pour l'édition française chez Noir sur Blanc), l'écrivain ukrainien Yuri Andrukhovych fait le portrait mordant de cette année charnière. Son héros, un poète ukrainien boursier d'État, y interpelle en rêve le dernier prince de Kiev, mort en 1470, pour lui proposer un marché.

– Votre Grâce royale ! (je m'adresse à lui respectueusement) Souverain et Maître de la Rous-Ukraine, Grand-Prince de Kyiv et de Tchernyhiv, Roi de Galicie et de Volodymyr, Patron de Pskov, Przemysl et de Kozyatyn, Herzog de Dniprodzerjynsk, Pervomaysk et Illitch, Grand Khan de Crimée et d'Izmail, Baron de Berdytchiv, des deux Bucovines et de la Bessarabie, Timonier de la Nouvelle Askaniya et aussi de Kakhovka, Archisignore de Dyké Polé et de la Forêt Noire, Hetman et Protecteur des Cosaques du Don, de Berdyansk et de Kryvyi Rih *(...)*, Votre Grâce, ne souhaiteriez-vous pas que votre nom demeure à tout jamais gravé sur les tablettes d'or sacrées de la mémoire universelle ?

– Ouais ce serait pas mal, dit Olelko II, mais comment qu'il faut s'y prendre ?

– Comment s'y prendre ? je réponds. Par des actions qui ont incontestablement apporté aux rois l'honneur d'une gloire éternelle. *(...)* Lisez ma poésie, mangez mon corps, buvez mon sang. Accordez-moi une bourse en marks allemands, par exemple, et envoyez-moi voyager de par le monde. Au bout de six mois, Sa Luminosité recevra de ma part un tel panégyrique glorificateur qu'elle sera exaltée par-dessus tous les monarques. Encore six mois, le peuple d'Ukraine réclamera votre retour, et à la suite d'un référendum bien organisé, vous entrerez à Kyiv dans une Cadillac blanche. *(...)*

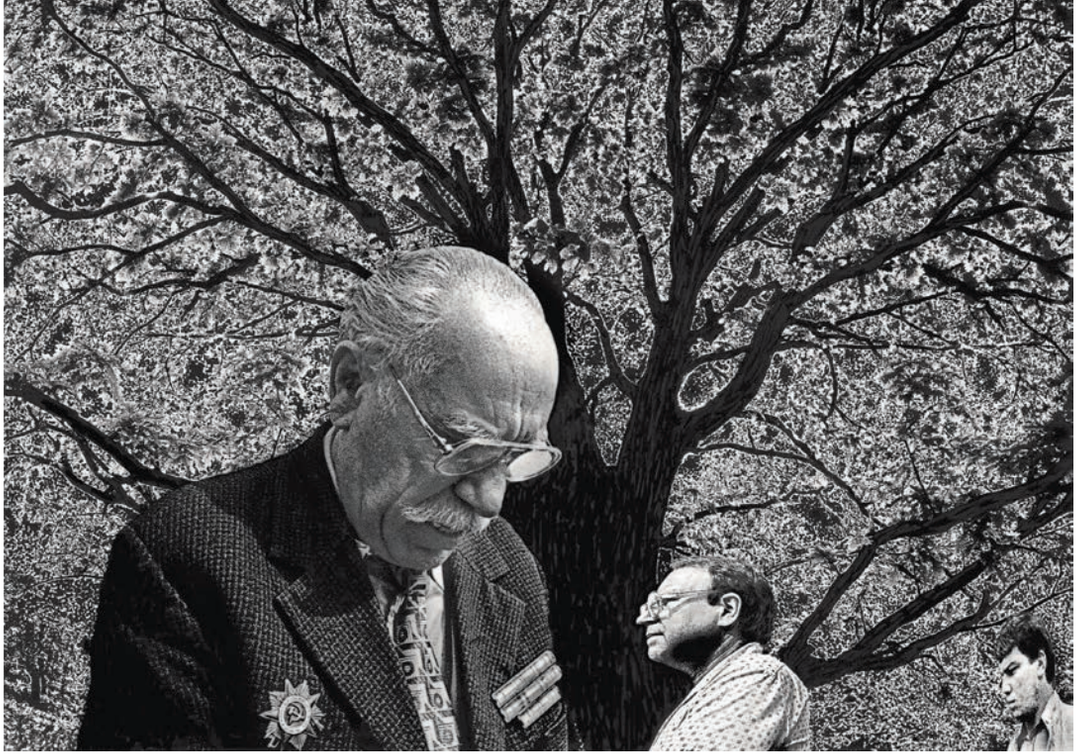
On dit qu'il y a un million d'Ukrainiens dans cette ville. Moscou serait la plus grande ville ukrainienne du monde. Une personne sur dix a un nom de famille qui se termine en -enko. Mais comment les identifier ? Car depuis trois siècles, nous nous sommes mis à ressembler à ces sévères Septentrionaux. On ne sait pourquoi, un autre type d'Ukrainien a commencé à naître, aux yeux de cochon, au visage arrondi, aux traits brouillés et aux cheveux incolores qui n'existent que pour tomber. Sans doute que le désir naturel de nos aïeux de s'élever le plus vite possible jusqu'à devenir grands-russiens a donné lieu à certaines mutations adaptatives. *(...)*

Maintenant, n'importe quel locuteur chauvin d'ici se croit en droit de dire : Nous sommes un seul peuple ! Même pour l'apparence extérieure, nous ne sommes en rien différents (1) ! Mes arguments concernant Pylyp Orlyk (2) et le baroque cosaque paraîtront faiblards. *(...)*

C'est pour cette raison, Votre Grâce Royale, que votre retour en Ukraine me paraît ô combien indispensable et salvateur. Votre image aristocratique européenne, la pompe et la circonstance, votre charisme (consultez votre dictionnaire), votre droit-divinité peuvent créer aujourd'hui un nouveau mythe national, un idéal éblouissant. *(...)* Avec mes sentiments dévoués, Otto von F., poète ukrainien.

(1) En russe dans le texte.

(2) Homme d'État et hetman cosaque (1672-1742), collaborateur d'Ivan Mazepa.



Oleksandr Suprun /////
« Generations », 1983

UNE INDÉPENDANCE À BAS BRUIT

En réaction à la tentative de putsch militaire à Moscou en août 1991, les députés de la Rada proclament l'indépendance de l'Ukraine. Ce cap est passé sans la ferveur populaire qui saisit d'autres républiques soviétiques. Le pays bruisse des problèmes à venir, entre spectre du déclin économique et risque d'éclatements régionaux.

PAR JEAN-MARIE CHAUVIER *

Cet automne 1991 est, en Ukraine, la première saison de l'indépendance – et la dernière de l'URSS. Un grand tournant. L'amateur de sensations fortes risque pourtant d'être déçu. Pas de faim, pas d'émeutes. Ni même les nerfs tendus de Moscou. Peut-être n'est-ce que le calme avant la tempête ?

L'*« interdiction des activités »* du Parti communiste d'Ukraine ne provoque aucun émoi : on enlève les plaques sur les bâtiments officiels transférés aux pouvoirs locaux, on remplace les serrures, on décroche les portraits de Lénine… et de Mikhaïl Gorbatchev. Les fonctionnaires sont parfois licenciés, le plus souvent recasés. Plus haut placés, mieux protégés. Par le « Parti » autodissous, massivement, placidement renégat. Étrange.

Le voyageur chargé de la chronique du naufrage et de l'éclatement a aussi quelques étonnements. Sa redécouverte de Kiev ne dément pas le souvenir. *« Ville dans la forêt »*, disait-on. À cause des arbres qui l'enserraient de partout. Elle bruissait de palabres et de rires, sur les rives du Dniepr, au parc fluvial, sur la place aux fontaines, dite de « la Révolution-d'Octobre ». Le cœur de la cité était troué d'une artère large et sinueuse, le bien nommé Kreschiatik – « Croisement » –, lieu de toutes les rencontres. Sous les marronniers, sur les vastes espaces piétonniers, on aurait dit une ville à visage humain. L'après-guerre – temps de la reconstruction et du monumentalisme stalinien – l'avait bordé, ce Kreschiatik, de grands immeubles aux décors baroques, curieuses tourelles, belles arcades et même terrasses pour café, ce qui, dans le genre de l'époque, était assez fantaisiste. Le feuillage des arbres, grossissant au fil des ans, colorait le paysage. Comparé à la platitude glaciaire des nouvelles banlieues, le Kreschiatik et ses environs, tout le centre de Kiev, composaient un univers chaleureux et tout en reliefs.

Un journal de Kiev s'inquiète déjà des rénovations urbaines qui, chassant les habitants du centre, permettent à la mairie de mieux loger… des *« familles d'élite »* (1).

Huit cents kilomètres plus au sud, Odessa, sur la mer Noire, conserve une réputation bien différente. Sur les hauteurs de la ville bâtie à front de mer, en haut de l'« escalier Potemkine » (2), la remontée du temps s'effectue sans peine dans la géométrie rigoureuse des rues, les tons ocre, vert et rose des façades, l'architecture du siècle passé, la verdure omniprésente. À mesure qu'on s'éloigne des quartiers maritimes, biens rénovés, la ville dévoile sa lèpre, et les cours intérieures l'entassement et la misère. Séculaires, les canalisations le sont aussi. Musée d'urbanisme menacé d'effondrement par les eaux souterraines, Odessa fait appel au « sauvetage international ».

À l'ouest, Lvov, à quelques kilomètres et à quelques années d'histoire de la Pologne (3), respire cette proximité dans le profil de ☛

* Journaliste.

(1) *Vietcherny Kiev* (« Kiev Soir »), 6 septembre 1991.

(2) En 1905, l'armée a chargé, sur l'escalier d'Odessa, les marins révoltés du cuirassé *Potemkine*. Scène immortalisée par le film de Sergueï Eisenstein.

(3) Cette région appartenait à la Pologne dans l'entre-deux-guerres. Lire, en particulier, Bernard Frédérick, « L'Ukraine tentée par l'indépendance », *Le Monde diplomatique*, décembre 1990.

© Courtesy Galerie Alexandra de Viveiro

ses églises, le tracé tortueux de ses rues, la conception très commerciale de son centre-ville.

On en dirait autant d'Oujgorod, plus au sud, en Transcarpatie, où ce sont plutôt les traditions austro-hongroises et tchécoslovaques qui marquent le décor et les mœurs.

À l'est, c'est une autre planète qui vit dans les conurbations industrielles. Donetsk, *« la plus verte des jeunes villes industrielles du monde »,* selon un titre décerné par l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), témoigne d'une disposition généreuse de l'espace au temps de sa conception – dans les années 1940-1950 – et du souci d'« oxygéner » les mineurs rongés par la silicose. Mais les usines crachent leurs fumées (476 kg par tête d'habitant), la durée de vie moyenne est l'une des plus basses de l'URSS (64,6 ans pour les hommes), et l'habitat ouvrier en pavillon n'est pratiquement plus entretenu depuis une trentaine d'années.

Pénuries partout. À Odessa, à la tombée du jour, on surprend la violence aux portes trop vite fermées d'un magasin rempli (le miracle) de casseroles neuves, les trolleys immobilisés par une panne (courante) d'électricité, la prise d'assaut, en gare routière, d'autobus branlants, la crasse et la ruine de l'aéroport. Les gares sont toujours pleines de foules maussades en attente de correspondances ou d'improbables billets. La poste centrale de Kiev draine, en files patientes, les candidats au téléphone interurbain (rare) et à l'unique télécopieur public de la capitale ukrainienne.

Le jeune État ukrainien fait face à trois défis majeurs : organiser la diversité, asseoir le pouvoir central et refondre les relations avec Moscou

Les hôtels-restaurants sont, comme dans les autres grandes villes de l'URSS, le centre de gravité des trafics en tout genre, de la prostitution organisée avec la complicité du personnel de l'agence de voyages Intourist et de la police. Ce sont aussi les points de ralliement d'une jeunesse turbulente, sur les pistes de danse et dans les bars.

À Lvov – en Galicie, dans l'Ukraine occidentale –, l'ukrainité « pure » et le nationalisme radical consolident leurs positions : ils sont forts des *« 90 % pour l'indépendance »* au référendum du 17 mars 1991 et de la présidence régionale de Viatcheslav Tchornovil (1937-1999), candidat du Roukh (« Mouvement ») aux présidentielles. Ce grand mouvement national est traversé de courants contradictoires. Ses principaux dirigeants, à commencer par son président, le poète Ivan Dratch (1936-2018), rejettent fermement les tentations de la déjà xénophobie, qu'elle soit antirusse ou antisémite. Mais à la base et dans l'environnement du Roukh, un nationalisme plus radical fermente. Les groupes ultras de l'« Assemblée ukrainienne interpartis » militent, plus que tous, pour un État unitaire débarrassé de la *« peste bolchevique »* et de *« l'occupation russe »*. À leurs yeux, le *« pouvoir communiste »* incarné par le président Leonid Kravtchouk (4) est plus dangereux encore *« dans la clandestinité »*.

Désir d'autonomie régionale

À l'autre pôle, à l'Est, en cet automne 1991, les mineurs de Donetsk sont saisis par d'autres soucis. Alors que les relations russo-ukrainiennes se dégradent, le bois de mine et l'essence, fournis par la Russie, se raréfient. L'Ukraine, il est vrai, retient, de son côté, des produits alimentaires. Le Donbass ressent donc de plein fouet la désagrégation de l'Union soviétique. La grande peur qui tenaille les populations ouvrières, c'est l'arrêt des mines et, par suite, de toute l'activité économique. C'est dire combien les voix sont nombreuses, ici, pour refuser le séparatisme et souhaiter une « communauté » avec les républiques de l'ex-URSS.

Trois grandes questions se posent donc à l'État ukrainien en formation : comment organiser la diversité ? comment asseoir le pouvoir central ? comment refondre les relations avec l'ex-URSS – et principalement la Russie ? La première n'est pas prioritaire à Kiev, mais son urgence se fait sentir à l'Est, à Odessa, en Crimée, et même au Sud-Ouest, en Transcarpatie : le désir d'autonomie régionale s'exprime presque toujours dans la perspective d'une Ukraine indépendante mais fédérale. Les centralistes de Kiev, que l'on redoute autant que ceux de Moscou, et les « ukrainistes » de Lvov, qui dépêchent leurs estafettes de propagandistes dans toutes les régions, réagissent à ces régionalismes par de vieux réflexes : c'est *« la main de Moscou »*.

(4) NDLR. Élu chef de l'État le 1er décembre 1991, après avoir présidé la Rada, il dirigera le pays jusqu'en 1994.

(5) *Cf. Financial Times,* trad. russe dans *Za Roubejom,* n° 38, 1991.

Ne serait-ce pas plutôt l'installation d'un régime ethnocratique et centraliste qui, effrayant les non-Ukrainiens (principalement les Russes), donnerait prise aux tentations centrifuges ?

Les Russes ont beau jeu de dire : *« C'est dans le cadre soviétique qu'ont été dessinées les frontières, c'est même Staline qui a rassemblé les terres ukrainiennes et Khrouchtchev qui a fait cadeau de la Crimée. En choisissant la séparation, l'Ukraine prend le risque d'avoir à renégocier le tout. »* Non seulement avec Moscou, mais avec ses minorités.

Autre volet de la séparation : l'indépendance économique. Une onde de romantisme parcourt la République : *« Nous sommes riches, nous avons tout ce qu'il nous faut ou presque. Vivons de nos ressources, et que les autres se débrouillent. »* L'affirmation est rigoureusement inexacte mais peu importe, elle est du bois dont on se chauffe dans les meetings.

Elle procède d'une autre croyance que partagent les autres républiques, en l'*« exploitation coloniale »* de l'Ukraine par la Russie. *« Tout part à Moscou »* : à écouter de tels propos, on devrait s'attendre à voir la Russie crouler sous les jambons, le beurre, les fruits, le charbon, etc., produits par les autres. Cette richesse étant introuvable – peut-être est-elle entassée dans les souterrains et les « caisses noires » du Kremlin – les Russes ont beau jeu de démontrer qu'ils sont parmi les plus pauvres de l'Union et que, s'ils vendaient leurs matières premières au prix du marché mondial, leur avantage serait multiplié – *« par neuf »*, estiment des experts étrangers (5). Les projets d'Union rénovée, de communauté, de régionalisation conçus par Gorbatchev avaient pour ambition de substituer à ce système une « union » vraiment fédérale et un marché commun progressivement intégré à l'économie mondiale. Les projets nationalistes ont pris le dessus. À commencer par le nationalisme russe, très peu soupçonnable il y a quelques mois encore, avant que Boris Eltsine et son équipe ne s'emparent des principaux leviers du pouvoir fédéral.

Il n'y a plus d'URSS : telle était la volonté commune des libéraux russes et des nationalistes non russes. Il n'y a pas de nouvelle Union : les putschistes d'août l'ont tuée dans l'œuf. Il reste donc le face-à-face de la Russie et des autres.

Jean-Marie Chauvier

La flotte de la discorde

Décembre 1993, Sébastopol-Nord, principale base navale de Crimée, embarcadère 8. Bord à bord, les navires de guerre mouillent dans la baie du Poulet. Au mât de certains vaisseaux auxiliaires, les fidèles de la Grande Russie ont hissé la croix de saint André. Les autres navires continuent d'arborer les couleurs de la marine ex-soviétique, soit par nostalgie de l'URSS, soit par allégeance à la Communauté des États indépendants (CEI). Coincés entre des mastodontes rouillés, cinq navires ultramodernes jouent les trouble-fête et battent pavillon ukrainien.

En théorie, depuis les accords de Dagomys conclus en juin 1992, cette flotte – quelque 350 vaisseaux– est divisée à parts égales entre la Russie et l'Ukraine et placée sous le commandement de l'amiral Édouard Baltine jusqu'au partage définitif, en 1995. Dans la pratique, il y a deux flottes, trois pavillons… et la plus grande confusion.

Dans leur majorité, les officiers de la flotte de la mer Noire sont russes. Ils ont refusé d'entériner l'accord de partage de Dagomys et ont soutenu massivement le parti ultranationaliste de Vladimir Jirinovski lors des élections législatives russes du 12 décembre 1993. Pour eux, la flotte incarne les épopées navales de la Grande Catherine au XVIIIe siècle contre l'Empire ottoman, la défense héroïque de Sébastopol contre l'alliance franco-anglaise avec la Turquie lors de la guerre de Crimée de 1853-1856 ou, plus tard, le second siège de la ville par les Allemands en 1942.

Le maintien de la flotte de la mer Noire et des infrastructures militaires de Sébastopol est un gouffre financier pour les Russes et les Ukrainiens, qui, tour à tour, affirment supporter la plus grande part des frais. L'idée de céder la partie ukrainienne de la flotte à la Russie et de lui louer les infrastructures militaires de Sébastopol pour éponger les dettes de l'Ukraine, évaluées à 2,5 milliards de dollars, fait donc son chemin. En septembre 1993, lors du sommet russo-ukrainien de Massandra, le président Boris Eltsine avait obtenu de son homologue ukrainien Leonid Kravtchouk un accord conditionnel dans ce sens, resté lettre morte à cause de l'hostilité du Parlement de Kiev.

Malgré tout, le président Kravtchouk persista : *« Je maintiens cette idée, mais nous voulons que le statut de la flotte et de Sébastopol, l'utilisation des infrastructures et des bases militaires par la Russie et la vente éventuelle des navires ukrainiens à la Russie se règlent selon les normes internationales. Nous n'acceptons pas les pressions de la Russie, qui profite de la situation difficile de l'Ukraine. Cela peut conduire à l'aggravation du conflit et serait une erreur impardonnable pour les générations futures. »*

Le 28 mai 1997, les deux pays s'accordent sur un partage définitif de la flotte de la mer Noire : Kiev obtient 17 % de la flotte (soit quatre-vingts navires). Grâce à un bail de vingt ans, la base navale de la marine russe reste à Sébastopol, que Moscou reconnaît comme ukrainienne. En 2010, le Kremlin obtient sa prolongation jusqu'en 2042, moyennant un rabais sur le prix du gaz russe et une rente annuelle de 100 millions de dollars *[74 millions d'euros à l'époque]*. Craignant la remise en cause de l'accord par le gouvernement issu de la « révolution » du Maïdan, Moscou annexe la péninsule criméenne en 2014, ainsi que la base de Sébastopol.

Erlends Calabuig
Journaliste.

Sur un banc, à Odessa

En 2012, bien avant la guerre, la journaliste polonaise Irena Wiszniewska s'improvise conteuse dans les rues d'Odessa. Avec ses histoires, elle trouve un prétexte pour lier conversation et découvrir une ville-carrefour de civilisations, qui regarde encore vers Moscou pour mieux s'en moquer.

Les Odessites qui se donnent rendez-vous sur le front de mer précisent toujours si c'est du côté de Pouchkine (1) ou du côté du « duc ». Personne ne prend la peine d'expliquer de quel duc il s'agit. Il n'y en a qu'un seul : Armand Emmanuel Du Plessis de Richelieu, gouverneur de la ville de 1798 à 1811, dont la statue trône en haut du célèbre escalier Potemkine. Odessa lui doit beaucoup : le premier tracé de la ville, l'éclairage public, les rues pavées avec des morceaux de lave du Vésuve, les acacias blancs d'Italie… Mais, avant tout, elle lui doit son caractère international, car il a fait venir des milliers d'Européens. Les Italiens ont élevé la plupart des bâtiments, les travaux de canalisation ont été exécutés par les Anglais ; les Belges ont contribué à la construction du réseau de tramways ; l'Opéra n'existerait pas sans les Autrichiens, tandis que les navires appartenaient avant tout aux armateurs grecs.

Aujourd'hui, les jeunes mariés se photographient au pied de la statue de « leur » Richelieu, car cela porte bonheur. Il est devenu le genre de grand-père que l'on néglige peut-être au quotidien mais dont l'existence apporte le réconfort.

Pendant dix jours, je saluais le duc en route vers mon banc sur le front de mer : deuxième à gauche en direction de la statue de Pouchkine. C'est sur ce banc, à côté de mon écriteau en russe « J'ai une histoire pour toi, sans argent, tu seras le seul au monde à la connaître », que j'attendais des volontaires. Le vent soufflait par moments très fort, les adolescents passaient en coup de vent sur des patins à roulettes, un homme en tenue de capitaine tentait de vendre sa poésie. Qui fut le premier à être séduit par mon offre ? Je ne me le rappelle plus. Mais je me souviens bien de Boris, un trentenaire, qui, par faim d'histoires, a obligé ses copains à l'attendre. *« Dis-moi un mot, un seul »,* lui dis-je. Il n'a pas hésité une seconde avant de répondre : *« voilier ».*

J'ai fini par saisir ce que l'on pourrait nommer l'esprit d'Odessa. Le mythe fondateur s'était constitué autour d'un événement qui eut lieu en 1800, six ans après la création de la cité. À la mort de Catherine II la Grande, les Odessites, privés de son soutien, manquaient des fonds nécessaires à la construction du port. Le nouveau tsar, Paul Ier, décidé à détruire l'œuvre de sa mère, avait pourtant des faiblesses. Ayant appris son goût pour les oranges, les Odessites s'empressèrent de lui envoyer une voiture chargée de trois mille de ses fruits préférés, en assurant qu'une fois le port construit, les livraisons seraient plus régulières. Les ambassadeurs revinrent avec la somme fabuleuse de 250 000 roubles en or, ce qui permit la reprise des travaux. Fiers de leur astuce, les Odessites se donnèrent la peine de la commémorer en élevant un monument appelé tendrement « le souvenir du bakchich ». Il représente un carrosse rond comme une orange, tiré par des chevaux au grand galop.

Le mythe fondateur de la cité repose sur la conviction qu'au lieu de s'opposer au pouvoir mieux vaut ruser, d'où la méfiance des dirigeants

Savoir apprécier les charmes du superflu

Le mythe fondateur repose sur la conviction qu'au lieu de s'opposer au pouvoir, mieux vaut ruser. Cette politique a valu aux habitants d'Odessa la méfiance de tous les hommes de pouvoir. Alexandre Ier, par exemple, reprochait à la ville d'attirer les voleurs, les mouchards et les esprits subversifs. Sur le plan architectural, elle est restée presque intacte. Le fléau du réalisme socialiste monumental l'a épargnée. Les Odessites ont gagné la réputation, qu'ils entretiennent d'ailleurs soigneusement, de filous pleins de fantaisie. Dans un des romans d'Ilia Ilf et Evguéni Petrov, leur héros, Ostap Bender, un escroc beau parleur, genre de Marius odessite, pense si fort aux saucisses que les chiens se

(1) NDLR. Dans les villes de Tchernihiv et d'Oujhorod, les autorités municipales ont fait déboulonner les bustes du poète russe Alexandre Pouchkine au printemps 2022, en guise de protestation contre la culture de l'agresseur. Pour l'heure, la mairie d'Odessa s'y refuse.

* Journaliste et écrivaine.

Oleksandr Suprun //// « With Friend » (Avec un ami), 1988

mettent à le suivre. Isaac Babel, à son tour, dépeint les bas-fonds juifs avec une tendresse et un humour préfigurant la fin de ce monde.

À chaque génération, l'esprit odessite évolue. Aujourd'hui, alors qu'Odessa appartient à l'Ukraine, il se définit en grande partie par rapport à la capitale russe. Natacha, géologue et universitaire, le résume par cette phrase : *« Je n'aime pas aller à Moscou, car on y croit que si je dis quelque chose, c'est parce que je le pense. »* Natacha revendique le droit à la blague, à l'ironie, à l'humour et à l'exagération, qu'elle oppose au sérieux moscovite, à ses yeux ennuyeux, pour ne pas dire simpliste.

Sur mon banc, deuxième à gauche en direction de Pouchkine, j'ai raconté une trentaine d'histoires, autour des mots « voilier », « mer », « Vladimir », « balade », « feu », « chat », « philatéliste »... Les Odessites s'enquéraient des motifs de ma démarche et des profits que j'en retirais. *« Je le fais pour rien,* disais-je. *Dans ce monde régi par l'efficacité et l'utilité, il faut parfois faire quelque chose sans but précis. »* Les Odessites en semblaient moins étonnés que les Polonais, comme si l'idée d'un geste gratuit et du plaisir du moment leur était plus familière.

Certains cherchaient auprès de moi la confirmation de leurs plans, comme Boris, qui avait choisi le mot « voilier » car il rêvait de larguer les amarres. On me prenait pour un genre de voyante censée garantir l'amour et le bonheur. On attendait d'être ébloui par mon histoire, on venait me demander conseil, on m'offrait des fleurs... Aucun doute, les Odessites savent apprécier les charmes du superflu. À tel point qu'on m'a invitée à participer à un cours de langue russe consacré à l'art de conter. Mais cela est une autre histoire... ■

© Courtesy Galerie Alexandra de Viveiros

Sasha Zaitseva ///// « Gold Tree Venok » (Couronne de l'arbre doré), de la série « Venoks » (Couronnes). Pièces de monnaie ukrainienne et européenne, broches représentant Lénine et des « pionniers » soviétiques (jeunesses communistes), croix orthodoxes en bois.

DIVORCES À L'ORTHODOXE

L'orthodoxie a longtemps constitué un trait d'union culturel avec la Russie, le patriarcat de Moscou comptant nombre de fidèles et de paroisses en Ukraine. Alors que l'indépendance du pays en 1991 a ravivé un désir d'autonomie, la guerre a brisé ce lien, au risque de menacer les libertés religieuses.

PAR KATHY ROUSSELET *

Au carrefour des mondes catholique et orthodoxe, l'Ukraine se caractérise par un pluralisme religieux à l'origine de sa spécificité comme de ses tiraillements. Le rattachement à Rome d'une partie de ses chrétiens a historiquement nourri le nationalisme ukrainien et l'affirmation d'une identité tournée vers l'Europe. À l'inverse, l'orthodoxie a constitué au cours des derniers siècles un trait d'union culturel avec la Russie, siège d'un patriarcat. L'indépendance de l'Ukraine en 1991, suivie de trois décennies de dégradation des relations politiques et, aujourd'hui, d'une guerre, ont raison de ce schéma. L'orthodoxie ukrainienne, désormais fracturée, est devenue un terrain d'affrontement ouvert entre les patriarcats de Moscou et de Constantinople.

À la veille de l'effondrement de l'Union soviétique, le christianisme ukrainien, en pleine renaissance, est éclaté en deux pôles principaux. L'Église orthodoxe ukrainienne, rattachée au patriarcat de Moscou (EOU-PM), doit composer avec la réémergence de l'Église gréco-catholique ukrainienne (appelée communément uniate). Sa création remonte à l'union de Brest, en 1596, acte qui avait rattaché des diocèses d'Ukraine et de Biélorussie à Rome : tout en conservant leurs rites orthodoxes, les gréco-catholiques reconnaissent dès lors l'autorité du pape. Accusée par les Soviétiques de collaboration avec les nazis pendant la seconde guerre mondiale, elle se voit imposer le rattachement à l'Église orthodoxe russe lors du concile de Brest-Litovsk en 1946. Les gréco-catholiques continuent cependant de pratiquer clandestinement leur culte dans les régions de Lviv, Ivano-Frankivsk, Ternopil et Transcarpatie. À un problème politique lié au caractère jugé nationaliste de cette Église s'ajoute la discorde religieuse traditionnelle entre catholiques et orthodoxes au sujet des Églises dites uniates. Si la rencontre de Mikhaïl Gorbatchev avec le pape Jean Paul II, le 1er décembre 1989, semble promettre une ouverture, le métropolite Philarète de Kiev, alors exarque (représentant) du patriarcat de Moscou en Ukraine, reste opposé à toute reconnaissance officielle de l'Église gréco-catholique ukrainienne. Celle-ci a été légalisée de facto dès 1989, mais elle n'a pas cessé d'être considérée comme un obstacle aux relations entre Rome et le patriarcat de Moscou au cours de ces dernières décennies. Les gréco-catholiques représentent actuellement près de 9 % de la population.

* Directrice de recherche à Sciences Po Paris, rattachée au Centre de recherches internationales (Sciences Po – CNRS). Auteure de *La Sainte Russie contre l'Occident*, Salvator, Paris, 2022.

Longtemps dominé par le patriarcat moscovite, le pôle orthodoxe ukrainien se fracture dès la fin des années 1980 (1). Une Église orthodoxe ukrainienne autoproclamée « autocéphale » (EOUA), qui désigne son propre primat, refait alors surface. Née en 1919 dans les décombres de l'empire tsariste, à l'époque de l'éphémère République populaire ukrainienne, elle fut interdite par le pouvoir soviétique en 1930, avant de reprendre du service sous l'occupation allemande et de se développer dans l'émigration. En 1989, lorsqu'elle se manifeste à nouveau en Ukraine, l'EOUA ne jouit de la reconnaissance d'aucune autorité orthodoxe dans le monde. Elle demeure marginale, en fidèles comme en paroisses, éclipsée par l'émergence en 1992 d'un deuxième pôle d'indépendance : l'Église orthodoxe ukrainienne - patriarcat de Kiev (EOU-PK), qui n'est pas non plus reconnue. Cette dernière naît de la collusion politico-religieuse des cercles de la nomenklatura entourant le premier président ukrainien, Léonid Kravtchouk, et Philarète, le métropolite de Kiev, qui s'émancipe de sa tutelle moscovite, en dépit de concessions récentes du patriarcat de Moscou en faveur d'une autonomie accrue de son Église.

Déchirements au sein des paroisses

La majorité des orthodoxes – près de 66 % de la population – restent à distance de ces luttes ecclésiastiques. D'après les résultats d'une vaste enquête sociologique, en 2000, 55 % des personnes se définissant comme orthodoxes ne se rattachent à aucune Église particulière (2), 18 % à l'EOU-PK et 14 % à l'EOU-PM. Sur le plan institutionnel, l'Église affiliée au patriarcat de Moscou contrôle la majorité des paroisses (10 310, contre 3 352 pour l'EOU-PK et 1 154 pour l'EOUA, au 1er janvier 2004).

Après la « révolution orange » de 2004, l'idée que l'émancipation politique va de pair avec l'indépendance religieuse s'affirme de plus en plus. Le 8 juin 2005, le président Viktor Iouchtchenko se rend ☛

(1) Natalya Boyko et Kathy Rousselet, « Les Églises ukrainiennes. Entre Rome, Moscou et Constantinople », *Courrier des Pays de l'Est*, n° 1045, septembre-octobre 2004, La Documentation française, Paris.

(2) Ce sondage n'indique pas le pourcentage de croyants orthodoxes affiliés à l'EOUA. 1 % de la population se déclare en faire partie.

L'autre sac de Kiev

Dans son dernier ouvrage « Ukraine février 2023 » (Hémisphères, Paris), Eugène Berg revisite librement l'histoire russe à la recherche d'épisodes éclairant la guerre actuelle en Ukraine. Parmi eux, le règne d'Andreï Bogolioubski, dans les pas duquel M. Vladimir Poutine semble marcher.

Andreï Bogolioubski fut l'instigateur de la destruction et du pillage de Kiev en 1169, mettant ainsi fin, cinquante-quatre ans avant l'invasion mongole, à la primature et au droit d'aînesse de la « mère des villes russes » au sein de la Rous de Kiev. C'était, en un sens, la victoire des principautés du Nord-Est, celle de la Vladimir-Souzdal, de la zone des forêts contre celle du Sud, des steppes. La victoire aussi du bassin de la Volga contre celui du Dniepr. En simplifiant on peut y voir le début de la séparation géopolitique et civilisationnelle entre ce qui constituera la Russie, et beaucoup plus tard l'Ukraine, ce qui fut la thèse du grand historien ukrainien Mykhaïlo Hrouchesky *(lire l'article d'Andreas Kappeler, page 16).* Cette césure fut également religieuse, Bogolioubski demandant au patriarche de Constantinople l'établissement de sa propre province ecclésiastique, qui serait indépendante du métropolite de Kiev. À cette époque, la métropole de Kiev était la plus grande province ecclésiastique du patriarcat de Constantinople, et la compétition entre les différentes provinces épousa les changements géopolitiques qui interviendront dans l'espace orthodoxe oriental : l'invasion mongole de 1240 – année au cours de laquelle Kiev tomba définitivement – et l'apparition de nouvelles puissances – Pologne, Lituanie, puis Moscovie. *« Les guerres intestines ne sont plus de même nature, se transformant en conflits entre États ennemis »,* écrit Michel Heller dans sa monumentale histoire de l'Empire russe. Jean-Pierre Arrigon, auteur de la dernière grande histoire de la Russie, est plus prudent, voyant dans le sac de Kiev l'apparition de l'absolutisme byzantin en Russie et le signe du déclin de cette ville. Cette coupure allait au-delà des questions de préséance dynastique : Bogolioubski, selon l'historien Alfred Rambaud, fut le créateur de l'autocratie.

Le parallèle avec le président russe Vladimir Poutine est frappant. Bogolioubski rompit avec la tradition varègue de la *droujina,* cette garde de proches conseillers, les boyards qu'il traita dès lors en sujets. C'est le spectacle qu'offrit M. Poutine aux caméras du monde entier, lors de la séance du Conseil de sécurité de Russie du 21 février 2022, au cours de laquelle il humilia M. Sergueï Narychkine, chef des renseignements extérieurs (SVR). En supprimant le système des apanages (1), Bogolioubski s'éleva à l'idée moderne de l'État, ce qu'accomplit, à son échelle, M. Poutine, en restaurant, selon ses mots, la *« verticale du pouvoir »* et la *« dictature de la loi »,* après le chaos des années 1990. Le despotisme de Bogolioubski lui fit de terribles ennemis, et ses boyards l'assassinèrent dans sa résidence favorite de Bogolioubovo, en 1174.

Eugène Berg

(1) Fiefs attribués aux filles et fils exclus d'une succession.

à Istanbul et rencontre le patriarche Bartholomée, qui a laissé entendre par le passé qu'il reconnaîtrait l'autocéphalie de Kiev, à condition que les Églises indépendantes s'unissent. C'est chose faite en 2018, quatre ans après la « révolution » du Maïdan, sous l'impulsion du président Petro Porochenko, qui acte la naissance de l'Église orthodoxe d'Ukraine. Le soutien russe à la révolte séparatiste du Donbass et l'annexion de la Crimée en mars 2014 ont, entre-temps, accéléré le calendrier. Alors qu'une guerre de basse intensité s'est installée dans le pays, Onuphre, métropolite de l'EOU-PM, prend ses distances avec l'idéologie du « monde russe » justifiant l'ingérence du Kremlin dans les affaires ukrainiennes, tandis que le patriarche de Moscou Kirill ne participe pas à la cérémonie organisée à l'occasion du « rattachement » de la Crimée à la Fédération de Russie. Le clergé tente en vain de démontrer sa loyauté à l'État ukrainien tout en préservant son lien spirituel avec Moscou. L'EOU-PM est désormais assimilée par les groupes nationalistes ukrainiens à un agent d'influence russe. L'absence de Kirill lors du concile panorthodoxe de Crète (en juin 2016) – un incident diplomatique majeur – pousse le patriarche Bartholomée à passer le pas. Il octroie en janvier 2019 son autocéphalie à Kiev. Le mois suivant, Épiphane est intronisé officiellement primat. La canocité de cette Église n'est pourtant pas reconnue par toutes ses homologues orthodoxes.

Rares sont les membres du clergé orthodoxe ukrainien, autrefois rattaché à la Russie, à soutenir l'invasion du pays par Moscou

Sur fond de déchirements au sein des paroisses – les modalités de leur rattachement à l'une ou l'autre des Églises restant floues – et d'incidents contre les lieux de culte rattachés à Moscou, les équilibres évoluent. Des chrétiens fréquentant l'EOU-PM sont nombreux à rejoindre la nouvelle Église orthodoxe d'Ukraine, tout comme d'autres qui n'avaient jusque-là pas d'affiliation institutionnelle précise. En novembre 2021, parmi les personnes se définissant comme orthodoxes, 41 % disaient appartenir à l'Église orthodoxe d'Ukraine, contre 20 % à l'EOU-PM, tandis que 33 % se déclarent *« simplement orthodoxes »* (3). L'EOU-PM compte alors toujours le plus grand nombre de paroisses (environ 12 000), contre environ 7 000 dans l'Église orthodoxe d'Ukraine (4).

Perquisitions dans les monastères

Depuis 2019, des forces au Parlement ukrainien cherchent à faire interdire les activités de l'EOU-PM. Sous pression, celle-ci s'est détachée de Moscou lors de son synode du 27 mai 2022, d'autant qu'elle se trouve contrainte de réagir à la rhétorique guerrière du patriarche Kirill. Cette prise de distance n'a pas empêché les nombreuses perquisitions dans ses monastères et églises, au motif de la lutte contre l'espionnage. Le président Volodymyr Zelensky a annoncé, fin décembre 2022, vouloir limiter les activités des organisations religieuses *« affiliées à la Russie »* et a refusé le renouvellement du bail de location de deux églises de la Laure des grottes de Kiev, que l'Église orthodoxe ukrainienne considère comme son cœur spirituel. Son ancienne tutelle moscovite a dénoncé sans succès un *« acte d'intimidation »* envers ses fidèles ukrainiens (5). Rares sont les membres du clergé, autrefois rattaché au patriarcat de Moscou, à soutenir l'invasion de l'Ukraine (6). Certains ont même rejoint l'Église autocéphale réunifiée : près de 1 200 paroisses depuis 2019 (7). De l'autre côté du front, cette Église connaît les mêmes déchirements, en sens inverse. Le diocèse de Rovenky est désormais rattaché à l'Église russe, au même titre que les diocèses de Crimée. L'appel au dialogue et à l'unité dans une même Église autocéphale, lancé le 16 février 2023, par des membres des différents clergés, a-t-il des chances d'être entendu ?

Kathy Rousselet

(3) « Specifics of religious and church self-determination of citizens of Ukraine : Trends 2000-2021 », Razumkov Centre, Kiev, 2021, www.razumkov.org.ua

(4) Données du service d'État pour l'ethnopolitique et la liberté de conscience, Kiev, 2021.

(5) « En Ukraine, un Noël de discorde pour les Églises orthodoxes », *La Croix,* Paris, 8 janvier 2023.

(6) Denys Brylov, Tetiana Kalenychenko et Peter Mandaville, « Assessing kyiv's new focus on "Spiritual independence" », Berkley Center, Washington, DC, 12 janvier 2023.

(7) Thomas Bremer, « Which Orthodox Church in Ukraine is the largest ? », *Public Orthodoxy,* université Fordham, New York, 9 novembre 2022.

Sasha Zaitseva ///// « Sickle Venok » (Couronne de la faucille), de la série « Venoks » (Couronnes). Faucille soviétique, fleurs artificielles, clous, épis de blé et drapeau publicitaire de Pepsi.

La démocratie du pendule 2

Avant de devenir l'étendard du « monde libre », l'Ukraine n'avait rien d'un paradis démocratique. Gangrené par la corruption et sujet aux ingérences extérieures, le pays connaît de brusques mouvements de balancier entre son pôle proeuropéen à l'ouest et prorusse à l'est. En cherchant à arracher Kiev de l'orbite de la Russie, l'Union européenne a contribué à transformer le clivage est-ouest en un déchirement.

IMPASSE ÉCONOMIQUE,

Les errements de la démocratie ukrainienne ont préparé le terrain de la guerre. Capturée par des clans oligarchiques dès les années 1990, l'alternance politique s'est structurée autour des questions identitaires, afin de mieux préserver une économie de prédation au bénéfice d'une poignée de milliardaires. L'adhésion annoncée à l'Union européenne pourrait faire de l'Ukraine un eldorado de la sous-traitance, sans lui garantir un avenir sans nuage.

PAR DENYS GORBACH *

Selon le récit officiel, l'histoire de l'Ukraine indépendante commence le 24 août 1991, lorsque le Conseil suprême de la République soviétique socialiste ukrainienne proclame l'indépendance. Mais l'événement qui va former le nouveau visage socio-économique du pays survient le 7 juin 1993, lors de la grève sauvage des travailleurs d'une grande mine à Donetsk. La protestation contre l'augmentation des prix de l'alimentation s'élargit à des revendications politiques (organisation d'un référendum sur la confiance au président, autonomie régionale). L'élite locale parvient rapidement à s'imposer dans les négociations avec le gouvernement. Le maire de la ville, M. Efim Zviagelsi, est nommé vice-premier ministre, alors que les directeurs d'usines obtiennent l'annulation de leurs amendes, la régularisation de leurs dettes et des concessions fiscales. Par cet acte inaugural, la bureaucratie économique soviétique, à la tête des grandes usines, conserve son rang de classe privilégiée, avec laquelle le gouvernement se doit de composer pour garantir la paix sociale.

Très rentable à des fins électoralistes, le clivage linguistico-culturel acquiert une importance croissante sur la scène parlementaire

Lors de l'élection présidentielle anticipée de 1994, les intérêts de ces « directeurs rouges » sont représentés par M. Leonid Koutchma, dirigeant d'une grande usine de missiles. La coalition sociale qui lui permet de remporter le scrutin comprend, d'un côté, les ouvriers de l'industrie, dépendants des directeurs ; de l'autre côté, les employés du secteur public (petits fonctionnaires, médecins, enseignants, etc.). Pour pérenniser ce pacte social, l'émergence d'une élite économique nationale s'avère nécessaire. Le bradage des industries au profit d'une poignée d'individus en donne l'occasion. Ceux qu'on désigne bientôt comme « oligarques » sont cependant défiés par la bourgeoisie de second rang, notamment les petits entrepreneurs de l'économie formelle et informelle qui apportent leurs ressources à l'opposition. À la suite de la « révolution orange » de 2004, celle-ci obtient l'organisation en décembre d'un troisième tour à l'élection présidentielle, qu'elle remporte avec l'élection de M. Viktor Iouchtchenko. En échange, les gagnants acceptent la limitation des pouvoirs du chef de l'État.

Le centre de gravité de la politique ukrainienne se déplace dès lors vers le Parlement. L'hémicycle voit s'affronter – et souvent s'invectiver – les groupements (factions) oligarchiques. Chacun dispose d'un contingent de députés et négocie des alliances provisoires. Très rentable à des fins électoralistes, le clivage linguistico-culturel acquiert une importance croissante. Le Parti des régions, ancré dans l'Est russophone et prorusse, s'oppose à des coalitions de formations implantées dans l'Ouest, ukrainophone et nationaliste. Entravant la monopolisation du pouvoir politique, cette hétérogénéité identitaire freine les réformes néolibérales (sans enrayer l'appauvrissement du pays). Dans ce contexte, la remise en cause des dispositifs de redistribution, notamment les prix subventionnés, serait sanctionnée aux élections, même en l'absence de forces de gauche.

Début 2005, dès son arrivée au pouvoir, M. Iouchtchenko relève très fortement l'allocation pour la naissance d'un enfant, jusqu'à une somme équivalente à 22,6 fois le seuil du minimum vital par mois. À partir de 2005, en dépit de leur niveau très bas, la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) dépasse largement celle des profits et s'installe à des niveaux supérieurs à ceux observés dans les autres économies européennes, y compris développées (+ 8 % par rapport à la France et au Royaume-Uni, + 30 % par rapport à des économies post-soviétiques telles que la Lettonie, la Lituanie ou la Russie) (1). Pour les oligarques, c'est un prix raisonnable à payer pour conserver le contrôle politique de l'État. La rentabilité élevée des grandes entreprises, souvent

* Enseignant-chercheur associé à Sciences Po Paris.

SURENCHÈRE IDENTITAIRE

© Courtesy Galerie Alexandra de Viveiros

acquises pour des sommes symboliques, cache un déficit chronique d'investissements. Entre 2000 et 2014, la détérioration du capital fixe s'envole de 43,7 % à 83,5 % par an.

La crise de 2008 porte un coup sévère à ce statu quo : le PIB chute de 15 %, la monnaie nationale perd 60 % de sa valeur. Cette crise amplifie les difficultés provoquées par la décision de Moscou de faire passer le prix du gaz de 50 dollars pour mille mètres cubes en 2005 à 290 dollars en 2009. Le Fonds monétaire international (FMI) est appelé à la rescousse. Dans ce contexte, M. Viktor Ianoukovitch, le perdant de l'élection de 2004, remporte celle de 2010.

Contrat social menacé

Le nouveau président entreprend des efforts pour consolider son pouvoir. Le régime présidentiel est rétabli. Pour la première fois dans l'histoire ukrainienne, un seul parti politique domine toutes les structures du pouvoir étatique à chaque échelle. De son côté, la Russie poursuit sa pression économique : le prix du gaz atteint 430 dollars en octobre 2012. Le Kremlin affirme ne consentir à des rabais que si l'Ukraine adhère à son union douanière. Cette option est tout aussi inacceptable pour les oligarques ukrainiens, menacés par les appétits de leurs homologues russes, que se soumettre aux mesures d'austérité dictées par le FMI et ainsi rompre le contrat social qui soude le pays. Quand les prix des matières premières – base de la croissance économique en Ukraine pendant quinze ans – s'écroulent en 2012, la récession qui s'installe entame les capacités redistributives du régime et donc sa légitimité.

En difficulté, M. Ianoukovitch parie de nouveau sur la polarisation identitaire. Adoptée à la veille des élections législatives, la loi donnant le statut de langue régionale au russe en 2012 accentue le clivage de la société. Le parti ethno-nationaliste Svoboda remporte plus de 10 % des voix, ce qui présage, par sa présence probable au second tour de la présidentielle de 2015, une réélection de M. Ianoukovitch. Les conditions d'un cataclysme sont réunies.

On connaît la suite : le refus en novembre 2013 de signer l'accord d'association avec l'Union européenne provoque des manifestations à Kiev qui rapidement s'étendent à tout le pays. Une fusillade sur la place de l'Indépendance faisant plusieurs dizaines de morts précipite la chute du président Ianoukovitch et, à sa suite, la réémergence des séparatismes à l'Est et en Crimée. Cette crise politico-militaire restructure le champ politique ukrainien. Après l'annexion de la Crimée par la Russie et le début de la guerre séparatiste au Donbass, un quart de l'électorat qui avait voté pour M. Ianoukovitch en 2010 se retrouve hors du jeu politique. Le nouvel équilibre empêche mathématiquement la possibilité pour une force politique de gagner les élections sous la bannière identitaire « prorusse ».

Après la « révolution » du Maïdan, en février 2014, les clans oligarchiques conservent leur mainmise sur l'économie, les médias et la politique nationale. La propriété capitalistique demeure majoritairement aux mains de propriétaires nationaux – 62 % des actifs –, contrairement aux autres pays d'Europe de l'Est, membres de l'Union européenne depuis le milieu des années 2000 (29 % en Pologne, et seulement 4 % en Roumanie, 3 % en Hongrie, aucun en Slovaquie) (2). L'effondrement économique, accéléré par la perte du marché russe ☛

Oleksandr Suprun /////
« Bunny » (Lapin), 1980

(1) Marta Guerriero, « The labor share of income around the world : Evidence from a panel Dataset », ADBI Working Paper 920, Tokyo, Asian Development Bank Institute, 2019, www.adb.org

IMPASSE ÉCONOMIQUE, SURENCHÈRE IDENTITAIRE

et la perturbation des échanges intérieurs du fait de la guerre, déstabilise le système. L'aide du FMI – plus de 8 milliards de dollars entre 2014 et 2015 – n'enraye ni la dépréciation de la monnaie nationale (– 70 %), ni la baisse concomitante du pouvoir d'achat. Les mesures d'austérité imposées par l'institution financière en 2015 et 2016 décuplent le prix du gaz. La légitimité du régime vacille alors que le coût du chauffage se place dans le peloton de tête des sujets politiques les plus débattus, au même titre que la guerre au Donbass. À son tour, le président Petro Porochenko, élu en juin 2014, réanime la stratégie de polarisation identitaire, passant des messages rassembleurs de 2014 à une rhétorique de plus en plus nationaliste et conservatrice.

La victoire de M. Zelensky n'a pas apporté de solution à la crise du capitalisme ukrainien, malgré sa promesse de changements radicaux

Pourtant, malgré le soutien unanime apporté au président par la société civile nationaliste surreprésentée dans les médias, M. Porochenko subit une défaite humiliante face à M. Volodymyr Zelensky au scrutin présidentiel d'avril 2019. Ce comédien sans expérience politique a mené campagne sans slogan identitaire, ni annonces sociales. Son programme comporte une seule promesse populiste : la purge et le renouvellement de l'élite politique ukrainienne. Dès le premier tour, M. Zelensky remporte la majorité dans la plupart des régions, sauf l'extrême Est et l'Ouest. Au deuxième tour, il rafle 73 % des suffrages, gommant, pour la première fois depuis 1991, la division géographique entre l'Est et l'Ouest.

La victoire de M. Zelensky n'a pas apporté de solution à la crise du capitalisme ukrainien. Après une courte période d'enthousiasme, les électeurs ne tardent pas à déchanter. L'économie décline en gamme : ainsi, l'industrie métallurgique passe de l'exportation de produits en acier à la vente directe de minerai. La démographie poursuit sa dégringolade : le pays perd dix millions d'habitants entre 1993 et 2019. Les dirigeants n'ont pas de projet hégémonique convaincant, qui serait capable de coopter des secteurs importants de la société et d'identifier une stratégie d'accumulation dans la nouvelle conjoncture économique mondiale. Telle était la situation de l'Ukraine à la veille de l'invasion russe le 24 février 2022.

De quelle configuration politique la guerre accouchera-t-elle ? L'immense mobilisation citoyenne pour résister à l'agresseur porte en germe des bouleversements politiques. Ayant payé le tribut du sang, la population serait en mesure d'exiger la désoligarchisation de la société. En revanche, l'armée pourrait devenir une institution centrale, d'autant que la menace russe, en cas de défaite comme de victoire, perdurera. Levier pour la reconstruction du pays, l'adhésion à l'Union européenne éveille l'espoir de perspectives de développement comme d'une nouvelle dépendance. Bruxelles pourrait alors promouvoir dans le pays une feuille de route libérale, mêlant dérégulation des marchés et ouverture au capital étranger, mais aussi, certainement, de nouvelles protections sociales et la défense des droits humains et des minorités. Néanmoins, l'élan de la résistance peut tout autant retomber dans le nationalisme exclusif, surtout en cas de défaite de Kiev et de désengagement européen. Le visage de l'Ukraine de demain se dessine aujourd'hui sur le champ de bataille.

Denys Gorbach

(2) Oleksandr Rakhmanov, « La base sociale du système oligarchique en Ukraine » (en ukrainien), *Sotsiolohiia : Teoriia, metody, marketing*, n° 3, Kiev, 2017.

Bibliographie

Taras Kuzio, *Ukraine : Democratization, Corruption, and the New Russian Imperialism*, Praeger Security International, Wesport (Connecticut), 2015.

Le politologue britannique décrit l'évolution du pays depuis le début des années 1950 jusqu'à l'Euromaïdan de 2013-2014 et l'annexion russe de la Crimée en passant par la montée en puissance des oligarques ukrainiens.

Gallagher Fenwick, *Volodymyr Zelensky. L'Ukraine dans le sang*, Éditions du Rocher, Monaco, 2022.

Comment un ex-comique, entré en politique en 2018 en utilisant sa notoriété médiatique, acquise notamment grâce à la série *Serviteur du peuple*, est devenu président en 2019, sur la base d'un programme anticorruption – alors qu'il pratiquait lui-même l'évasion fiscale… –, et s'est mué en héros improbable de la nation à l'occasion de la guerre.

Anna Colin Lebedev, *Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique*, Seuil, Paris, 2022.

Maîtresse de conférences en science politique à l'université Paris Nanterre et spécialiste des espaces postsoviétiques, Anna Colin Lebedev s'intéresse aux trajectoires respectives suivies par les sociétés russe et ukrainienne depuis leur « séparation » consécutive à l'éclatement de l'URSS.

Marie Moutier-Bitan, *Le Pacte antisémite. Le début de la Shoah en Galicie orientale (juin-juillet 1941)*, Passés/Composés, Paris, 2023.

L'historienne revient sur les massacres perpétrés par les troupes allemandes, épaulées par une partie des populations locales, contre les communautés juives de l'ouest de l'Ukraine lors de l'occupation de la région par la Wehrmacht, qui signèrent les prémices de la « Shoah par balles ».

Sasha Zaitseva ///// « Likes Mask », de la série « Masks »

UNE DICTÉE POUR LE PEUPLE

En 2011, le plus célèbre des écrivains ukrainiens, Andreï Kourkov, raconte aux lecteurs du « Monde diplomatique » à quoi ressemble la démocratie en son pays. Une démonstration en trois portraits de présidents.

PAR ANDREÏ KOURKOV *

Au début des années 1990, ma femme et moi avons acheté un studio dans le centre historique de Kiev, et notre premier soin a été d'y faire installer une porte blindée à l'épreuve des balles. En ce temps-là, la ville, comme le reste du pays d'ailleurs, était contrôlée par des groupuscules criminels, et les seuls, sans doute, à ne pas leur payer tribut étaient les policiers. Personne ne payait d'impôt, mais le salaire mensuel d'un ouvrier ne dépassait pas 40 ou 50 dollars, et avec une retraite de fonctionnaire on pouvait juste acheter quelques miches de pain.

Le pouvoir était alors entre les mains du président Leonid Koutchma (1994-2005), brillant représentant des « directeurs rouges ». Simple, spontané, proche du peuple, il passait de temps en temps à la télévision, avec sa vieille guitare. Il paraît même qu'il lui arrivait de chanter. Le président avait tellement l'air d'un bon père de famille qu'il a tout de suite été entouré par des gens désireux de l'entendre jouer. Des mélomanes – qui ont bientôt formé son principal *business environment*. Ils ont privatisé la majorité des entreprises et soufflé au président les lois à faire adopter pour que l'Ukraine penche au plus vite vers l'économie libérale.

Le président en exercice (en 2011), M. Viktor Ianoukovitch, est également un de ses disciples. M. Koutchma l'avait choisi comme « successeur » en 2004. Pourtant, grâce à la « révolution orange », c'est M. Viktor Iouchtchenko qui l'emporta. Pour un mandat qu'il a passé assis sur son trône, indifférent à la situation économique du pays, exclusivement préoccupé de prêcher la bonne parole, tel un prêtre en sa paroisse, et d'apprendre au peuple à aimer l'Ukraine, tout en s'employant à démontrer que l'Ukraine véritable, c'était lui, Iouchtchenko. Avec pour résultat l'arrivée au pouvoir du Parti des régions et de son leader Ianoukovitch. Après sa victoire à la présidentielle, il s'est dépêché de restaurer les relations avec M. Vladimir Poutine et la Russie, que son prédécesseur avait mises à mal.

La Russie n'a pas baissé le prix du gaz. Ianoukovitch a arrêté de parler d'amitié, et s'est rapproché du président biélorusse Alexandre Loukachenko. Lequel a passé un accord avec Hugo Chávez (1999-2013) pour remplacer les livraisons de pétrole russe par le pétrole vénézuélien, qui arriverait en Biélorussie via la Lituanie et l'Ukraine. Et voilà comment l'Ukraine est redevenue « multivectorielle », tentant à la fois de rester l'amie de la Russie, de toucher les milliards de crédit du Fonds monétaire international (FMI) – sans lesquels le pays se serait déclaré en état de cessation de paiement – et de tirer profit du conflit entre Russie et Biélorussie.

Le président se trouve encore une fois condamné à ne pas tenir sa promesse de faire du russe la deuxième langue officielle de l'État, puisque la majorité des Ukrainiens s'y oppose. Il a donc dû récemment célébrer la fête de la langue officielle, qui a vu, à 16 heures, les stations de radio diffuser dans tout le pays une dictée concoctée pour la circonstance, ce qui permet à chacun de contrôler son niveau. Évidemment, il n'entre pas vraiment dans les attributions d'un président de faire une dictée. Mais il fallait que le gouvernement témoigne devant les caméras de son respect pour l'ukrainien. En fut chargé le ministre de l'éducation, M. Dmytro Tabachnyk (2010-2014), russophone : une seule faute. ■

* Écrivain ukrainien. Dernier titre paru : *L'Oreille de Kiev*, Liana Levi, Paris, 2022.

LA FACE CACHÉE DE LA « RÉVOLUTION ORANGE »

Le mouvement Otpor ! a participé à l'organisation de grandes protestations de rue contre le régime du président yougoslave Slobodan Milošević à la fin des années 1990. Grâce au soutien des Occidentaux, ce savoir-faire s'est propagé dans le reste du monde. Notamment en Ukraine, où le groupe Pora ! tire enseignement de son aîné pour donner l'impulsion de la « révolution orange » de 2004.

PAR ANA OTAŠEVIĆ *

Leur saga commence un jour d'automne 1998, dans un café du centre de Belgrade. La plupart des jeunes présents ont fait leurs armes dans les manifestations étudiantes de 1992, puis de 1996-1997. En fondant le mouvement Otpor ! (« Résistance ! »), ils veulent désormais faire tomber le président yougoslave Slobodan Milošević, qui, au pouvoir depuis 1986, vient de reprendre en main les universités. La petite taille de l'organisation et son fonctionnement horizontal, sans chefs officiels, se révèlent des atouts pour affaiblir et discréditer le régime par la satire. Le mouvement cherche avant tout à mobiliser la population, et surtout la jeunesse, qui affiche son désintérêt pour la vie politique. Otpor ! rassemble aussi bien des monarchistes ou des sociaux-démocrates que des libéraux. Au milieu de l'année 2000, Otpor ! se transforme en un mouvement fort de nombreux adhérents et capable de jouer un rôle décisif dans l'opposition. Soumis à une pression intérieure et extérieure, Milošević annonce une élection anticipée en septembre 2000. Otpor ! contribue à la participation au scrutin et à la chute du président.

Toutefois, ce n'est pas la fin de l'aventure pour le dirigeant et fondateur du mouvement Srdja Popović, qui se présente toujours comme un *« révolutionnaire ordinaire »*. En 2003, M. Popović crée le Centre pour les actions et stratégies non violentes appliquées (Canvas) avec M. Slobodan Đinović, un autre fondateur d'Otpor !. Dans les années qui suivent, les instructeurs de Canvas diffusent leur savoir-faire dans une cinquantaine de pays, dont la Géorgie, l'Ukraine, la Biélorussie, l'Albanie, la Russie, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Liban ou l'Égypte.

* Journaliste et réalisatrice.

Alena Grom /////
Série « The Time Machine », Kiev, 2014-2017. Moskvich 412 est une voiture intemporelle, c'est un symbole de l'URSS. Trois décennies se sont écoulées depuis la fin de l'ère soviétique, mais les fragments du passé sont arrivés jusqu'à nous.

« Nous avons commencé à parler de la création de Pora ! (“C'est l'heure !”) *avec nos collègues serbes lors d'un séminaire à Vinnitsa* (une ville de l'ouest de l'Ukraine), *en décembre 2003 »,* raconte alors M. Andriy Kohout, l'un des créateurs de Canvas, responsable de la coordination régionale de ce mouvement ukrainien. *« Nous voulions constituer une organisation semblable à Otpor ! en Serbie, à Zubr* (“Bison”) *en Biélorussie ou à Kmara !* (“Assez !”) *en Géorgie,* ajoute-t-il. *Nous regardions ce qui marchait et ce qui ne marchait pas. La Biélorussie est plus proche de la Serbie par sa taille ; l'Ukraine est beaucoup plus grande, et nous ne savions pas si c'était applicable dans un pays plus grand. La taille du pays est très importante. »*

Promotion de la démocratie

Le mouvement s'organise à la veille de l'élection présidentielle de l'automne 2004, qui voit s'affronter M. Viktor Ianoukovitch, candidat dans la ligne du président Leonid Koutchma, au pouvoir depuis 1992, et le candidat de l'opposition, M. Viktor Iouchtchenko. *« Nous avons décidé de rencontrer ceux qui ont joué les rôles principaux chez Otpor !, même si le mouvement insistait pour dire qu'il n'y avait pas de chefs. Il y avait là-bas Srdja (Popović), Slobodan (Đinović) et les autres »,* explique Mme Yaryna Yasynevytch, membre de Pora ! qui a suivi des formations d'Otpor ! en Ukraine et à Novi Sad, la capitale du nord de la Serbie. *« Nous avons appris comment nous coordonner à l'échelle du pays, comment nous organiser, comment gérer les relations publiques, comment lever des fonds,* ajoute-t-elle. *L'argent pour les formations, les voyages et le matériel venait au début de la Westminster Foundation for Democracy* [fondation britannique financée par le bureau des affaires étrangères et du Commonwealth]. *Elle a payé les salaires des coordinateurs. Je recevais 300 dollars, mais je n'ai pas pris l'argent. J'ai donné l'argent au mouvement, parce que j'avais un travail dans les affaires à cette époque. »*

« Nous avons appris comment nous coordonner à l'échelle du pays, comment gérer les relations publiques, comment lever des fonds »

Les premières actions furent montées en mars 2004 dans seize régions. Les militants ukrainiens travaillaient dans l'ombre. *« Personne ne savait qui étaient les dirigeants de Pora ! »,* poursuit l'ancienne activiste. La campagne principale concernait l'élection présidentielle de novembre 2004. Pora ! s'associa à la campagne « Znayu ! » (« Je sais ! ») lancée par M. Dmytro Potekhine, un spécialiste du marketing et des campagnes politiques qui travaillait pour la Fondation Soros. Il avait aussi géré pour l'US-Ukraine Foundation la campagne financée par l'Agence pour le développement international des États-Unis (Usaid) afin d'inciter les jeunes à participer aux élections. Ensemble, ils organisèrent un réseau de coordinateurs à travers le pays avec des fonds de cette fondation (environ 1 million de dollars) et de Freedom House (environ 50 000 dollars). Ils firent également imprimer, avec l'aide de l'Albert Einstein Institution, douze mille exemplaires du pamphlet de Gene Sharp, *De la dictature à la démocratie,* que des militants de Pora ! traduisirent en ukrainien.

L'opposition en Ukraine reçut d'importants soutiens financiers (environ 150 millions de dollars) des oligarques en rupture avec M. Koutchma (1). Selon M. Michael McFaul, ambassadeur des États-Unis en Russie de 2012 à 2014 et architecte de la politique de M. Barack Obama dans la région, le gouvernement des États-Unis aurait dépensé plus de 18 millions de dollars pour la « promotion de la démocratie » au cours des deux années précédant l'élection. Il considère la « révolution orange » comme un *« exemple spectaculaire de rupture démocratique, voire comme la percée démocratique la plus importante de la décennie »* (2).

« Pour une bonne campagne, il est nécessaire d'avoir une bonne raison d'affirmer que le pouvoir est illégitime », dit M. Potekhine. Il y avait pourtant un problème majeur. *« Au début de 2004, lorsque nous avons commencé à planifier la campagne, nous ne savions pas qui serait le candidat du gouvernement. Nous* ☛

(1) Valerie J. Bunce et Sharon L. Wolchik, *Defeating Leaders in Postcommunist Countries,* Cambridge University Press, New York, 2011.

(2) Michael McFaul, « Ukraine imports democracy : External influences on the Orange Revolution », *International Security,* vol. 32, n° 2, MIT Press, Cambridge (Massachusetts), 2007.

avons alors inventé le terme "koutchmisme" pour parler du système mis en place par le président sortant Leonid Koutchma. Et nous avons lancé la campagne par le slogan : "Qu'est-ce que le koutchmisme ? La peur, la misère, le crime"», explique M. Kohout.

M. Potekhine rencontre MM. Aleksandar Marić et Siniša Šikman, deux anciens d'Otpor ! venus en Ukraine par l'intermédiaire de Freedom House. Il fait appel aux militants serbes pour sa campagne. *« J'ai sauté sur l'occasion de travailler avec eux. Ils étaient la source d'inspiration, car ils ont réussi* [à renverser Slobodan Milošević]. *Le contexte est différent dans chaque pays, mais les principes sont les mêmes »,* assure M. Potekhine. Il dirige aujourd'hui les start-up de cybersécurité FakesRadar et FakesKiller, qui, basées à Tallinn, sont soutenues par le ministère de la défense estonien et par le Center on Democracy, Development and the Rule of Law de l'université Stanford, spécialisé dans l'identification des *fake news*. M. Potekhine est également un formateur de Rhize, une ONG américaine basée à New York et à Nairobi, fondée en 2016 par M. Ivan Marović, un ancien d'Otpor !.

(3) « Les faiseurs de révolutions », entretien conduit par Miloš Krivokapić, *Politique internationale*, n° 106, Paris, hiver 2005. Toutes les citations de M. Marić en sont tirées.

M. Marić a expliqué plus tard l'idée-force de cette campagne : *« Il faut préserver l'image de jeunes gens beaux, capables et ambitieux qui se battent pour l'avenir du pays. Toute la communication découle de ces caractéristiques. »* Et si l'adversaire finissait tout de même par l'emporter ? *« Cela signifierait seulement que la population n'est pas prête pour des changements démocratiques* (...). *Dans ce cas, nous continuerions notre travail »* (3).

Acquis et limites du modèle

Le 21 novembre 2004, l'opposition conteste le résultat du second tour de l'élection présidentielle, favorable à M. Ianoukovitch. Des manifestants envahissent la place de l'Indépendance à Kiev (« Maïdan » en ukrainien). La Cour suprême annule le vote et un nouveau scrutin voit la victoire du candidat de l'opposition, M. Iouchtchenko. *« Avant la "révolution orange", nous étions préparés à organiser un réseau capable de monter de grandes manifestations à Maïdan. Il y avait environ deux mille activistes à Kiev ; une force considérable. Mais nous n'avions ni l'ambition ni la force de mener un vrai processus politique. Nous étions jeunes et nous n'avions pas suffisamment d'expérience pour jouer un véritable rôle,* explique M^me^ Yasynevytch, qui avait 23 ans à l'époque. *La situation en Ukraine n'était pas dangereuse pendant la "révolution orange", pas comme pendant la révolution serbe ou l'Euromaïdan, dix ans plus tard »,* poursuit-elle.

« En 2014, j'ai compris que le mode de gestion de la sécurité face à la police que nous a appris Otpor ! était utile pour des campagnes non violentes courtes, contre les régimes de Koutchma ou de Milošević, mais pas face à [Vladimir] Poutine, ni face à Ianoukovitch aidé par Poutine – pas face aux gens ayant l'expérience du KGB, qui sont plus habiles, plus dangereux », assure M^me^ Yasynevytch, qui est entrée en politique après le changement de pouvoir et qui, comme beaucoup de militants de Pora !, a occupé des positions importantes. Elle a été cheffe de cabinet du ministre de l'éducation ukrainien et elle a travaillé depuis comme consultante pour le gouvernement.

Pora ! a suivi le modèle d'Otpor ! jusqu'au bout – le mouvement s'est transformé en parti politique et s'est présenté aux élections législatives de mars 2006 en Ukraine, où il a recueilli seulement 1,4 % des suffrages.

Ana Otašević

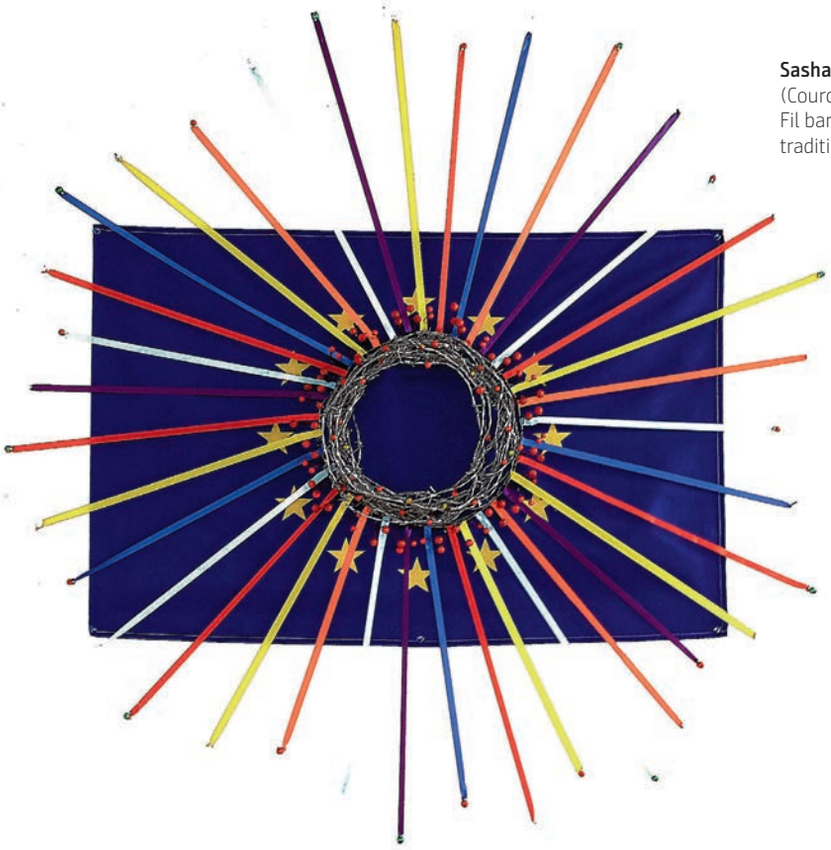
Sur la Toile

Centre d'action anticorruption (Antac)
Cette organisation indépendante ukrainienne, fondée en 2012, regroupe des experts juridiques, des journalistes et des acteurs de la société civile engagés contre la corruption et la criminalité financière qui rongent le pays. Son site propose quantité de données et une rubrique d'actualités sur le sujet.
www.antac.org.ua/en

Fondation Dejure
Établi en 2016, sous le slogan « Démocratie, Justice, Réformes » (De-Ju-Re), par un ancien juge du district de Vinnytsia (centre du pays), cet organisme entend promouvoir l'État de droit et les réformes dans le domaine de la justice en Ukraine. À lire, notamment, le dossier « Judicial reform in Ukraine : a short overview ».
www.en.dejure.foundation

International Crisis Group
Le centre d'études et de recherches sur les conflits, installé à Bruxelles, présente une rubrique documentaire très fournie sur la situation de l'Ukraine depuis le déclenchement de la crise en 2014. Il suit également de près le conflit en cours avec la Russie (*cf.* la section « Crisis Watch : Ukraine »).
www.crisisgroup.org

Carnegie Moscow Center
Le site de l'antenne russe – dont le siège a été fermé en avril 2022 – de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, un think tank américain très consulté dans les cercles décisionnaires, développe des analyses sur l'Ukraine, la guerre entre Kiev et Moscou, la situation régionale, etc.
www.carnegieendowment.org/politika



Sasha Zaitseva ///// « Ukraine Venok »
(Couronne de l'Ukraine), de la série « Venoks » (Couronnes).
Fil barbelé, drapeau de l'Union européenne, rubans traditionnels multicolores, baies d'obier artificielles.

ANNEXION VOLONTAIRE

Le doux commerce, dit-on, favorise la concorde entre les peuples. Pas toujours… Lorsqu'en 2014 Bruxelles soumet à Kiev un accord d'association, la technicité du document camoufle mal sa véritable nature : une exigence de divorce. Il somme l'Ukraine de rompre avec Moscou lançant une provocation au Kremlin, ce qui mettra le feu aux poudres.

PAR PIERRE RIMBERT

La mondialisation des années 2000 se voulait inclusive : ses architectes admettaient au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) la Chine (2001) et même la Russie (2012), convaincus que l'interdépendance économique civiliserait ces partenaires idéologiquement mal dégrossis. *« Deux pays qui hébergent chacun un McDonald's ne se sont jamais fait la guerre »,* soutenait en 1996 l'essayiste Thomas Friedman (1). Bien tenté, mais c'est raté. On se montrera donc plus sélectif. Les délocalisations, oui, mais entre amis. Une idée aussi brillante ne pouvait s'énoncer qu'en anglais : le *friendshoring,* par opposition à l'*offshoring,* qui désigne les délocalisations classiques.

Depuis une quinzaine d'années, Bruxelles vante les mérites de la délocalisation de voisinage à un grand pays situé à ses frontières, pourvu d'une main-d'œuvre qualifiée et peu onéreuse, mais gangrené par la corruption et lesté d'une architecture juridique arriérée au regard des normes européennes : l'Ukraine. Le *friendshoring* prend ici la forme d'un accord d'association politique et d'intégration économique (2) conclu par Bruxelles et Kiev en 2014, au terme de négociations entamées à la fin des années 2000.

Combien d'Européens ont lu ses 2 135 pages ou – à l'impossible nul n'étant tenu – franchi les ponts aux ânes introductifs sur la paix, le développement durable, la transparence, la société civile et le « dialogue interculturel » ? Gratter cette gangue, c'est découvrir ce qu'il faut bien appeler un traité d'annexion volontaire. Il se compose en premier lieu d'un *« accord de libre-échange approfondi et complet »* calqué sur l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994. De manière fort classique, les chapitres consacrés au commerce somment l'Ukraine de supprimer la plupart des dispositifs qui faussent la libre concurrence (subventions, normes, etc.).

Mais l'essentiel est ailleurs : afin d'instaurer des *« relations fondées sur les principes de l'économie de marché libre »* (article 3), l'Ukraine *« met tout en œuvre (…) pour rapprocher progressivement ses politiques de celles de l'Union européenne, conformément aux principes directeurs de stabilité macroéconomique, de situation saine des finances publiques et de viabilité de la balance des paiements »* (art. 343). En somme, la seule option autorisée sera l'austérité.

Kiev *« procède aux réformes administratives et institutionnelles nécessaires à la mise en œuvre du présent accord »* et *« met en place l'appareil administratif efficace et* ☛

(1) *The New York Times,* 8 décembre 1996.

(2) « Accord d'association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part », *Journal officiel de l'Union européenne,* L 161, Luxembourg, 29 mai 2014.

transparent nécessaire » (art. 56). De l'étiquetage en magasin à la congélation des légumes en passant par la libéralisation des services publics, la libre circulation des capitaux, la protection du roquefort, etc., les fonctionnaires bruxellois dictent à leur « partenaire » le cadre juridique européen – jusqu'à l'obligation de légaliser le « lobbying » : *« Les parties conviennent de la nécessité de consulter en temps opportun et régulièrement les représentants du monde des affaires sur les propositions législatives »,* énonce l'article 77b. En clair, tout l'édifice législatif ukrainien sera remodelé, alors même que la candidature de l'Ukraine à l'Union ne figure pas encore à l'ordre du jour.

Inutile d'être fin stratège pour discerner l'intention géopolitique du texte : évoquer la *« convergence progressive dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité, y compris la politique de sécurité et de défense commune »* (art. 7), encourager la *« coopération dans le domaine de l'énergie, y compris le nucléaire »,* recommander de *« diversifier les sources, les fournisseurs, les voies d'acheminement et les méthodes de transport de l'énergie »* (art. 337) à un pays largement dépendant de la Russie sonne comme un défi lancé à Moscou. D'autres articles se montrent plus offensifs encore : *« L'Ukraine transpose progressivement le corpus de normes européennes (EN) en tant que normes nationales.* (...) *Parallèlement à cette transposition, l'Ukraine révoque toute norme nationale contraire et cesse notamment d'appliquer sur son territoire les normes inter-États (GOST) élaborées avant 1992 »* (art. 56-8), soit l'ensemble des normes héritées du bloc de l'Est. Dit autrement, Bruxelles met Kiev en demeure de « dérussiser » son économie.

Si les conséquences géopolitiques et militaires de l'accord n'échappent à personne, son coût social reste un sujet tabou

La signature de cet accord a joué un rôle crucial dans la généalogie du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Le gouvernement Ianoukovitch (2010-2014), qui négocia l'accord, entendait jeter un grappin vers l'Occident pour équilibrer la dépendance à la Russie, mais sans fâcher cette dernière et encore moins rompre avec elle. Peine perdue : Moscou s'oppose vigoureusement au « partenariat occidental » et, fin 2013, oblige l'Ukraine à y renoncer pour rejoindre sa propre union douanière avec les pays d'Asie centrale, la Communauté économique eurasiatique (2000-2015). Parce qu'ils reposent sur des fondements opposés (économie de marché concurrentielle d'un côté, capitalisme oligarchique de l'autre) et supposent des normes différentes, ces deux modèles de *friendshoring* étaient incompatibles. Géographiquement située à l'intersection de l'Union européenne et de l'espace eurasiatique, l'Ukraine, tiraillée par les intérêts contradictoires de ses puissants voisins, ne pouvait maintenir l'équilibre. L'ultimatum de Moscou et le putsch contre le gouvernement Ianoukovitch consécutif aux manifestations du Maïdan trancheront le nœud gordien : l'Ukraine ira à l'Ouest.

Aménager une « petite Chine »

Si les conséquences géopolitiques et militaires de ce choix n'échappent à personne, le coût social de l'accord d'association reste un sujet tabou. S'y dessine pourtant le concentré des décennies de désindustrialisation subies par la classe ouvrière européenne dans les années 1980 et 1990 : *« Modernisation et restructuration de l'industrie »* (art. 379), *« restructuration du secteur du charbon »* (art. 339) – crucial pour l'économie du Donbass –, *« restructuration et modernisation du secteur ukrainien des transports »* (art. 368), suppression des aides d'État *« qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence »* (art. 262)... À la lecture des quarante-quatre annexes qui détaillent les renonciations de l'Ukraine à sa souveraineté économique, les cris d'amour européens lancés depuis l'invasion russe à ce *« pays frère »* qui *« défend nos valeurs »* apparaissent soudain un peu hypocrites. *« Ces accords d'association reflètent en quelque sorte un esprit colonial »,* avait reconnu en 2013 un diplomate occidental en poste à Kiev.

De même que les nations d'Europe centrale intégrées à l'Union européenne en

(3) Lire « Le Saint Empire économique allemand », *Le Monde diplomatique,* février 2018.

(4) Sources de ce paragraphe : Laurent Geslin, « L'Ukraine profite de la guerre pour accélérer les réformes ultra-libérales », Mediapart, 3 juillet 2022 ; Thomas Rowley Serhiy Guz, « Ukraine uses Russian invasion to pass laws wrecking workers'rights », OpenDemocracy.net, 20 juillet 2022 ; et « Ukraine's anti-worker law comes into effect », OpenDemocracy.net, 25 août 2022.

2004 (Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie…) avaient fourni une armée de réserve industrielle au Moloch manufacturier allemand dont les sous-traitants essaimaient dans ces pays (3), les nouveaux chômeurs ukrainiens iront s'embaucher dans les usines champignons promises à l'éclosion sur les décombres des aciéries bombardées par les Russes. Depuis la chute du mur de Berlin, Bruxelles organise les délocalisations entre amis avec un objectif toujours identique : aménager une « petite Chine » à sa porte pour alimenter ses fleurons industriels en bras et en nouveaux marchés. Avis aux travailleurs de la Vieille Europe : « *Les normes en matière de travail ne devraient pas être utilisées à des fins protectionnistes* » (art. 291), avertit l'accord. En 2022, le salaire minimum mensuel ukrainien ne dépasse pas 180 euros…

La guerre a précipité les choses : lors du Conseil européen des 23 et 24 juin 2022, l'Ukraine a obtenu le statut de candidat à l'intégration. Les vœux de la Pologne se réalisent enfin et l'avenir des délocalisations de voisinage s'annonce radieux. « *Je suis favorable à l'élargissement de l'Union européenne, pour inclure les États des Balkans occidentaux, l'Ukraine, la Moldavie et, à terme, la Géorgie* », a déclaré le chancelier allemand Olaf Scholz le 29 août 2022. Douze jours auparavant, le président ukrainien ratifiait une loi autorisant les petites et moyennes entreprises (jusqu'à 250 salariés, c'est-à-dire celles qui emploient 70 % des travailleurs ukrainiens) à ne plus appliquer le code du travail ; seules prévaudront désormais les règles fixées par l'employeur dans le contrat de travail. De justesse, les syndicats ont obtenu la restauration du statu quo ante sitôt que serait levée la loi martiale. Mais le parti de M. Volodymyr Zelensky, « serviteur du peuple », qui tentait de « restructurer » la législation du travail depuis la fin de l'année 2020, ne compte pas s'en tenir là.

« *L'extrême "surréglementation" de l'emploi contredit les principes de l'autorégulation du marché [et] de la gestion moderne du personnel* », a expliqué Mme Hanna Lichman, députée du parti au pouvoir (4). D'après OpenDemocracy, un média proeuropéen, un autre projet de loi « *introduirait une journée de travail de douze heures maximum et permettrait aux employeurs de licencier des salariés sans justification* ». Mme Halyna Tretiakova, présidente de la commission parlementaire sur la politique sociale, a fixé le cap : « *Nous devons "réinitialiser" le code du travail et le modèle social, ce qui n'a pas été fait lors de la transition du pays du socialisme à l'économie de marché.* » Député du parti présidentiel, M. Danylo Hetmantsev a justifié laconiquement ce programme : « *Cela se passe ainsi dans un État libre, européen et de marché* » (Telegram, 9 juillet 2022). Le 29 août dernier, l'ovation des patrons à M. Zelensky, invité à prononcer en ligne le discours inaugural de la Rencontre des entrepreneurs de France, ne saluait pas uniquement sa combativité face à l'envahisseur russe…

Pierre Rimbert

Oleksandr Suprun ///// « Flags » (Drapeaux), 1981

© Courtesy Galerie Alexandra de Viveiros

LES ULTRAS DU MAÏDAN

Sur la place de l'Indépendance à Kiev, en 2014, la répression policière enclenche un cycle de violence entre manifestants et forces de l'ordre dont les groupes politiques d'extrême droite tirent avantage. En dépit de leurs échecs électoraux après la chute du président Viktor Ianoukovitch, ils conservent une influence importante sur le front militaire comme dans le jeu politique.

PAR EMMANUEL DREYFUS *

Des barricades dressées en plein centre de la capitale, gardées par de petits groupes de volontaires qui se réchauffent auprès de braseros de fortune. Un décorum mêlant drapeaux ukrainiens et européens, portraits du poète Taras Chevtchenko (1814-1861), considéré comme l'un des pères spirituels de l'identité ukrainienne, ou de Stepan Bandera (1909-1959), perçu, selon les points de vue, comme un grand patriote ou comme un collaborateur des nazis. Ou encore de ces cinq citoyens devenus des héros, morts à la suite des affrontements de la rue Grouchevski.

C'était début février 2014, deux semaines avant que Maïdan, la place de l'Indépendance, épicentre de la contestation, ne s'ensanglante, prise dans la spirale de la répression féroce du pouvoir et de la riposte violente d'une partie des manifestants. Une place occupée par des sympathisants venus de toute l'Ukraine : Lviv, Ternopil, Ivano-Frankivsk, places fortes du nationalisme, mais aussi Lougansk et Donetsk, ces grandes villes de l'Est industriel dont le cœur a toujours battu du côté de la Russie. Des femmes de tous âges apportant des plateaux de pain noir et de lard aux hommes montant la garde. Une odeur pénétrante de thé, de soupe aux choux et de bois brûlé. En semaine, quelques milliers de militants ; le dimanche, plusieurs dizaines de milliers de personnes, qui viennent assister aux discours des dirigeants de l'opposition, priant et chantant l'hymne national.

L'implication, minoritaire mais très visible, de plusieurs groupuscules néofacistes à Maïdan suscite des réactions contrastées

Le mouvement a surgi à la fin du mois de novembre 2013, en réaction à la suspension par le président Viktor Ianoukovitch des négociations sur un accord de libre-échange avec Bruxelles (1). Et Maïdan s'est métamorphosée. Rassemblant initialement quelques milliers de partisans proeuropéens, la place est devenue, au gré de la répression, le symbole de la révolte des Ukrainiens de tous horizons contre un système politique affairiste et corrompu. Révolte face au système Ianoukovitch tout d'abord, mais rejet également des partis d'opposition, dépassés par cette crise.

L'implication, minoritaire mais très visible, de plusieurs groupes nationalistes, puis l'apparition de mouvances ultraradicales ne se réclamant pas des valeurs démocratiques et ne professant pas des sympathies européennes suscitent des réactions contrastées. D'un côté, leur présence est abondamment utilisée par le Kremlin, et à certains égards par le régime ukrainien, pour décrédibiliser le mouvement. De l'autre, elle suscite des inquiétudes sur une possible récupération par l'extrême droite – même s'il s'agit avant tout d'un mouvement populaire, réfractaire à toute tentative de catégorisation politicienne.

De Bandera à Svoboda

L'extrême droite ukrainienne puise une large part de ses références dans le mouvement nationaliste, qui prend son essor à partir des années 1920, alors que la Pologne et la Russie soviétique se partagent la plupart des régions de l'Ukraine actuelle. On y trouve dès l'origine un enchevêtrement d'influences : le fascisme italien, la collaboration partielle – pragmatique selon certains, idéologique selon d'autres – d'une partie de ses représentants (comme Bandera) avec l'Allemagne nazie, la participation de plusieurs bataillons ukrainiens au massacre de civils juifs et polonais pendant la seconde guerre mondiale, etc.

Comme le constate le politiste Andreas Umland, professeur à l'université de Kiev-Mohyla, *« aucune étude historique objective n'a été réalisée ici sur Bandera. Dépeint comme un fasciste allié des nazis par l'historiographie soviétique, il est désormais encensé sans aucun recul par les historiens ukrainiens. Ses admirateurs de Maïdan en ont une approche naïve et partiale, ce qui est problématique. À l'inverse, le qualifier de fasciste, comme le fait la Russie, apparaît tout aussi partial et malhonnête ».*

* Haut fonctionnaire et spécialiste de l'espace postsoviétique.

Alena Grom ///// De la série « Residents City of Roses » (Les habitants de la cité des roses), Kiev, 2019. Beaucoup d'habitants de Donetsk, dans le Donbass, ont fui les combats en 2014-2015. L'artiste photographie des femmes originaires de la ville entourées de fleurs, en référence au label de « cité au million de roses » attribué à Donetsk en 1970 par l'Unesco et que les nouvelles autorités ont repris dans leur propagande.

Mise en sommeil durant la période soviétique, la mouvance nationaliste réapparaît après l'indépendance, en 1991, date de la création du Parti social-national ukrainien (PSNU). Jusqu'au début des années 2000, le PSNU demeure une organisation marginale, xénophobe et ultranationaliste, dont la maigre influence reste cantonnée aux régions de l'Ouest.

En 2004, lors de son sixième congrès, le parti se débarrasse de ses oripeaux fascisants : il se rebaptise Svoboda (« Liberté ») et abandonne son emblème néonazi, le Wolfsangel, pour lui préférer un symbole plus neutre. Commentant ces évolutions cosmétiques, le chercheur Oleksi Lechtchenko, de l'Institut d'analyse Gorshenin, indique qu'*« elles visaient avant tout à rassurer l'électorat, mais qu'elles ont également été pensées pour donner une meilleure image de Svoboda hors des frontières »*.

(1) Lire Sébastien Gobert, « L'Ukraine se dérobe à l'orbite européenne », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013.

En quête de respectabilité, Svoboda multiplie alors les contacts avec d'autres partis d'extrême droite européens, comme en témoigne la présence de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national français (aujourd'hui Rassemblement national), au congrès de 2004, dont il était l'invité d'honneur. Par ailleurs, le parti modère progressivement sa posture nationaliste et ses références à Bandera – loin de faire consensus en Ukraine – pour adopter un discours plus général, assez commun au sein de l'extrême droite européenne, centré sur la dénonciation radicale et véhémente du « système ».

L'essor de Pravyï sektor

Aux élections parlementaires de 2012, Svoboda crée la surprise en recueillant près de 10,5 % des suffrages et en envoyant trente-sept députés à la Rada (le Parlement). Avec plus de deux millions d'électeurs, il devient alors un parti d'envergure nationale, réalisant des scores significatifs ailleurs que dans les régions de l'Ouest, traditionnellement plus réceptives au nationalisme. Svoboda, *« vraisemblablement sur les conseils du Front national »,* selon Umland, a par ailleurs développé un programme économique doté d'une dimension sociale. Celui-ci prévoit notamment la renationalisation de certaines entreprises, l'introduction d'une taxation progressive sur les bénéfices, ou encore la lutte contre l'emprise des oligarques sur le système politique et économique. Ces mesures, associées à la promesse d'une lutte vigoureuse contre la corruption, ont fortement séduit certaines catégories d'électeurs, petits patrons et membres des classes moyennes, particulièrement éprouvés par la crise ainsi que par le népotisme, qui s'est encore accentuée après l'élection de M. Ianoukovitch en février 2010.

En dépit de son recentrage, Svoboda demeure ancré à l'extrême droite. Son fer de lance reste la lutte pour le développement de l'identité nationale, avec pour corollaire la fin de l'influence russe dans le pays. En termes de politique étrangère, ce ☛

combat se traduit avant tout par la volonté d'une intégration de Kiev à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), d'un réarmement nucléaire ou encore d'une sortie de toutes les structures de coopération postsoviétiques. Il propose également l'abolition du statut de république autonome pour la Crimée et surtout la promotion d'une identité ukrainienne, à travers une série de mesures allant de la glorification systématique du mouvement nationaliste à la réintroduction de la mention de l'appartenance ethnique ou religieuse des citoyens sur leurs documents d'identité.

Si Svoboda a brillé par sa présence à Maïdan – il contrôlait l'imposante mairie de Kiev jusqu'au 16 février 2014 –, il n'a eu que peu de prise sur le terrain, comme d'ailleurs les autres partis d'opposition. Ce vide politique, couplé à la violence déployée par le pouvoir ces dernières semaines, a constitué un terreau favorable à l'émergence de nouvelles structures, dont le style et l'orientation idéologique ont suscité de nombreuses interrogations.

Née dans les flammes de la rue Grouchevski, la plus importante d'entre elles, Pravyï Sektor (« Secteur droit »), regroupe, lui, quelques milliers de personnes réparties dans tout le pays et bénéficie alors d'une réelle sympathie au sein de la population. Déçus de Svoboda, des membres de formations ultranationalistes, hooligans, paumés, se retrouvent dans ses rangs. Pravyï sektor attire un éventail assez large d'individus dont le dénominateur commun est d'abord le goût pour l'action radicale, puis des penchants pour une idéologie que M. Andriy Tarasenko, cofondateur du mouvement et à sa tête depuis 2016, nous livre à l'époque du haut de son quartier général surprotégé dans la Maison des syndicats (2).

« Ni xénophobe ni antisémite, comme le prétend la propagande du Kremlin », Pravyï sektor se définit avant tout comme *« nationaliste, défendant les valeurs de l'Europe blanche et chrétienne contre la perte de la nation et la "déreligionisation" »*. Rejetant lui aussi le multiculturalisme, *« responsable de la disparition des crucifix et de l'arrivée des filles en burqa dans vos écoles »,* Pravyï sektor ne prône pas une intégration à l'Union européenne, *« ce totalitarisme libéral dans lequel Dieu a disparu et les valeurs sont inversées ».*

Sasha Zaitseva ///// « Donbas Venok » (Couronne du Donbas), de la série « Venoks » (Couronnes). Broche à rôtir, panneau en osier, fleurs artificielles, charbon et cristaux de Donetsk, ruban de Saint-Georges, éclats d'obus collectés à Donetsk.

Relative tolérance du pouvoir

À mesure que la violence entre manifestants et policiers s'accentuait, l'extrême droite – politique ou paramilitaire – s'impose comme une force d'organisation centrale sur la place de l'Indépendance. À cet égard, le gouvernement intérimaire (février-novembre 2014), issu du renversement par la rue du président Ianoukovitch, comprend trois cadres de Svoboda, auxquels s'ajoute M. Oleh Makhnitsky, alors procureur général d'Ukraine. Mais le parti échoue à convertir ce coup de force en puissance électorale. Il n'obtient que 1,16 % des voix aux présidentielles de 2014. Pravyï sektor, qui s'est constitué en parti, ne parvient à placer que deux députés dans des circonscriptions individuelles. Son champ de prédilection demeure l'action directe, avec la participation de ses militants au blocus de la Crimée. Les années suivantes, ses militants intègrent des coalitions ultranationalistes qui organisent périodiquement des rassemblements « coup de poings », exigeant notamment la dissolution du Parlement ou bloquant l'adoption d'une loi sur l'octroi d'un statut spécial aux régions de Donetsk et de Lougansk. Leur activisme, et la relative tolérance du pouvoir à l'égard de ces groupuscules, contribue à l'échec du règlement politique de la question du Donbass, tel que prévu dans les accords de Minsk signés entre l'Ukraine et la Russie en 2015.

Emmanuel Dreyfus

(2) Le principal bâtiment de Maïdan, évacué en mai 2014 à la suite d'un incendie.

RÉVOLUTION OU RÉVOLTE ?

Renversé par la rue, le président Viktor Ianoukovitch s'enfuit en Russie le 22 février 2014. La place qu'il laisse vacante est immédiatement réinvestie par d'autres oligarques. Ces derniers cherchent à empêcher l'éclatement du pays, comme le montre ce reportage paru dans nos colonnes en avril 2014. Mais leur tentative fera long feu.

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN *

Tout près de la place Lénine de Donetsk, le Donbass Palace est l'hôtel le plus luxueux de l'est de l'Ukraine. Dans cette vitrine de l'empire de M. Rinat Akhmetov, la chambre coûte 350 euros la nuit, bien plus que le salaire mensuel moyen. L'homme le plus riche du pays fut un proche de M. Viktor Ianoukovitch, le président déchu, et soutient aujourd'hui prudemment le pouvoir issu de l'insurrection à Kiev. Outre cet hôtel et de multiples biens immobiliers, le milliardaire possède le club de football de la ville, le Chakhtar Donetsk, et surtout des mines, des aciéries, des usines. Parmi les clans de l'oligarchie nationale, les plus grandes fortunes sont nées dans ce bassin industriel et minier du Don. Ces terres correspondant aux oblasts (régions) de Donetsk et de Lougansk formaient déjà l'un des cœurs industriels et miniers de l'Union soviétique.

« Une révolution ? Non, une simple redistribution des cartes. » Le sociologue Volodymyr Ichtchenko ne cache pas son amertume, quelques semaines après la fuite de M. Ianoukovitch et l'instauration d'un nouveau régime. *« Ce gouvernement défend les mêmes valeurs que le précédent : le libéralisme économique et l'enrichissement personnel. Le candidat le plus sérieux à l'élection présidentielle du 25 mai n'est autre que M. Petro Porochenko* (1)*, le "roi du chocolat", l'un des hommes les plus riches du pays… »*

Alors que des manifestants tombaient sous les balles, une étrange transition se négociait avec les puissants patrons qui contrôlent l'Ukraine

Alors que des manifestants tombaient encore sous les balles à Maïdan, la place de l'Indépendance à Kiev, épicentre de la colère populaire depuis le 22 novembre 2013, une étrange transition se négociait dans quelques antichambres avec les puissants hommes d'affaires qui ont pris le contrôle de l'Ukraine.

* Journalistes.

Depuis l'indépendance, la République a connu une forme particulière de développement, souvent qualifiée de « pluralisme oligarchique ». Beaucoup d'hommes d'affaires, qui ont construit d'immenses fortunes en rachetant à vil prix les mines ou les usines privatisées après la fin de l'URSS, se sont engagés en politique. Des négociants en pétrole ou en gaz peuvent ainsi devenir ministres, ou prendre la tête de grandes administrations publiques. L'ancienne première ministre Ioulia Timochenko, figure de la « révolution orange » de 2004, élevée par les Occidentaux au rang de martyre après son emprisonnement en août 2011, a elle-même fait fortune dans l'industrie gazière.

Le spectre de la guerre civile

Dès 2010, le président Ianoukovitch, considéré depuis les années 1990 comme le représentant politique des intérêts du clan de Donetsk, avait décidé de prendre une certaine autonomie face à son puissant protecteur. Il avait placé ses hommes de confiance – les membres de sa « famille », comme les Ukrainiens l'ont rapidement appelée – aux postes-clés de l'État. Son rival, le magnat Ihor Kolomoïsky, a été nommé gouverneur de l'oblast de Dnipropetrovsk par les nouvelles autorités le 2 mars 2014 (2). Le même jour, M. Serhiy Tarouta, acteur central de la sidérurgie, propriétaire de l'Union industrielle du Donbass (IDS), était désigné gouverneur de l'oblast de Donetsk (3). L'homme a été l'un des financiers de la « révolution orange », mais il s'est toujours gardé de trop afficher ses engagements politiques. Quelques jours après sa nomination, M. Tarouta s'est rendu à Marioupol pour rencontrer les représentants des milieux économiques. *« La réunion a été fructueuse. Personne n'a intérêt à l'éclatement de l'Ukraine »,* assure M. Nikolai Tokarsky, directeur de l'influent quotidien local *Priazovsky rabochy,* qui a participé à la rencontre. Au risque de mécontenter son lectorat, très sensible aux sirènes russes, le journal milite pour l'*« intégrité territoriale »*

(1) NDLR. M. Porochenko sera effectivement élu président le 7 juin 2014, avec 54,7 % des voix.

(2) NDLR. M. Kolomoïsky sera limogé un an plus tard par son principal rival, M. Porochenko.

(3) NDLR. Après avoir été démis de ses fonctions par le chef de l'État en octobre, M. Tarouta deviendra député en novembre 2014. Il siège toujours au Parlement.

de l'Ukraine, manifestant ainsi le ralliement de M. Akhmetov aux nouvelles autorités de Kiev.

Le gouvernement compte sur les oligarques pour tenter de pallier la faillite et la quasi-disparition de l'appareil d'État. Il tente surtout de les impliquer dans la défense contre la « menace russe », étant entendu qu'un conflit durable serait désastreux pour leurs intérêts. MM. Akhmetov et Tarouta semblent bien conscients du danger, et ont multiplié les appels au calme. Après les violentes échauffourées du 13 mars 2014, qui ont coûté la vie à un manifestant dans le centre de Donetsk, M. Akhmetov s'est fendu d'un communiqué pour dire que *« le Donbass est une région responsable »*, où vit un *« peuple courageux et travailleur »*, et qu'il ne saurait céder aux démons de la violence.

Tout au long du mois de mars, une étrange bataille a opposé manifestants prorusses et forces de l'ordre pour le contrôle des bâtiments publics dans l'Est. Occupés par les contestataires, ils furent repris par la police quelques jours plus tard. Quand le siège de l'administration régionale de Lougansk a été investi, le 9 mars, trois cents policiers équipés de boucliers antiémeute, au lieu de défendre l'édifice, en sont sortis sous les vivats d'une foule de deux mille personnes, majoritairement des femmes et des retraités. Beaucoup de policiers affichaient un sourire de connivence avec ceux qui venaient de les déloger. Ce scénario s'est répété à plusieurs reprises à Donetsk.

Les chaînes de commandement sont incertaines à tous les échelons des forces de sécurité. Les administrations centrales, où de nouveaux cadres ont été nommés, ne sont guère plus fonctionnelles. Les populations de l'Est auraient sans doute pu se joindre à celles de l'Ouest dans un mouvement commun contre l'oligarchie et la corruption. Mais l'exaltation du nationalisme ukrainien a joué un rôle de repoussoir pour les russophones de la partie orientale, tandis que les partisans de l'ancien président Ianoukovitch agitent en réponse l'épouvantail d'une *« menace fasciste »*. Il a suffi de quelques semaines pour que la manipulation des peurs et des sentiments identitaires conduise le pays au bord de la guerre civile.

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin

Arroseur arrosé

En 2014, au lendemain de la « révolution » du Maïdan, c'est un oligarque qui semble le mieux placé pour démanteler un système corrompu jusqu'à la moelle. Le magnat du chocolat Petro Porochenko est triomphalement élu président dès le premier tour. L'homme, pense-t-on, est suffisamment fortuné pour ne pas utiliser le pouvoir comme source d'enrichissement personnel.

Mais les mauvaises habitudes perdurent. Face à l'aggravation de la corruption, le pays se tourne en 2019 vers le comédien Volodymyr Zelensky, un parfait novice, qui est élu avec 73 % des voix. Si les partisans du nouveau président, qui a promis de mettre fin au règne des oligarques, le considèrent comme un possible sauveur, ses détracteurs le décrivent comme une marionnette de l'un de ceux-ci, M. Ihor Kolomoïsky.

En septembre 2021, la Rada adopte la loi « antioligarques » *[aujourd'hui gelée en raison de la guerre]*. Deux mois plus tard, le texte est signé par le président. Il définit le statut d'oligarque sur la base de quatre critères : l'influence sur les médias de masse ; la possession d'une entreprise en situation de monopole ; la participation à la vie politique ; une fortune dépassant les 77 millions d'euros. Les individus qui rempliront ces critères seront astreints à déclarer publiquement tous leurs biens et subiront l'interdiction de financer des partis politiques, de rencontrer en privé des hauts fonctionnaires et de participer à des privatisations. Par ailleurs, M. Zelensky, attendu sur le sujet, ne revient pas sur la nationalisation de la première banque ukrainienne, Privatbank, détenue par M. Kolomoïsky. Elle avait été décidée en 2016 par son prédécesseur, ennemi juré de l'homme d'affaires.

La publication, le 21 décembre 2021, des « Pandora Papers » par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) assombrit le tableau. On y découvre que trente-huit politiciens ukrainiens détiennent des comptes dans les paradis fiscaux – un record.

Les fuites ont également révélé que M. Zelensky et ses partenaires dans l'industrie du divertissement (dont M. Serhi Chefir, proche conseiller du président) détenaient des sociétés offshore. L'une d'elles était impliquée dans l'achat de propriétés dans le centre de Londres. Un porte-parole du président se dépêcha d'expliquer que ce réseau offshore avait été constitué en 2012 pour « protéger » les revenus générés par M. Zelensky et ses associés sous le gouvernement prorusse de M. Viktor Ianoukovitch.

Depuis l'invasion russe de 2022, M. Zelensky poursuit sa politique de lutte contre la corruption que réclament les bailleurs occidentaux. Le 1er février 2023, le domicile de M. Kolomoïsky, auquel il doit sa carrière médiatique, a été perquisitionné sous le regard des caméras de télévision, dans le cadre d'une affaire de détournement de fonds impliquant deux compagnies pétrolières. Le coup de filet, plus large, visait également l'ex-ministre de l'intérieur Arsen Avakov, mais aussi de hauts responsables du ministère de la défense et du fisc.

Ibrahim Warde

Professeur associé à la Fletcher School of Law and Diplomacy (Medford, Massachusetts).

Alena Grom ///// De la série « Beasts of the Apocalypse » (Les bêtes de l'apocalypse), Zaïtsevo, Donbass, 2022

Habits noirs des nationalismes

3

Dans sa quête d'un récit national, le jeune État ukrainien a fait des choix déconcertants. Des figures controversées, parfois coupables de collaboration avec les nazis et d'exactions, sont réhabilitées comme héros de l'indépendance, dans l'indifférence des chancelleries occidentales. De l'autre côté de la frontière, le Kremlin remet en selle une idéologie impérialiste, qui assimile l'Ukraine à une province russe.

Alena Grom ///// De la série « Beasts of the Apocalypse » (Les bêtes de l'Apocalypse), Zaïtsevo, Donbass, 2022. Coupé en deux par la ligne de front, le village s'est vidé de ses habitants. L'un d'entre eux a laissé derrière lui des sculptures, semblant délivrer un message rempli de monstres, de catastrophes, de prophéties. Les photographies ont été prises juste avant l'invasion russe de février 2022.

EFFACER LE ROUGE

Au milieu des années 2000, la bataille des mémoires fait rage. Alors que le Parti des régions et ses alliés promeuvent la tradition des grandes commémorations soviétiques, le président Viktor Iouchtchenko réhabilite des organisations ayant collaboré avec l'occupant nazi et son entreprise génocidaire. Depuis, les statues de Lénine ont été déboulonnées, mais pas les autres.

PAR JEAN-MARIE CHAUVIER *

Maïdan, la place de l'Indépendance à Kiev, comment l'oublier ? Fin 2004, la « révolution orange » y avait convoqué les télévisions du monde entier. Elle offre à nouveau un spectacle, mais d'une autre couleur : c'est dans le rouge qu'il se drape, estampillé de la faucille et du marteau. En ce 9 mai 2007, la « victoire sur le fascisme » a 62 ans (1). Et l'Ukraine se souvient. Sur le boulevard Kreschiatik jouxtant la place s'avancent les vétérans de l'Armée rouge et des partisans, bardés de médailles. D'un haut-parleur retentit le fameux hymne au soulèvement de 1941 : *« Debout, peuple immense, face aux ténèbres du fascisme, elle va, la guerre populaire, la guerre sacrée. »*

* Journaliste.

Dans ce rituel très soviétique, la jeune démocratie ukrainienne est néanmoins bien représentée : le mouvement « orange », son leader, chef de l'État et du parti Notre Ukraine, M. Viktor Iouchtchenko, l'« égérie » Ioulia Timochenko menant le Bloc portant son nom, le drapeau national jaune et bleu, l'armée régulière… Dérive que cet hommage à l'exploit de l'URSS ? Aucunement : la tradition, simplement, enracinée. Sur le gâteau, une cerise amère attend le président : une manifestation populaire surgit derrière le défilé officiel, hérissée de drapeaux rouges communistes, roses socialistes, bleu et blanc de la force alors montante du Parti des régions de M. Viktor Ianoukovitch, le premier ministre (2). C'est la déferlante de la coalition majoritaire de la Rada, le Parlement présidé par le socialiste Oleksandr Moroz et que le chef de l'État a dissous le 2 avril 2007.

Ce dernier s'éclipse promptement avec sa suite. Les manifestants vont alors gravir les collines vers le parc des Gloires éternelles, puis couvrir de fleurs les tombes des héros, et enfin, plus haut encore, monter sur les hauteurs du pompeux Mémorial

Alena Grom ///// De la série « O Sport, You Are Peace ! », Krasnogorovka, région de Donetsk, 2018. L'artiste revisite ici des affiches de propagande soviétique consacrées à la promotion du sport. Slogan inscrit sur l'affiche : « À nous, tous les records du monde ».

de la « grande guerre patriotique (3) », où les attendent (petites) ripailles, discours et musiques. Sillonnant les rues et les parcs, ils sont des milliers à se laisser aller à la fête, bercés par les mélodies d'antan : *Routes de poussières et de brumes, Katioucha, Sombre nuit, La Khata* (4) *incendiée, La planète brûle et tourne folle* et autres chansons et valses qui évoquent des temps de guerre, d'angoisse et de délivrance.

« Une cerise amère »

L'Occidental non initié y perdrait son cyrillique. Ce que représenta l'occupation nazie à l'Est lui est peu connu. Qui l'a informé des tueries de masse de 1941-1943, des villages brûlés avec leurs habitants, des trois millions de prisonniers soviétiques exterminés ? Que sait-il de la guerre des partisans, du rôle de l'Armée rouge, escamoté à l'Ouest ? Étrangers lui sont, forcément, ce lyrisme slave, mélange d'émotions sincères et de grandiloquence, ce grand mythe doloriste et fusionnel hérité de l'URSS.

En ce 9 mai 2007, le président Iouchtchenko a, lui aussi, prévu une « cerise amère » pour le gâteau de la Victoire. Il saisit l'occasion pour relancer, face aux vétérans soviétiques, la réhabilitation de ceux qui les combattirent : l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et son Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) *(lire l'article de Jean-Marie Chauvier, page 50)*, reconnues officiellement – ainsi que l'Église gréco-catholique (uniate) *(lire l'article de Kathy Rousselet, page 24)*, qui en était proche – dès 2002, malgré quelques discrètes protestations russes, polonaises et juives. Il s'agit de hâter la « réconciliation nationale » afin de surmonter les déchirements du passé.

Parmi les « héros de la résistance » qu'il cite figure, non le chef des partisans rouges, Sidor Kovpak, mais le commandant de l'UPA, Roman Choukhevytch, dont on a célébré en grande pompe, le 17 juillet, le centenaire de la naissance dans plusieurs villes… en oubliant qu'il fut, en 1941-1942, l'un des chefs du bataillon Nachtigall de la Wehrmacht et membre de la police auxiliaire nazie.

En Galicie, berceau et bastion du nationalisme, on frappe plus fort : hommage est rendu à la division Galicia (Halitchina), que l'on sait avoir appartenu à la SS de Heinrich Himmler, mais que l'on nomme plus volontiers « première division de l'Armée nationale ukrainienne », selon son appellation ultime de 1944. Ses vétérans reçoivent, dans cette région, les mêmes retraites que ceux de l'Armée rouge et de l'UPA. Un défilé des SS et de leurs sympathisants, prévu à Kiev le 28 avril, a été interdit par le gouvernement. Kiev, il est vrai, n'est pas Riga (5)…

Si M. Iouchtchenko prétend équilibrer condamnations du nazisme et du communisme, il a du pain sur la planche. En 2006, une loi votée par la Rada qualifie de *« génocide du peuple ukrainien »* (Holodomor) la famine de 1932-1933, contre l'avis de la ☛

(1) En raison du décalage horaire, la capitulation, le 8 mai 1945, de l'Allemagne nazie s'est produite en URSS le 9 mai.

(2) NDLR. Après deux mandats comme chef de gouvernement, il sera élu président en 2010.

(3) Appellation consacrée de la guerre de l'URSS contre les nazis en 1941-1945.

(4) La khata est la maison traditionnelle ukrainienne.

(5) NDLR. Chaque année, en mars, d'anciens membres des unités locales de la Waffen SS défilent dans la capitale lettonne pour célébrer la résistance face à l'URSS.

Fantôme des fusiliers

La mobilisation patriotique en Ukraine contre l'armée russe puise aux sources les plus hétéroclites. Parmi elles, un hymne qu'entonnaient des combattants ukrainiens au sein de l'armée austro-hongroise en 1914 connaît un succès inattendu.

Une chanson s'est imposée depuis le début de la guerre, comme un hymne commun de la résistance à l'agression russe : *Oï ou louzi tchervona kalyna* (« L'obier rouge dans la prairie »).

Oh, l'obier rouge s'est incliné dans la prairie,

Notre glorieuse Ukraine a quelque raison de s'affliger.

Mais nous redresserons l'obier rouge,

Et nous rendrons la joie à notre glorieuse Ukraine, hey, hey !

Nos volontaires marchent vers la mêlée sanglante

Pour libérer nos frères ukrainiens des chaînes de l'ennemi…

Chantée en mars 2022 dans une courte vidéo par Andriy Khlyvniouk, le leader du groupe BoomBox, en tenue de combat, sur la place Sainte-Sophie à Kiev, elle a été reprise par d'autres artistes ukrainiens et même par des membres de Pink Floyd. Elle fait depuis l'objet d'une vraie ferveur populaire. Si les paroles de la chanson semblent coller à l'actualité, son histoire remonte au début du XXe siècle. En 1914, c'est l'hymne des fusiliers ukrainiens de la Sitch, *« la première et plus durable formation militaire »* du pays selon l'Encyclopédie de l'Ukraine (1). Cette légion ukrainienne fut cependant créée au sein de l'armée austro-hongroise. En effet, les Habsbourg, qui régnaient depuis cent cinquante ans en Galicie (région de Lviv), voyaient d'un bon œil la mobilisation des minorités de leur empire dans la guerre mondiale, quitte à autoriser le port d'une cocarde jaune et bleu sur l'uniforme autrichien. Au gré des péripéties du conflit, les fusiliers ukrainiens combattirent dans des configurations fort différentes.

Tout d'abord, ils sont envoyés dans les Carpates contre l'armée russe. Après la révolution d'octobre 1917, certains fusiliers, prisonniers de guerre, se mettent au service de la République populaire d'Ukraine, qui vient d'être proclamée à Kiev, pour la protéger des incursions bolcheviques. À la suite de l'effondrement de l'Empire austro-hongrois à la fin de 1918, d'autres détachements de fusiliers ukrainiens tentent de défendre – en vain – le drapeau qui flottait sur Lviv, capitale d'une autre éphémère République populaire d'Ukraine dite « de l'Ouest », face aux troupes de la Pologne de Józef Piłsudski, nouvellement indépendante. Lors de la guerre soviéto-polonaise de 1920, selon les directives du leader ukrainien Symon Petlioura, ils secondent au contraire les forces polonaises contre l'Armée rouge. Ils sont néanmoins devenus un « lieu de mémoire » par le mouvement nationaliste qui s'était développé dans la diaspora galicienne hors des frontières de l'URSS. La réapparition du fantôme des fusiliers de la Sitch souligne un paradoxe, particulièrement actuel, de l'histoire du mouvement national en Ukraine : pour combattre l'« ennemi principal » à l'Est, il n'a eu de cesse de s'appuyer sur des protecteurs étrangers, qui poursuivaient, naturellement, leurs propres intérêts.

Éric Aunoble

(1) Petro Sodol, « Ukrainian Sich riflemen », Internet Encyclopedia of Ukraine.

EFFACER LE ROUGE

majorité des députés de la partie orientale du pays. La controverse entre historiens continue, mais les députés ont tranché (6). Les contestataires passent pour des *« négationnistes »*. Fin avril 2007, le chef de l'État dénonce à nouveau le *« régime communiste totalitaire »* à l'occasion d'une commémoration de l'opération de la Vistule, qui vit la Pologne, en 1947, expulser quelque cent cinquante mille Ukrainiens. Mais, à Varsovie, on accuse l'UPA d'extermination de Polonais en 1943.

Influente diaspora

Des dizaines de milliers de victimes d'exécutions soviétiques sont ensevelies dans la forêt de Bykivnia, non loin de Kiev. Le 20 mai 2007 s'y déroule un hommage aux *« victimes de la terreur communiste »* de 1937-1938, à l'initiative de l'association Mémorial de Kiev, qui a fondé un Institut de la mémoire nationale et un Musée de l'occupation soviétique. Très controversé et jugé *« insultant et provocateur »* par Moscou, ce dernier bénéficie, dès juin, de la protection des Jeunesses du parti présidentiel. En 2006, M. Iouchtchenko a déclaré : *« On devrait se souvenir de la tragédie de Bykivnia comme on se souvient d'Auschwitz, de Buchenwald et de Dachau. »* De là à tracer un signe d'égalité entre les répressions staliniennes et le judéocide… Si l'Occident, gêné, n'a guère réagi à cet amalgame, Israël s'est élevé contre deux dimensions de cette dérive : le parallèle entre l'Holodomor et la Shoah, mais aussi l'activisme antisémite qui entoure cette campagne – certains soulignent que le principal responsable de la collectivisation et donc de la famine en Ukraine, Lazare Kaganovitch, était juif…

On le sait : les confrontations politiques, ici, recoupent la diversité régionale et culturelle. Tout le monde rêve de

(6) 233 voix pour, 1 contre. Contestant le projet de loi et préférant le terme de « tragédie », le Parti des régions et les communistes n'ont pas pris part au vote.

(7) http://rightweb.irc-online.org

(8) Ces radios créées par la Central Intelligence Agency (CIA), émettant dans les langues des pays de l'Est, toujours en activité en ex-URSS, restent financées par le Congrès des États-Unis.

(9) *Gazeta po-Kievski*, 10 mai 2007.

libéralisation et d'Europe. Mais pour les uns, russophones et « métissés », le patriotisme ukrainien ne contredit pas l'appartenance au monde russe. Les autres préconisent une identité ethniciste et des liens renforcés avec la Pologne et les États-Unis. Et, à la mémoire antifasciste, trop associée à la Russie, ils préfèrent les liens noués avec l'OUN après 1945, pour les besoins de la guerre froide, notamment au sein de la World Anti-Communist League (WACL) (7) et de l'Anti-Bolshevik Bloc of Nations créé en 1943 en Ukraine occupée. Autant d'organisations qui ont « recyclé » nombre d'anciens nazis.

Dans la transmission du message ethnonational, la diaspora ukrainienne d'outre-Atlantique a joué un rôle moteur. De Galicie, fuyant parfois les « rouges » dès 1943-1944, ces émigrés ont gagné le Canada, les États-Unis et l'Australie. Membres de l'OUN, leurs enfants ont tenu le flambeau jusqu'à la chute de l'URSS, occasion de revenir prêcher la bonne parole au pays natal. Ces Ukrainiens de l'étranger ont rallié la cause du « monde libre », mais sans renier la tradition du « nationalisme intégral ». Influents hier au sein du complexe Radio Free Europe - Radio Liberty (8), aujourd'hui dans les médias et sur les sites Internet, les héritiers, soutenus par des fondations américaines et canadiennes, ont investi la sphère idéologique abandonnée par les anciens cadres soviétiques, reconvertis dans les affaires.

Une journaliste ukrainienne démocrate déplore cette nouvelle tendance à qualifier d'*« occupants »* ceux qui libérèrent le pays et à n'attribuer les mérites de la victoire qu'aux Américains et aux Britanniques. *« La mémoire fera place à de nouveaux clichés sur l'affrontement des deux systèmes totalitaires,* redoute Irina Tchoubatenko. *Mais les crimes d'un régime* [ne justifient pas] *l'autre. D'autant que, pour étendre son* Lebensraum [espace vital]*, il a tué, tué, tué. Mon grand-père a fait la guerre. Il a été prisonnier dans les camps allemands et soviétiques. Il a fait l'expérience des deux régimes et de leurs différences. Pour lui, la question ne se posait pas de savoir qui était l'ennemi* (9). »

Jean-Marie Chauvier

Par la bande

Makhno

Création originale d'Igor Baranko
pour Manière de voir

« *Je suis né en Union soviétique. Si vous me demandez si j'ai aimé ça – non, j'ai détesté. J'étais heureux quand elle s'est effondrée.* » On ne lui avait pas demandé.

Igor Baranko est en effet né à Kiev en 1970. Encore enfant, féru de dessin, il lit *Corto Maltese* d'Hugo Pratt dans les colonnes de *L'Humanité* après avoir découvert la bande dessinée avec les récits d'histoire polonaise de Grzegorz Rosinski, qui n'est pas encore le célèbre auteur de *Thorgal*. Sa vocation est alors décidée ; les deux dessinateurs resteront ses principales influences. Il fréquente plus tard les Beaux-Arts de sa ville natale, avant d'effectuer son service militaire, deux années qui ne nourriront pas chez lui un enthousiasme immodéré pour l'uniforme.

En 1999, il émigre aux États-Unis en même temps qu'un éditeur français y fonde une succursale. Le hasard fait bien les choses, et c'est chez Les Humanoïdes associés qu'Igor Baranko sort son premier album publié en France, *L'Empereur-Océan*, en 2003. Suivront une trilogie de la saga *Exterminateur 17*, commencée la même année ; une autre, *La Danse du temps,* débutée en 2005 ; *Maxym Osa,* chez Joker en 2008 ; et *Les Princesses égyptiennes*, à nouveau aux Humanoïdes associés, en 2010.

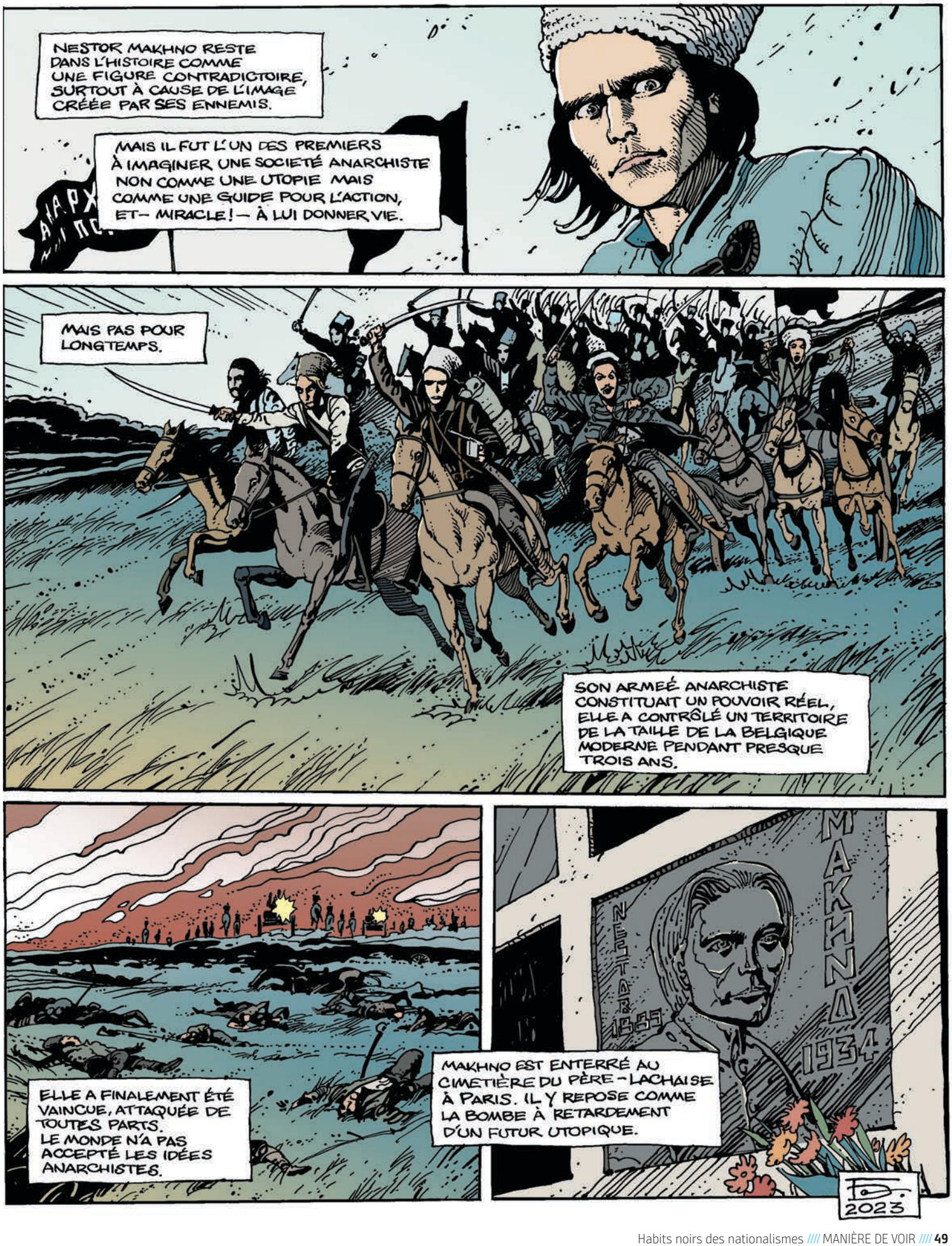
Baranko vit aujourd'hui en Thaïlande où il continue inlassablement à dessiner. Sa page Instagram est peuplée de déesses et de héros indiens. Il semblerait que se trame un projet-fleuve autour de la plus grande épopée indienne, le *Mahabharata*.

Pour *Le Monde diplomatique,* il a accepté de faire une incursion dans l'histoire de son pays d'origine, à travers la figure de Nestor Makhno. Mélange d'*ataman* et de paysan révolté, ce communiste libertaire fonda en 1918, dans le chaudron de la guerre civile, un embryon de société rurale anarchiste sur un territoire allant du Donbass à la mer Noire. Après avoir combattu les Allemands et les armées « blanches », il résiste au pouvoir centralisateur des bolcheviks qui mettent fin à cette expérience en 1921.

Guillaume Barou

MAKHNO

MESSIEURS LES CAPITALISTES, AVEC TOUT LE RESPECT DÛ À VOS BIENS, NOUS VOUS DEMANDONS DE LES PARTAGER AVEC LA RÉVOLUTION ANARCHISTE MONDIALE !
QUI ÉTAIENT CES GENS INCROYABLES ? ET POURQUOI ÉTAIENT-ILS AINSI ?
SEUL UN PARTI UNIQUE AU POUVOIR PEUT SOUTENIR LE NOUVEL ÉTAT DES TRAVAILLEURS ET DES PAYSANS !
NOUS NE SOUTENONS PAS L'ÉTAT, NOUS LE DÉTRUISONS, POURRITURE BOLCHEVIQUE !
NESTOR, EST-CE QUE NOUS AURONS UNE MONNAIE DANS NOTRE TERRITOIRE LIBRE ?
AVANT LA VICTOIRE FINALE DE L'ANARCHIE, OUI. ENSUITE NOUS LA SUPPRIMERONS. TAMPONNEZ JUSTE LES VIEUX BILLETS DE BANQUE DU TSAR.
HÉ, FEMME, NE SOIS PLUS AMÈRE, MAKHNO BAT MONNAIE DEPUIS HIER. CEUX QU'AURONT DES REMARQUES À FAIRE, MAKHNO LEUR BOTTERA LE DERRIÈRE !
AH AH AH !
EST-IL POSSIBLE D'OBTENIR LA VICTOIRE AVEC DE TELLES IDÉES ?
NOUS N'AVONS PAS BESOIN D'ÉTAT ! LES VILLAGES ET LES VILLES PEUVENT DÉTERMINER LEURS PROPRES LOIS, SUBVENIR À LEURS BESOINS, COOPÉRER AVEC LES AUTRES, ET ÉCHANGER LEURS BIENS AVEC LEURS VOISINS !
NOUS N'AVONS PAS BESOIN D'ARMÉE ! JE SUIS SÛR QUE TOUS LES HOMMES ET TOUTES LES FEMMES LIBRES SERONT PRÊTS À SE BATTRE POUR LEUR LIBERTÉ DANS UNE ARMÉE DE VOLONTAIRES !
CE N'EST PAS LE VRAI ANARCHISME. CE NE SONT QUE LES RÊVES ARCHAÏQUES DE LA PAYSANNERIE UKRAINIENNE !
ÉTAIT-IL PERDU DANS LE TEMPS OU EN AVANCE SUR CELUI-CI ?


NESTOR MAKHNO RESTE DANS L'HISTOIRE COMME UNE FIGURE CONTRADICTOIRE, SURTOUT À CAUSE DE L'IMAGE CRÉÉE PAR SES ENNEMIS.
MAIS IL FUT L'UN DES PREMIERS À IMAGINER UNE SOCIETÉ ANARCHISTE NON COMME UNE UTOPIE MAIS COMME UNE GUIDE POUR L'ACTION, ET– MIRACLE ! – À LUI DONNER VIE.
MAIS PAS POUR LONGTEMPS.
SON ARMEÉ ANARCHISTE CONSTITUAIT UN POUVOIR RÉEL, ELLE A CONTRÔLÉ UN TERRITOIRE DE LA TAILLE DE LA BELGIQUE MODERNE PENDANT PRESQUE TROIS ANS.
ELLE A FINALEMENT ÉTÉ VAINCUE, ATTAQUÉE DE TOUTES PARTS. LE MONDE N'A PAS ACCEPTÉ LES IDÉES ANARCHISTES.
MAKHNO EST ENTERRÉ AU CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE À PARIS. IL Y REPOSE COMME LA BOMBE À RETARDEMENT D'UN FUTUR UTOPIQUE.
NESTOR MAKHNO 1888
MAKHNO 1934
2023

SUR LES TRACES DE BANDERA

En Ukraine, comme dans les autres pays postcommunistes, l'histoire – et notamment celle de la seconde guerre mondiale – représente un enjeu majeur de la bataille d'idées. Car les forces nationalistes, qui y constituent un des piliers des nouveaux régimes, s'efforcent de minimiser, au nom de l'hostilité à l'Union soviétique, la politique de collaboration avec les Allemands, dont l'organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) fut un rouage essentiel.

PAR JEAN-MARIE CHAUVIER

Après la première guerre mondiale, l'Ukraine est partagée entre l'URSS (Centre et Est), la Pologne (Galicie et Volhynie), la Roumanie (Bucovine) et la Tchécoslovaquie (Ruthénie ou Ukraine subcarpathique). C'est en Galicie orientale, sous le régime polonais et contre lui, que se forment successivement l'Organisation militaire ukrainienne (UVo) en 1920, puis l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) en 1929. Leur fondateur, Yevhen Konovalets, compagnon de Symon Petlioura *(lire l'article de Jean-Jacques Marie, page 54)*, prend contact avec Adolf Hitler dès 1922. Et leur idéologue Dmitri Dontsov professe un *« nationalisme intégral »*. Il oppose le caractère *« européen »* de l'Ukraine à celui, *« asiatique »*, de la Russie.

Le stratège nazi Alfred Rosenberg – et avec lui, dès 1933, l'Abwher, le renseignement militaire – soutient l'OUN. Cet Allemand de la Baltique promet l'autonomie aux nationalistes baltes, ukrainiens, géorgiens, musulmans du Caucase, etc., afin de démanteler l'URSS et d'isoler la Russie. Mais l'alliance entre Berlin et l'OUN sera tumultueuse. Konovalets est tué en 1938 par un agent soviétique. Andriy Melnyk lui succède à la tête de l'OUN, avec le soutien d'Andrey Cheptytsky, métropolite de l'Église gréco-catholique (uniate), « leader spirituel » de la Galicie, passée en 1939 sous régime soviétique. Puis c'est le radical Stepan Bandera qui fait dissidence en 1940 : son OUN-b forme deux bataillons de la Wehrmacht, Nachtigall et Roland, pour prendre part à l'agression menée par l'Allemagne et ses alliés contre l'URSS, le 22 juin 1941. Immédiatement déferle une vague de pogroms.

Selon Berlin, les *« judéo-bolcheviques »* (communistes, commissaires de l'Armée rouge, Juifs) auraient été d'abord assassinés *« spontanément »* par les nationalistes et des populations locales. À Lwow (ville de Lviv actuelle), le 25 juillet, la chasse à l'homme est baptisée « journées Petlioura ». Il s'agirait d'une *« vengeance »* contre les exécutions de prisonniers par le NKVD, la police secrète de Staline, dont les Juifs sont réputés proches. En réalité, ces *« actions »* sont encadrées par les Einzatsgruppen, unités mobiles de tuerie de la SS et de la Wehrmacht, qui parachèvent la besogne.

Dès juillet-août, ces meurtres ciblés cèdent le pas, sur ordre de Berlin, à l'élimination massive et sans distinction des Juifs. Début 1942, six mois après l'entrée de la Wehrmacht en URSS, 900 000 Juifs y ont déjà été exterminés.

Le 30 juin 1941, l'OUN-b proclame un État ukrainien, dont le gouvernement est dirigé par Iaroslav Stetsko (1). *« Gloire à l'armée allemande et au Führer Adolf Hitler ! »*, dit une de ses proclamations (2). Berlin refuse ce nouvel État, Bandera et Stetsko sont internés. La politique de l'occupant contredit les rêves des indépendantistes ukrainiens, considérés par les nazis comme des *Untermenschen* (sous-hommes), à l'instar de tous les Slaves.

Sur plusieurs fronts

L'OUN-m de Melnyk collabore avec les administrations et les polices nazies et soutient la formation, en 1943, de la division SS Galicia (Halitchina), qui arbore le drapeau jaune et bleu orné de la croix gammée et, plus tard, du trident et du lion galicien. Mais Melnyk, installé à Berlin, poursuit des activités indépendantistes. Il est brièvement emprisonné en février 1944.

Quant à l'OUN-b, elle entre en rébellion. Roman Choukhevytch, ex-chef du bataillon Nachtigall et du Schutzmannschaftbataillon 201 (Polizei), prend la tête, fin 1942, de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA). Celle-ci se battra sur plusieurs fronts, principalement contre les Soviétiques jusqu'au début des années 1950 (après 1945 sous une forme sporadique avec le soutien des services occidentaux) (3), contre les Polonais jusqu'en 1947 et contre les Allemands.

Pendant ce temps, l'Armée rouge mène sur les fronts ukrainiens, en 1943-1944, des combats décisifs pour la défaite de l'Allemagne. Des millions de soldats soviétiques ukrainiens et, en Ukraine, au moins 200 000 partisans ont pris part à cette guerre de libération, qui, avec le concours des Alliés occidentaux, mettra fin à l'aventure nazie. Et au génocide. ■

(1) Son épouse Slava Stetsko, présidente de l'Anti-Bolshevik Bloc of Nations en 1986, puis du Congrès des nationalistes ukrainiens (KUN) en 1992, a fini sa vie comme… députée du Bloc Notre Ukraine.

(2) http://galiciadivision.com/lib/sirski/d2.html (en cyrillique)

(3) Après la guerre, dans plusieurs régions d'Ukraine occidentale, l'UPA poursuit des opérations de guérilla, des attentats et des sabotages visant les fermes collectives (kolkhozes), les autres institutions et les représentants du pouvoir soviétique. Le NKVD n'en viendra à bout que vers 1950.

IDÉOLOGUES POUR UN EMPIRE

L'invasion de l'Ukraine signe la victoire d'un courant de pensée prônant, depuis la chute de l'Union soviétique, la restauration de la puissance militaire russe, alliée aux valeurs spirituelles de l'empire tsariste. Source d'inspiration d'un segment d'abord étroit de l'élite du pays, cette idéologie s'est installée progressivement jusqu'au sommet de l'État, avant de contribuer au mouvement de bascule dans la guerre.

PAR JULIETTE FAURE *

Sasha Zaitseva /////
« Red Venok »
(Couronne rouge),
de la série « Venoks »
(Couronnes).
Foulard russe, baies
d'obier artificielles,
broches à la gloire de
Lénine, bonbons russes,
fleurs artificielles, œufs
peints, petits soldats
soviétiques, signes
« likes », anges
en céramique, perles en
plastique, emballage
papier pour bonbons.

Le 26 février 2022, le jour de ses 84 ans, l'écrivain russe Alexandre Prokhanov donnait une interview en direct du cockpit d'un avion d'attaque survolant l'Ukraine. Sous ses yeux, son rêve de reconstituer l'empire soviétique prenait forme dans la violence : *« Je survole la terre noire ukrainienne que les chars russes traversent, corrigeant la blessure monstrueuse commise contre l'histoire russe en 1991. (...) Aujourd'hui, nous nous marions à nouveau avec l'Ukraine* (1). »

Prokhanov est l'un des chefs de file des « nationaux-patriotes ». Ce courant de pensée se forme, dès la perestroïka (1985-1991), en opposition aux « occidentalistes » *(zapadniki)* et aux « libéraux-démocrates ». Il rassemble alors des intellectuels nostalgiques de la Russie impériale traditionnelle et l'establishment politico-militaire soviétique opposé à la libéralisation du pays emmenée par le dernier dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev. Tout au long des années 1990, le journal fondé par Prokhanov, *Zavtra* (« Demain »), devient le point de ralliement de l'opposition au président russe Boris Eltsine. Parmi les chroniqueurs réguliers, on compte des partisans de Joseph Staline, des nationalistes, des prêtres orthodoxes monarchistes ou encore des musulmans traditionalistes. Le penseur eurasien Alexandre Douguine (2), prônant la spécificité civilisationnelle de la Russie séparée de l'Occident, l'écrivain national-bolchevique Édouard Limonov ou encore le leader du Parti communiste Guennadi Ziouganov s'y côtoient. Ce mélange éclectique se noue autour d'une critique virulente de la démocratie postsoviétique, de la libéralisation de l'économie, du pouvoir des oligarques, de l'occidentalisation de la société et de l'hégémonie américaine sur l'ordre international. « Eltsine a tué 2 200 000 Russes », titre *Zavtra* en 1995, accusant la politique économique du président de perpétrer un « *génocide* ».

Les nationaux-patriotes partagent une aspiration commune : la reconstitution d'un État fort qui ferait la synthèse des périodes de l'histoire russe en alliant les valeurs traditionnelles et spirituelles de l'empire tsariste avec la puissance militaire et technologique de l'Union soviétique (3). Bien que ce groupe demeure dans l'opposition, une partie de ses idées est récupérée par le pouvoir lors du déclenchement de la guerre de Tchétchénie, en 1994.

En politique, l'arrivée de M. Vladimir Poutine à la présidence en 2000 entérine un tournant conservateur. Ce dernier entend

* Docteure en science politique, chercheuse associée au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Sciences Po Paris – Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

(1) *Komsomolskaïa Pravda*, Moscou, 26 février 2022.

(2) Lire Jean-Marie Chauvier, « Eurasie, le "choc des civilisations" version russe », *Le Monde diplomatique*, mai 2014.

(3) Lire « Le cosmisme, une vieille idée russe pour le XXIe siècle », *Le Monde diplomatique*, décembre 2018.

renforcer la centralisation de l'État et restaurer la *« verticale du pouvoir »*. À partir de 2004, le Kremlin contre-attaque sur le plan idéologique face aux « révolutions colorées » pro-occidentales dans l'espace postsoviétique. M. Vladislav Sourkov, le chef adjoint de l'administration présidentielle et l'idéologue en chef du parti au pouvoir, Russie unie, théorise, en 2006, le concept de « démocratie souveraine » pour justifier le caractère autoritaire de l'État. Douguine et Prokhanov sont conviés par le parti à donner des conférences aux mouvements de jeunesse progouvernementaux Nachi (« Les nôtres ») et Molodaïa Gvardia (« La jeune garde »). Leurs carrières décollent. Douguine est nommé professeur de philosophie à l'université de Moscou en 2006. Prokhanov devient l'invité fréquent des émissions de débat présentées par le fameux journaliste proche du pouvoir Vladimir Soloviev, sur la chaîne NTV (4).

En mai 2012, après les manifestations de masse contre la fraude électorale, M. Poutine reprend la place de président qu'il avait laissée, le temps d'un mandat, à M. Dmitri Medvedev. Parmi les élites dirigeantes, les *siloviki,* issus des services de sécurité et de l'armée, prennent le dessus sur les élites technocratiques (5). Cette conjoncture profite aux conservateurs, qui retrouvent leur rôle de pourvoyeurs de soutien idéologique au système autoritaire. La même année, Prokhanov fonde le Club d'Izborsk. À l'image de la forteresse médiévale de ce village proche de l'Estonie, le club se veut *« une puissante coalition politique et idéologique d'hommes d'État patriotes, un front impérial qui s'oppose aux manipulations menées par les centres d'influence étrangers* (6) *»*.

L'armée russe reconnaît le rôle considérable du Club d'Izborsk en baptisant de son nom un bombardier porteur de missiles stratégiques

L'influence du Club d'Izborsk culmine au moment de la crise ukrainienne, en 2014. Le Kremlin partage les interprétations de la révolution proeuropéenne de Maïdan de ses membres : une opération téléguidée par l'Occident pour contrecarrer l'intégration eurasiatique (7). M. Poutine leur donne également gain de cause lorsqu'il justifie l'annexion de la Crimée, lieu de conversion du prince Vladimir et de la Russie kiévienne à l'orthodoxie en 988, au nom de *« son importance civilisationnelle et même sacrale inestimable pour la Russie* (8) *»*. En juillet 2014, M. Dmitri Polonski, ministre de la politique intérieure, de l'information et des communications de la nouvelle république de Crimée, salue la contribution de Prokhanov : *« Nous pensons que votre opinion a joué un rôle important dans les événements du printemps de Crimée* (9). *»* L'armée russe reconnaît également le rôle considérable du club en baptisant un bombardier porteur de missiles stratégiques du nom d'Izborsk et en le décorant de son logo.

Plaidoyer pour la guerre totale

Cependant, face à l'insurrection séparatiste qui éclate à l'est de l'Ukraine, dans le Donbass, le régime russe s'écarte officiellement de la ligne du Club d'Izborsk, jugée trop radicale dans son soutien aux groupes insurgés. Exposé aux coûts des sanctions occidentales, le Kremlin refuse de reconnaître les référendums proclamant l'indépendance des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. À l'inverse, l'organisation contribue activement à la promotion du concept de *Novorossia* (« la Nouvelle Russie ») pour désigner le Donbass et justifier son intégration à la Russie. Le club est particulièrement proche des figures fondatrices de la « République populaire de Donetsk » – le gouverneur Pavel Goubarev, le premier ministre Alexandre Borodaï et le ministre de la défense Igor Strelkov, qui sont tous d'anciens contributeurs de *Zavtra,* le journal de Prokhanov. Durant l'été 2014, le club leur fournit conseils politiques et soutien organisationnel, et contribue à l'élaboration d'un projet de Constitution. Le 5 septembre, le Kremlin orchestre le remplacement des gouvernements insurgés par de nouvelles élites qui acceptent de signer, avec la Russie et l'Ukraine, le protocole de Minsk, prévoyant la réintégration du Donbass dans l'Ukraine avec un « statut spécial d'autonomie locale ».

(4) Lire Christophe Trontin, « En Russie, une passion pour les talk-shows », *Le Monde diplomatique,* août 2021.

(5) Richard Sakwa, *Putin Redux : Power and Contradiction in Contemporary Russia,* Routledge, Londres, 2014.

(6) Site du club : izborsk-club.ru

(7) Allocution présidentielle, 18 mars 2014.

(8) Allocution présidentielle devant l'Assemblée fédérale, 4 décembre 2014.

(9) *Journal du Club d'Izborsk,* n° 7 (19), Moscou, 2014.

(10) Alexandre Nagornii, « La recette stalinienne » (en russe), site du Club d'Izborsk, 25 juin 2014.

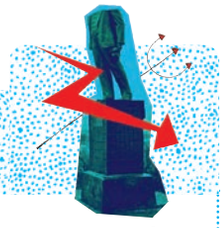
Mis sur la touche, le Club d'Izborsk déplore ce recours à la voie diplomatique. Il plaide à la place pour une « opération militaire totale » reposant sur l'intervention d'une « armée de libération » composée de volontaires issus de sociétés militaires privées et soutenue par des frappes de missiles contre des cibles stratégiques (10).

Si ces idées ne sont pas alors reprises officiellement, elles sont soutenues et financées par le pouvoir. En effet, en 2015, le Club d'Izborsk reçoit un financement de 10 millions de roubles (environ 150 000 euros, à l'époque) de l'administration présidentielle pour élaborer sa « Doctrine du monde russe ». Publiée en 2016, elle préconise la *« formation de sphères d'intérêts de la Russie »* pour concurrencer l'Occident dans les Balkans et la mer Noire. On retrouve dans ce texte l'argument selon lequel les Russes d'Ukraine seraient victimes de la *« russophobie »* du gouvernement ukrainien tombé sous l'*« influence de néonazis »*. Plutôt que d'adhérer entièrement à un seul système idéologique, le régime autoritaire de M. Poutine repose alors encore sur le maintien d'une certaine flexibilité des choix politiques. Le changement de direction de l'administration présidentielle survenu après les élections législatives de septembre 2016 redonne du poids aux libéraux-démocrates.

Régiment hautement répressif

À la suite de l'empoisonnement et de l'arrestation de l'opposant Alexeï Navalny à la fin de l'année 2020, les discours de M. Poutine laissent libre cours à une idéologie d'État de plus en plus ferme. Son article de juillet 2021 sur l'*« unité historique des Russes et des Ukrainiens »* reprend les thèses du Club d'Izborsk présentant l'Ukraine comme *« produit de l'ère soviétique »*, gouvernée par des élites *« complaisantes envers les néonazis »* et élevant la russophobie au rang de *« politique d'État »*. Huit mois plus tard, le déclenchement de la guerre signe l'évolution du système politique russe. L'autoritarisme hybride, alliant des factions idéologiques plurielles, a laissé place à un régime hautement répressif imposant une culture d'État impérialiste et belliciste. Premier fidèle du Club d'Izborsk, l'ancien ministre de la culture Vladimir Medinski est envoyé à la tête de la délégation russe chargée des négociations avec l'Ukraine.

Juliette Faure



Leninopad

Les années qui suivent la « révolution » du Maïdan connaissent un nouveau durcissement de la politique mémorielle. En 2015, un train de lois vise à effacer les références à l'histoire communiste, encore prégnantes dans l'est du pays.

En mai 2015, la Rada, le Parlement ukrainien, a voté quatre lois mémorielles. L'une criminalise la promotion des *« idéologies totalitaires communiste et nazie »* ; la seconde ordonne le démantèlement de statues et le changement de nom de localités en lien avec le passé soviétique ; la troisième organise l'ouverture intégrale des archives soviétiques ; et la quatrième valorise la mémoire des *« combattants de l'indépendance nationale ukrainienne au XXe siècle »*.

Lancée par le gouvernement issu de la « révolution de la dignité » de 2014, cette réécriture de l'histoire s'appuie sur le récit national d'abord élaboré dans l'ouest du pays depuis 1991, puis popularisé sous la présidence de M. Viktor Iouchtchenko, entre 2005 et 2010. Les experts juridiques de la commission de Venise (Conseil de l'Europe) ont déploré, en décembre 2015, une législation *« à demi achevée »*, qui introduit des sanctions pénales excessives.

Pour Volodymyr Vyatrovitch, directeur de l'Institut ukrainien de la mémoire de 2014 à 2019 (il est aujourd'hui député) et grand promoteur des lois mémorielles, il semble que la fin justifie les moyens. *« Le plus important, c'est de faire disparaître les traces de l'occupation soviétique,* assenait-il alors avec conviction depuis son bureau de Kiev. *Il faut une action radicale. L'héritage soviétique ne va pas disparaître de lui-même. Si l'on ne fait rien pour effacer ses traces, il va reprendre de la vigueur. »*

À partir de décembre 2013, les statues de Lénine sont tombées les unes après les autres dans un vaste mouvement appelé « Leninopad » (littéralement « chute de Lénine »). Dans un discours du 15 mai 2016, l'ancien président Petro Porochenko se félicitait qu'environ mille monuments à la gloire de l'ancien chef des bolcheviks aient été retirés de l'espace public, et que sept cents localités aient changé de nom. En mai 2016, Dnipropetrovsk, ville d'un million d'habitants de l'est du pays, a ainsi été rebaptisée Dnipro, afin d'éliminer toute référence au communiste ukrainien Grigori Petrovski (1878-1958), jugé responsable de la grande terreur des années 1930.

Pourtant, cette rage iconoclaste a bien peu de chances de contribuer à réconcilier le pays avec sa propre histoire. *« Lénine est devenu une sorte de divinité nébuleuse incarnant le mal, symbolisant le pouvoir de l'autre, de l'étranger »,* observe la chercheuse Myroslava Hartmond, du département de science politique de l'université d'Oxford. De fait, plus personne ne semble trouver nécessaire, au sein du gouvernement de Kiev, de considérer la période communiste (qui dura soixante-quatorze ans) comme une page de l'histoire nationale.

« Nos monuments ne sont pas protégés, l'héritage artistique de toute une période est en train de disparaître, regrette l'artiste ukrainien Leonid Marouchak. *Dans certaines villes de l'est de l'Ukraine construites dans les années 1920-1930, comme Sievierodonetsk ou Lyssytchansk, il n'y a pas d'autre histoire que celle de l'URSS. En détruisant cette mémoire, c'est le sentiment d'identité de la population locale que l'on remet en question. »*

Laurent Geslin et Sébastien Gobert
Journalistes.

Les pogroms d'un « héros »

En 1917, l'empire tsariste s'effondre et plonge dans la guerre civile. Armes à la main, les nationalistes ukrainiens, menés par Symon Petlioura, entendent arracher un État indépendant. Ils combattent les troupes blanches, fidèles au tsar, tout comme les bolcheviks. Au passage, ils massacreront les Juifs, assimilés aux seconds, au nom d'une idéologie délirante : le judéo-bolchevisme.

Le 21 janvier 2019, à Kiev, le vice-premier ministre et le ministre de la culture ont inauguré, devant le n° 2-4 de la rue qui porte son nom, un bas-relief représentant Symon Petlioura, commandant en chef, en 1918-1920, des troupes nationalistes ukrainiennes. Considéré par les autorités comme un héros national, Petlioura, déjà honoré par une statue inaugurée en octobre 2017 à Vinnytsia, au sud-ouest de Kiev, porte pourtant la responsabilité de pogroms dans lesquels périrent des dizaines de milliers de Juifs.

Ces massacres ont eu lieu au cours de la guerre civile qui opposa principalement les bolcheviks aux armées « blanches » (contre-révolutionnaires) sur les terres de l'ancien empire tsariste. Aux yeux de ses ennemis, la révolution bolchevique était un complot juif ; par extension, derrière tout Juif se dissimulait un communiste. Au total, quelque 1 500 pogroms dévastèrent la Russie, la Biélorussie et surtout l'Ukraine (1), où ce stéréotype exprimait toute sa puissance dévastatrice, alors que la dislocation de l'empire russe avivait les aspirations à l'indépendance. Outre l'Armée des volontaires du général Anton Denikine et l'Armée rouge, les combats impliquèrent les troupes nationalistes de Petlioura et, dès mars-avril 1919, des bandes armées paysannes insurgées dites « vertes ».

Ces affrontements débridèrent un antisémitisme séculaire. Au milieu des tirs croisés, les pogroms firent en Ukraine cent mille morts et autant de blessés. Ils saccagèrent les demeures d'un demi-million de personnes, transformées en mendiants et en vagabonds. La majorité d'entre eux ressemblèrent à celui qui, les 15 et 16 février 1919, ravagea la bourgade de Proskourov (aujourd'hui Khmelnytskyï). Selon le responsable du département d'aide aux victimes des pogroms de la Croix-Rouge russe en Ukraine, les soldats d'une unité de l'armée nationaliste de Petlioura *« forçaient les portes des maisons, sortaient leur sabre et commençaient à tuer tous les Juifs qui leur tombaient sous la main, sans distinction d'âge ou de sexe. Ils tuaient les vieillards, les hommes, les femmes et les enfants.* (...) *Ceux qui étaient dans les caves étaient tués à la grenade* (2) ». La veille, rapporte le journaliste Albert Londres, leur chef avait menacé les habitants par voie d'affichage : *« J'engage la population à cesser ses manifestations anarchiques. J'attire là-dessus l'attention des youpins* (3). »

Bientôt, les pogroms gagnent Kiev. Après la prise de pouvoir par les bolcheviks, en janvier 1918, la capitale ukrainienne change encore treize fois de mains. Le 29 août 1919, les troupes de Petlioura, à peine entrées dans la ville, massacrent plusieurs centaines de Juifs dont les cadavres s'entassent sur le pavé des rues et dans les escaliers des maisons. L'Armée des volontaires prend le relais le lendemain. Dans les trains qui filent vers Kiev, les Cent-Noirs, des ultramonarchistes qui flanquent les troupes de Denikine, forcent les voyageurs à réciter un Pater noster ou un Credo. Les Juifs, qui ne connaissent pas ces prières, sont ainsi débusqués, torturés et jetés sur la voie. Des centaines de corps inertes jonchent le côté des rails.

Alors que les officiers « blancs » félicitent les assassins en distribuant des primes, l'encadrement de l'Armée rouge les punit

Cependant, aucune des forces armées en présence n'est épargnée par le fléau antisémite : 39,9 % des pogroms ont été commis par les troupes de Petlioura, 31,7 % par les armées vertes des divers chefs de bande ukrainiens, 17,2 % par les troupes de Denikine, 2,6 % par l'armée polonaise, et 8,6 % par des unités de l'Armée rouge (4).

Comment se comportent les hiérarchies militaires face aux tueries ? De façons très diverses selon les camps. Alors que les officiers « blancs » félicitent les

(1) Lidia Miliakova (sous la dir. de) et Nicolas Werth (édition française), *Le Livre des pogroms. Antichambre d'un génocide. Ukraine, Russie, Biélorussie, 1917-1922*, Calmann-Lévy - Mémorial de la Shoah, Paris, 2010.

(2) *Ibid.*

(3) Albert Londres, *Grands Reportages à l'étranger*, Arthaud, Paris, 2017.

(4) Lidia Miliakova et Nicolas Werth, *Le Livre des pogroms*, *op. cit.*

* Historien.

Oleksandr Suprun ///// « Railway » (Chemin de fer), 1988

© Courtesy Galerie Alexandra de Viveiros

assassins – les soldats touchent une prime pour chaque Juif égorgé –, l'encadrement de l'Armée rouge les punit. Ainsi, Léon Trotski fait fusiller quelques dizaines de Cosaques pogromistes. En 1920, Félix Dzerjinski envoie en prison pour trois mois vingt-quatre soldats de l'Armée rouge qui préparaient un pogrom à Vladimir. Dès le 27 juillet 1918, Lénine signe un décret *« mettant hors la loi les pogromistes et tous ceux qui fomentent des pogroms »* et *« ordonnant à tous les soviets provinciaux de prendre les mesures les plus rigoureuses pour déraciner le mouvement antisémite et pogromiste »* (5).

Dans la propagande des « blancs » et des nationalistes ukrainiens, les mots « bolchevik » et « Juif » sont synonymes, comme les mots « révolutionnaire » et « Juif » en 1905. Cette assimilation devient une rengaine meurtrière. L'ataman Kozyr Szyrka déclare au rabbin venu le supplier d'épargner ses fidèles : *« Je sais que tu es bolchevique, que tous les tiens le sont, comme tous les youpins ! Sache que je vais tous vous exterminer. »* Ses soldats hurlent en massacrant leurs victimes : *« Tuez tous les youpins, ce sont tous des bolcheviks. »* L'*ataman* cosaque Palienko l'assure lui aussi : *« Tous les youpins sont des bolcheviks »*(6).

Face à l'émotion suscitée en Europe et aux États-Unis, les pogromistes tentent de camoufler leurs actes. Petlioura déclare que ce sont les bolcheviks qui *« ont fusillé et continuent à fusiller* (...) *la population juive* (7) *»*, puis prétend : *« Je ne sais rien de pogroms, de pillages et meurtres de masse de la population juive pacifique, et je n'admets même pas que cela ait pu avoir lieu* (8). »

Le 25 mai 1926, pour venger les victimes des pogroms, l'activiste anarchiste Samuel Schwartzbard abattra à Paris celui que l'ambassadeur russe à Paris – fidèle au parti des « blancs » –, Vassili Maklakov, appelle lui-même *« le pogromiste Petlioura »*. Lors du procès du meurtrier, le général français Henry Freydenberg déclare : *« Petlioura a toujours agi comme un ami de la France et a fait tous les efforts possibles pour collaborer de la façon la plus amicale avec le corps d'occupation français* (9). » ■

(5) *Izvestia*, Moscou, 27 juillet 1918. *Cf. L'Antisémitisme en Russie. De Catherine II à Poutine*, Tallandier,

(6) Cité dans Lidia Miliakova et Nicolas Werth, *Le Livre des pogroms*, *op. cit.*

(7) *Ibid.*

(8) Symon Petlioura, « Le commandant en chef prisonnier d'espoirs chimériques » (en russe), *Letny Sad*, Moscou-Saint-Pétersbourg, 2008.

(9) Alain Desroches, *Le Problème ukrainien et Symon Petlura. Le feu et la cendre*, Nouvelles Éditions latines, Paris, 1962.

PRÉCIS D'HISTOIRE VUE DU KREMLIN

Au fil des années, le président russe a accordé une place croissante à l'histoire dans ses discours. L'annonce télévisée de l'« opération militaire spéciale » contre Kiev a porté cet exercice à son paroxysme : elle prit la forme d'une leçon-fleuve, revisitant une thèse forgée au XIXe siècle, selon laquelle les Ukrainiens et les Russes constituent les déclinaisons d'un même peuple.

PAR ÉRIC AUNOBLE *

En juillet 2021, le président russe a livré sa vision de l'histoire dans un texte de vingt-cinq pages (1). *« Je ne peux qu'envier le président d'une si grande puissance qui peut consacrer autant de temps à un travail aussi détaillé* (2)*»,* a commenté son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky. M. Vladimir Poutine présente les *« points-clés »* d'une histoire de *« plus de mille ans »,* articulant à sa façon des événements connus.

Son récit est simple et linéaire. *« Les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses sont les héritiers »* de l'État kiévien médiéval allant *« du lac Ladoga »,* près de la Finlande, *« jusqu'à Kiev et Tchernigov ».* Ils étaient unis *« par la même langue »* et *« par la foi orthodoxe ».* Cette unité a été brisée par l'invasion mongole qui a ruiné Kiev et rejeté les Ukrainiens vers l'ouest. *« Les mœurs polonaises et romaines étaient imposées »* et *« une partie du clergé orthodoxe russe occidental s'est soumise à l'autorité du pape »,* créant l'Église gréco-catholique uniate, aujourd'hui majoritaire dans la région de Lviv.

Le Kremlin établit une continuité, du chef cosaque félon aux nationalistes du XXe siècle

Entre le *« centre de réunification »* qu'est pour lui Moscou et l'influence occidentale, la lutte se poursuit au long des siècles. Le chef cosaque Bohdan Khmelnytskyï conclut avec la Moscovie le traité de Pereïaslav en 1654 pour lutter contre le joug polonais *(lire l'article de Andreas Kappeler, page 16).* Par conséquent, les Cosaques *« se réunirent avec la partie principale du peuple orthodoxe russe »* et *« la rive gauche du Dniepr* (...) *reçut le nom de Petite Russie »,* écrit M. Poutine. Au siècle suivant, l'hetman Mazepa prit au contraire le parti des Suédois contre le tsar, mais *« seule une petite partie des Cosaques soutint la révolte ».*

Le président russe synthétise en fait la pensée d'historiens russes de la fin du XIXe siècle, tels Sergueï Soloviov (1820-1879) ou Vassili Klioutchevski (1841-1911). Il en prolonge le propos en établissant une continuité du chef cosaque félon aux nationalistes du XXe siècle : *« [Ivan] Mazepa, qui a trahi tout le monde,* (...) *[Stepan] Bandera, qui a collaboré avec les nazis ».* En 2014, dans la même logique, *« les pays occidentaux* (...) *ont soutenu le coup d'État réalisé par des groupes nationalistes radicaux »,* donnant à l'Ukraine *« une orientation constante vers la séparation avec la Russie ».*

Flou conceptuel

En reprenant le discours impérial russe, la dissertation de M. Poutine utilise deux procédés efficaces, mais contraires à toute méthode historique. D'une part, au lieu de mettre le passé en contexte dans son historicité, il offre toujours une lecture rétrospective des faits. Moscou est présentée comme l'héritière de Kiev, comme si les princes du Xe siècle avaient pu désigner leurs légataires. Sous sa plume, l'État polono-lituanien du XVIe siècle préfigure l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) pour détacher les Ukrainiens de Moscou ; le chef cosaque d'une zone disputée par plusieurs puissances devient l'archétype d'un leader fascisant.

D'autre part, M. Poutine entretient un flou conceptuel entre deux mots qu'on traduit par « russe » en français : *rousski,* l'adjectif qui désigne une certaine communauté linguistique et culturelle issue de la Rous, et *rossiïski,* qui se rattache à l'État, proclamé sous forme d'empire à Saint-Pétersbourg en 1721. Cela lui permet de poser le « monde russe » *(rousski mir)* en entité politique, alors que les deux notions sont découplées. Ainsi, l'Ukrainien Andreï Kourkov est un écrivain de langue russe *(rousski)* qui dénonce inlassablement la politique du chef de l'État russe *(rossiïski)* (3). Le récit poutinien est hanté par la peur du « morcellement » qui menace l'unité politique et spirituelle de l'État. C'est pourquoi il reproche à *« la politique nationale soviétique [d'avoir] pérennisé au niveau de l'État trois peuples slaves distincts (russe, ukrainien et biélo-*

Alena Grom ///// De la série « O Sport, You Are Peace ! », Trokhizbenka, région de Lougansk, 2017. L'artiste revisite ici des affiches de propagande soviétique consacrées à la promotion du sport. Slogan inscrit sur l'affiche : « Vive l'amitié indestructible, pour de nouveaux records sportifs ! »

* Historien, enseignant à l'université de Genève, a codirigé *Histoire partagée, mémoires divisées : Ukraine, Russie, Pologne,* Antipodes, Lausanne, 2021.

russe) au lieu d'une grande nation russe, un peuple trinitaire composé de Grands Russes, de Petits Russes et de Biélorusses ».

Pour M. Poutine, Lénine créa l'Ukraine

Dans son discours du 21 février 2022 (4), moins de trois jours avant d'attaquer l'Ukraine, il affirme, non sans raison, que la Constitution soviétique inspirée par Lénine a facilité l'indépendance du pays : elle prévoyait le droit à la séparation des républiques formant l'URSS et fut formellement appliquée en 1991 (5). Le dirigeant russe rappelle aussi ce que l'historien Moshe Lewin appelait le « *dernier combat de Lénine* (6) », mené contre Joseph Staline à propos de l'architecture institutionnelle de l'Union des républiques socialistes soviétiques. Quand le premier imposa l'égalité juridique des républiques nationales, le second voulait un système centralisé seulement agrémenté d'autonomies régionales.

Mais ce que l'historien mettait au crédit de Lénine lui est au contraire imputé à charge par M. Poutine. « *L'Ukraine de Lénine* », c'est « *l'Ukraine moderne* (...) *entièrement créée par la Russie, ou plus précisément par la Russie bolchevique et communiste* ». Les commentateurs, ukrainiens notamment, se sont récriés : on ne peut pas faire de Lénine le père de la nation ukrainienne ! Or, c'est bien la transformation par Lénine d'une simple « *unité administrative* » en « *entité étatique nationale* », la république socialiste soviétique d'Ukraine, qui a posé les bases d'un État ukrainien indépendant viable, tant il résiste aux crises depuis trente ans (7). En affirmant vouloir « *montrer ce que signifie pour l'Ukraine une véritable "décommunisation"* », le dirigeant russe menace explicitement l'existence même de l'État ukrainien.

En incriminant les bolcheviks, et particulièrement les « *fantaisies odieuses, utopiques et dévastatrices* » de Lénine, M. Poutine oublie que l'empire craquait de toute part en 1917. L'État russe, construit par les tsars, était incapable de soutenir l'effort de guerre. Les revendications nationales s'élevaient, non seulement en Ukraine mais aussi en Finlande, au Caucase et en Asie centrale. Surtout s'exprimait la contestation sociale, portée par les travailleurs subissant la crise économique et par les soldats, qui ne voulaient plus mourir pour la « grande Russie ». Féru d'histoire, M. Poutine a pris le risque d'en ignorer certains aspects au moment d'envahir l'Ukraine. ■

(1) « De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », traduction française disponible sur le site de l'ambassade de la Fédération de Russie en France, 16 juillet 2021.

(2) « Zelensky a commenté l'article de Poutine » (en russe), *Ukrainskaïa Pravda*, 13 juillet 2021.

(3) Andreï Kourkov, « Nous, intellectuels ukrainiens, sommes unis », *Le Monde*, 4 mars 2022.

(4) « Intervention du président de la Fédération de Russie », site de l'ambassade, 22 février 2022.

(5) Roman Szporluk, « Lenin, "Great Russia" and Ukraine », *Harvard Ukrainian Studies*, vol. XXVIII, n° 1-4, Cambridge, 2006.

(6) Moshe Lewin, *Le Dernier Combat de Lénine*, Éditions de Minuit, Paris, 1967.

(7) Mikhaïl Minakov, « Un siècle de système politique ukrainien » (en russe), *Neprikosnovennyï Zapas*, n° 129, 2020.

Alena Grom ///// De la série « The Banality of Evil » (La banalité du Mal), Boutcha, printemps 2022

4 Du sécessionnisme à la guerre

Dans les années 1990, l'État ukrainien postsoviétique s'apparente à un patchwork aux coutures fragiles. La Crimée constitue la principale région tentée par le sécessionnisme. Si la guerre est alors évitée, celle-ci finit par éclater en 2014 quand la « révolution » du Maïdan à Kiev provoque des réactions hostiles dans la péninsule et au Donbass. Inscrite dans cette séquence, l'invasion russe fait dégénérer la situation en conflit armé interétatique.

LA QUESTION TATARE

Par sa situation géographique et son histoire, la Crimée forme un terrain favorable aux mouvements autonomistes, voire au séparatisme. Les Tatars en constituaient un puissant ferment jusqu'à leur déportation massive par les autorités soviétiques en 1944. Depuis l'indépendance de l'Ukraine, en 1991, cette minorité a pris le parti du pouvoir central et le sécessionnisme a changé de camp, en devenant russe.

PAR ALEXANDRE BILLETTE *

Le 20 mai 1944, deux jours seulement après le début du « programme » de déportation du peuple tatar, le NKVD (1) conclut avec satisfaction – et une précision toute chirurgicale : 183 155 Tatars de Crimée sont en route vers l'Asie centrale, expulsés pour trahison au profit de l'ennemi allemand.

Selon les chiffres officiels du NKVD, 22 % des déportés périront en cours de route, de maladie, de déshydratation ou de sous-alimentation. D'après les données d'associations tatares, il s'agirait plutôt de 46 %, soit plus de 80 000 personnes…

La plupart des convois ont pour destination finale l'Ouzbékistan ou le Kazakhstan. Arrivés sur leur lieu de résidence forcée, les « colons économiques spéciaux », selon l'expression officielle, doivent s'installer dans des « zones de peuplement spéciales », desquelles il est interdit de s'éloigner sous peine de vingt ans de prison. Tandis que les survivants tatars du long voyage sont ainsi implantés de force, les autorités soviétiques procèdent aux dernières étapes de la « détatarisation » de la Crimée. Les noms de village sont russifiés, les cimetières pillés et les mosquées pour la plupart détruites. Le 26 novembre 1948, un décret confirme la déportation *« permanente »* des Tatars de Crimée.

Éloigner des populations dont la proximité ethnique et géographique avec les Turcs pouvait contrecarrer les ambitions militaires de Staline

Au-delà de l'accusation officielle d'antisoviétisme et de collaboration avec l'ennemi allemand (2), cette déportation de masse avait-elle un objectif stratégique ? Selon certains (3), Moscou souhaitait éloigner du bassin de la mer Noire et du Caucase des populations dont la proximité ethnique et géographique avec les Turcs pouvait contrecarrer les ambitions militaires de Staline, qui n'excluait pas à terme un conflit avec Ankara pour le contrôle du détroit des Dardanelles. Mieux valait donc écarter de la querelle à venir des peuples dont la fidélité au régime était jugée peu sûre, et que leur collaboration – supposée – avec les nazis permettait de stigmatiser facilement.

Dans le cas des Tatars de Crimée, le poids de l'histoire aura également joué un rôle. Depuis les grandes invasions de la Horde d'Or, le Tatar représente traditionnellement, aux yeux des Russes, « l'Asiatique », fier guerrier aux campagnes militaires dévastatrices. Certains des clans qui constituaient la Horde ont poursuivi leur route jusqu'en Crimée, arrivant par le versant septentrional de la péninsule. Lorsque la Horde éclatera, au XV^e^ siècle, le clan des « Criméens », porté par Haci Giray, se transformera en khanat (4) souverain en 1430, puis passera sous influence ottomane en 1475.

Pour plusieurs siècles, le khanat de Crimée, vassal de la Sublime Porte, sera un État militairement puissant. Jouissant d'une large autonomie, il tombera néanmoins sous influence russe en 1774 à la suite du traité de Jassy, signé au lendemain de la guerre russo-ottomane, puis sera définitivement annexé à la Russie de Catherine II en 1783, alors que l'empire est à la recherche de débouchés du côté des mers chaudes.

La colonisation de la Crimée engendrera les premières vagues d'exode. Soupçonnés de connivence avec l'ennemi ottoman, notamment lors de la guerre de Crimée (1853-1856), de nombreux Tatars seront dépossédés de leurs propriétés et expulsés. De 100 000 à 400 000 d'entre eux, selon les sources, auraient quitté la péninsule pour d'autres régions de l'Empire ottoman entre 1783 et la fin du XIX^e^ siècle (5) – un mouvement de population qui les rendra minoritaires, pour la première fois, en Crimée.

* Journaliste.

(1) Commissariat du peuple aux affaires intérieures et, par extension, son corps policier, qui deviendra ensuite le KGB.

(2) On peut trouver en anglais sur Internet le décret accusatoire du 11 mai 1944 : State Defense Committee Decree N° 5859ss.

(3) Lire notamment Greta Lynn Uehling, *Beyond Memory. The Crimean Tatar's Deportation and Return*, Palgrave Macmillan, New York, 2004.

(4) Ainsi appelle-t-on les territoires sous contrôle d'un khan, mot d'origine turco-mongole signifiant **dirigeant, leader**.

(5) *Cf.* Greta Lynn Uehling, *op. cit.*

LA QUESTION TATARE

© Courtesy Galerie Alexandra de Viveiros

Oleksandr Suprun /////
« Anticipation », 1992

C'est également au cours de cette période que naîtra le premier mouvement d'identité nationale au sein du peuple tatar. Parmi les promoteurs de la nation tatare moderne, Ismail Gasprinski – toujours considéré comme un héros – fut la figure émergente de ce mouvement. Il favorisera la naissance d'un nationalisme moderne, tout en œuvrant pour une refonte radicale – et libérale – de l'islam pratiqué par les populations turcophones de l'Empire russe et en militant pour l'éducation comme outil de développement du peuple tatar.

La popularité de ces mouvements nationalistes ne se démentira pas au tournant du XX^{e} siècle, alors que, grâce à un fort taux de natalité, les Tatars de Crimée sont, malgré les départs, quelque 150 000 personnes.

Ce nationalisme montant et la résurgence de la méfiance russe à l'égard des populations turcophones au moment où éclate la première guerre mondiale – à laquelle prit part la Turquie, aux côtés des puissances centrales – pousseront l'élite tatare contre l'Empire russe grabataire. Un État tatar indépendant sera fondé en décembre 1917, écrasé un mois plus tard par les bolcheviks, qui le remplaceront, en 1921, par une République socialiste soviétique autonome de Crimée. L'établissement de cette république autonome est parfois évoqué comme l'« âge d'or » de ce peuple. Le tatar côtoie le russe comme langue officielle, son enseignement et l'éclosion d'institutions culturelles y sont favorisés.

Cette période dorée va cependant tourner court. Dès 1927, les purges staliniennes frappent l'élite intellectuelle « bourgeoise » tatare, les institutions culturelles sont rapidement démantelées, et la langue tatare connaît, comme d'autres langues turcophones de l'URSS, un double changement d'alphabet, de l'arabe au latin, puis au cyrillique – ce qui compromet grandement le passage de relais culturel d'une génération à l'autre. Mais, par-dessus tout, la période se

caractérise par des liquidations de masse : plus de 150 000 Tatars périront au cours de ces grandes purges, soit environ 50 % de la population totale !

Ces années noires précédant la seconde guerre mondiale expliquent en partie l'accueil relativement chaleureux réservé aux troupes allemandes par les Tatars de Crimée, dès leur arrivée dans la péninsule, en 1941. Les exactions allemandes vont rapidement modérer cet enthousiasme, et le nombre de « collaborateurs » tatars reste limité, même si cette question demeure un sujet de débat historiographique en Russie. Quoique restreinte, cette collaboration servira de prétexte à la déportation de 1944.

Quelques années seulement après le traumatisme de 1944, les Tatars en exil s'organisent afin de réclamer réhabilitation et droit au retour. Le XXe Congrès du Parti communiste de l'URSS en 1956, qui marque le début de la déstalinisation, lèvera les restrictions de droits des peuples punis, sans pourtant réhabiliter cette minorité ni lui reconnaître le droit au retour en Crimée (6).

Ce refus va cependant engendrer une mobilisation au sein de la communauté tatare en vue du rapatriement. Le mouvement, non violent et se réclamant des préceptes du léninisme, va entamer une vaste campagne de pétition puis installera une délégation permanente à Moscou dès 1964, malgré les intimidations et les arrestations ponctuelles.

La réhabilitation en 1967 du *« peuple tatar vivant auparavant en Crimée »*, selon l'expression laconique des autorités, ne va pas davantage autoriser les retours dans la péninsule. C'est la vague de libéralisation lancée par le président Mikhaïl Gorbatchev qui frayera la voie au retour des Tatars en Crimée. Ils vont profiter de la décomposition d'une Union soviétique en phase terminale pour rentrer en masse sans susciter de réactions violentes de la part de Moscou. Avant même que l'URSS ne s'effondre pour de bon, en 1991, ils sont déjà 100 000 à avoir foulé la terre ancestrale…

Dans une Crimée russophile et souvent réfractaire à l'autorité de Kiev, les minorités tatare et ukrainienne de la péninsule ont tout intérêt à s'entendre. En outre, les Tatars de Crimée ont massivement soutenu la « révolution orange » de 2004 qui allait porter au pouvoir M. Viktor Iouchtchenko : cette prise de position a ethnicisé un peu plus le débat politique criméen, car la majorité russe de la péninsule s'opposait fortement au camp « orange ». Mais il s'agit bien davantage d'une alliance de raison que d'une accointance idéologique : le soutien du gouvernement central ukrainien aux Tatars permet également à Kiev de prendre pied dans une région où son pouvoir est souvent mis à mal par les dirigeants locaux.

La « révolution » du Maïdan donne à cette minorité une nouvelle occasion de se solidariser de Kiev, où un gouvernement de transition composé de forces pro-européennes et ultranatialistes est formé après la fuite de l'ancien président Viktor Ianoukovitch en février 2014. À leur tour, les Tatars se mobilisent dans la rue et font face aux protestataires anti-Maïdan. Organisé sous bonne garde de soldats russes sans insigne, le référendum sur le rattachement de la péninsule est boycotté par la communauté tatare et massivement approuvée par le reste de la population. Les nouvelles autorités multiplient descentes de police et interrogatoires musclés : les Tatars retrouvent le statut de minorité collectivement suspecte (7). Réfugiés sur le territoire ukrainien contrôlée par Kiev, des militants tatars organisent en octobre 2015 un blocus alimentaire et énergétique de la péninsule à l'appel du dirigeant du Medjilis (l'Assemblée des Tatars de Crimée) et reçoivent l'appui des groupes néonazis Pravyï sektor et du bataillon Azov (8). Des lignes et infrastructures électriques sont détruites à proximité de Kherson, provoquant une grave panne d'électricité dans la péninsule. Rapidement, le gouvernement se met à la remorque de l'initiative en suspendant la circulation des poids lourds avec la région. Selon l'organisation non gouvernementale Crimée SOS, près d'une centaine de Tatars se trouvaient fin 2021 derrière les barreaux pour des raisons politiques (9).

Dans une Crimée russophile et réfractaire à l'autorité de Kiev, les minorités tatare et ukrainienne ont tout intérêt à s'entendre

Alexandre Billette

(6) Jean-Jacques Marie, *Les Peuples déportés d'URSS*, Complexe, Bruxelles, 1995.

(7) « Les Tatars harcelés par les autorités russes », *Le Temps*, 1er février 2015.

(8) Gustav Gressel, « La logique interne du blocus de la Crimée par l'Ukraine », *European Council on Foreign Relations*, 3 décembre 2015.

(9) « Les Tatars de Crimée face à la répression », *Desk Russie*, 10 décembre 2021.

POURSUIVRE LA RÉVOLUTION OU

En 2014, la « révolution » du Maïdan conduit à l'émergence de milices populaires dans une grande partie du pays. Soumis à la pression des manifestants en armes qui ont contribué à le porter au pouvoir, le nouveau gouvernement se saisit des contre-insurrections dans le Donbass pour canaliser la contestation vers d'autres objectifs. Davantage que la corruption, la priorité devient alors le combat contre l'ennemi intérieur prorusse.

PAR HÉLÈNE RICHARD

« *Le chaos commence lorsque chacun croit pouvoir interpréter la loi comme il l'entend.* » Le ton policé du procureur masque mal la tension qui règne, ce 25 juillet 2014, à Khmelnytsky, ville moyenne de 260 000 habitants au cœur de l'Ukraine occidentale. Une secrétaire vient prier la vingtaine de jeunes hommes en combinaison noire et rangers, matraque à la ceinture, de patienter pendant que le procureur reçoit leurs chefs, MM. Iouri Loutsiouk et Ivan Kouchnire.

« *Nous tenons à respecter la loi. Nous refusons la violence,* plaide M. Kouchnire. *Pour l'instant, vous pouvez parler avec des gens comme nous, des entrepreneurs ; mais bientôt, si ça continue, vous aurez une révolution prolétarienne.* » En exposant leurs doléances, ces deux chefs d'entreprise, à la tête d'une milice, soufflent le chaud et le froid.

Il y a d'abord ces affaires pénales contre des membres de leur groupe : il faut y mettre un terme. Puis M. Kouchnire prend de la hauteur. Il mentionne l'article 5 de la Constitution ukrainienne, qui garantit le « *droit du peuple à l'exercice direct du pouvoir* », et se réfère à l'article 143, qui reconnaît aux citoyens le droit de gérer les finances publiques locales. Pour conclure : « *Les fonctionnaires locaux doivent être élus par les citoyens.* » Le procureur n'est pas convaincu.

Toute entreprise de déstabilisation des autorités s'assimile à une complicité objective avec les groupes armés séparatistes

MM. Loutsiouk, Kouchnire et leurs hommes nagent à contre-courant. Depuis mars dernier, la pression exercée par la population sur les institutions ukrainiennes a baissé. Discréditées par la corruption endémique et la répression des manifestations durant l'hiver 2013-2014, elles ont affronté jusqu'au printemps un vaste mouvement réclamant l'État de droit et l'autonomie locale. Mais, depuis le lancement en avril 2014 d'une « opération anti-terroriste » de l'armée contre la révolte anti-Maïdan au Donbass, soutenue par la Russie, la priorité est désormais de défendre l'intégrité nationale contre l'ennemi extérieur – la Russie – et sa « cinquième colonne » séparatiste. Toute entreprise de déstabilisation des autorités s'assimile donc à une trahison de la patrie, à une complicité objective avec les groupes armés séparatistes prorusses qui, de Lougansk ou de Donetsk, chercheraient à reproduire le précédent de la Crimée, annexée en mars 2014.

Ces deux « révolutionnaires » – ils ne craignent pas le qualificatif – appartiennent à la couche des dirigeants d'entreprise qui ne s'accommodent plus d'un système de corruption devenu trop gourmand. Vétéran de la guerre d'Afghanistan, qui lui a laissé une démarche boiteuse, M. Kouchnire possède une exploitation agricole de dix mille hectares ; M. Loutsiouk, une entreprise de construction. « *Sous [Viktor] Ianoukovitch*, tonne le second, *la corruption a atteint des niveaux insupportables. Avant lui, 2 à 4 % de mon chiffre d'affaires partaient dans les pots-de-vin. Aujourd'hui, c'est 15 %. Ça fait maintenant deux ans que mon entreprise perd de l'argent.* »

Patriotes à l'abattoir

Le binôme anime la milice d'autodéfense populaire. Ou plutôt ce qu'il en reste. La trentaine d'hommes qu'il rémunère dans le cadre d'une société de sécurité ressemblent davantage à une garde rapprochée qu'au bras armé d'une révolution. Ce groupe a émergé à l'issue des manifestations du 23 janvier 2014, quand Khmelnytsky, comme d'autres villes de l'ouest de l'Ukraine, s'est solidarisée avec les protestataires de Maïdan, qui comptaient leurs premiers morts.

Après le déploiement en Crimée, le 27 février 2014, de soldats russes masqués, prélude au rattachement de la région à Moscou, la raison patriotique a fait rentrer dans le rang ceux qui, à Kiev ou ailleurs en Ukraine, étaient tentés par la révolution permanente. À Khmelnytsky, des membres de la milice d'autodéfense travaillent désormais avec la police, au grand dam de MM. Loutsiouk et Kouch-

COMBATTRE LE SÉPARATISME ?

nire. Du coup, tous deux ont pris la tête d'une milice sécessionniste qui entend *« abattre le système »* et poursuivent leurs descentes musclées dans les administrations de la ville.

Pourtant, en cette fin juillet, les rues se sont vidées et les esprits sont tournés vers l'est. Devant les portraits délavés de la « centurie céleste » – les héros tombés à Maïdan – affichés sur la place centrale, un couple assis sous un chapiteau garde une urne à moitié remplie de billets : la collecte en faveur des volontaires partis combattre les séparatistes dans le Donbass. Le président ukrainien Petro Porochenko, élu en juin (il quittera son poste en 2019), a décrété la troisième vague de mobilisation. Dissoute en 2000 par l'ancien président Leonid Koutchma, la garde nationale a été restaurée le 13 mars 2014 afin de réorienter l'énergie protestataire, jusqu'ici dirigée contre les autorités, vers la lutte contre le « séparatisme ». Cette institution rassemble des élèves en formation dans les académies militaires et des volontaires des services d'ordre paramilitarisés issus des manifestations de cet hiver. Son rôle : défendre l'intégrité territoriale et prévenir les tentatives de subversion de l'État. Concrètement, les gardes protègent des lieux et des bâtiments stratégiques ou sécurisent les villes reprises par l'armée. Les centres de recrutement se sont remplis à mesure que les barricades étaient désertées. À Kiev, une poignée de manifestants ont continué d'occuper la place de l'Indépendance, prêts à se retourner contre le nouveau pouvoir si celui-ci trahissait les espoirs de Maïdan.

S'il vivait dans la capitale, M. Loutsiouk serait de ceux-là. *« La guerre,* peste-t-il, *c'est une manière d'envoyer à l'abattoir les patriotes qui se battent dans chaque ville pour que la révolution aille jusqu'au bout. »* Tout autant que le précédent gouvernement, le pouvoir issu de la révolte de l'hiver 2013-2014 se méfie de la concentration d'armes à un jet de pierre des ministères et des palais.

La garde nationale devait désarmer en douceur le mouvement de Maïdan en pariant sur la marginalisation des récalcitrants. Déplorant la saleté et la délinquance qui sévissent dans les tentes de Maïdan, le nouveau gouvernement a finalement agité l'hypothèse d'une infiltration russe. *« La concentration d'individus non identifiés sur la place principale du pays est un projet du FSB* [les services de sécurité russes] *et de partis marginaux qui appartiennent au passé »,* a déclaré le 13 juillet le ministre de l'intérieur Arsen Avakov (2014-2021) sur la chaîne TSN. Après de vifs affrontements, le 7 août 2014, entre occupants et forces de l'ordre, les barricades ont été démontées. Face au dernier carré, le gouvernement a envoyé la garde nationale renforcer les effectifs de la police.

Le retour à l'ordre à la faveur du sursaut patriotique est pourtant loin d'être assuré. Les piliers institutionnels et économiques de l'État ukrainien sont fissurés. Le premier ministre Arseni Iatseniouk (2014-2016) a laissé entendre que le maigre budget de l'État ne permettaient pas de financer l'opération « antiterroriste » : *« Notre gouvernement n'a pas de réponses aux questions "Avec quoi payer demain les salaires ?", "Comment faire le plein de blindés et financer l'armée ?" »,* a-t-il lancé à la Rada, le Parlement ukrainien, le 24 juillet.

Adopté à la mi-avril, le plan de sauvetage économique, combinant les efforts de l'Union européenne, de la Banque mondiale, des ☛

Alena Grom ///// De la série « The Banality of Evil » (La banalité du Mal), Boutcha, printemps 2022

POURSUIVRE LA RÉVOLUTION OU COMBATTRE LE SÉPARATISME ?

États-Unis et du Fonds monétaire international (FMI), alloue une aide totale de 30 milliards de dollars (prêts et dons), conditionnée à des réformes structurelles et versée sur plusieurs années (1). En contrepartie, le FMI a exigé la réduction des subventions au secteur énergétique. Cette mesure, combinée à la hausse des tarifs du gaz russe livré à l'Ukraine, a été durement ressentie par les ménages : + 63 % pour le gaz naturel, + 11 % pour l'électricité, + 40 % pour le chauffage.

Opération « antiterroriste »

Déjà fragilisé sur le plan économique, l'État voit son monopole de la force publique également menacé. La garde nationale n'a pas réussi à absorber tous les contestataires. Elle attend l'aide en formateurs et en armes promise pour 2015 par le président américain Barack Obama (2009-2017). En mai, les opérations militaires ont semblé confuses en raison de l'action autonome de bataillons de volontaires, dont les plus célèbres sont financés par Igor Kolomoïsky, un oligarque de la région de Dniepropetrovsk *(lire l'article de Laurent Geslin, page 41)*. Les ministères de l'intérieur et de la défense sont cependant parvenus ensuite à coordonner l'action des bataillons. Provisoirement…

Le 11 août 2014, le porte-parole de l'armée a annoncé la *« phase finale de la libération de Donetsk »*. La concentration de troupes russes à la frontière faisait planer la menace d'une escalade militaire, alors que le bilan humain du « front de l'Est » avait largement dépassé celui de Maïdan. Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), entre le début de l'opération « antiterroriste », à la mi-avril, et le 10 août, plus de 2 080 personnes – civils, soldats et membres des groupes armés – sont mortes. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont quitté leur domicile, déplacées à l'intérieur du pays ou réfugiées en Russie.

Même M. Loutsiouk est parfois tenté d'*« en finir au plus vite avec le front de l'Est »*. Oubliant son premier jugement hostile à la guerre, il se dit prêt à rejoindre avec ses hommes le bataillon Bogdan.

Hélène Richard

(1) Lire Julien Vercueil, « Aux racines économiques du conflit ukrainien », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.

Le charbon

Chanteur de rock et écrivain, Serhiy Jadan décrit dans son roman « L'Internat » (Noir sur Blanc, 2022) la guerre de basse intensité qui a sévi dans le Donbass entre 2014 et 2022. Il met en scène un jeune professeur, Pacha, parti chercher son neveu de 13 ans dans un internat où il étudie, à l'autre bout de la ville. Sur leur route, l'homme et l'adolescent subissent les interrogatoires, loufoques et angoissants, de paramilitaires.

[Le militaire] farfouille quelque part sous le siège, dans le tas de ferraille, trouve une sacoche de masque à gaz, en extrait un couteau, le tend à Pacha, le manche en avant, tout en continuant à fouiller dans la sacoche. Pacha garde le couteau, distingue des taches de sang rousses et se demande ce qu'il va encore sortir. [Il] repêche quelque chose de lourd, emballé dans des dépliants publicitaires et Pacha comprend que ça peut être n'importe quoi : de la dynamite, un morceau de foie de l'ennemi découpé avec ce même couteau, n'importe quoi. Sans se presser, il déballe le paquet, couche après couche, comme s'il arrachait les pansements d'une plaie séchée, et finit par découvrir un morceau de charbon, avec de la terre humide collée tout autour. *(…)*

– Tu vois ?

Pacha scrute le morceau dans l'obscurité, ajuste ses lunettes. C'est une pierre, rien de plus.

– Je ne vois pas, avoue-t-il.

– De la fougère, crie le militaire. C'est de la fougère. *(…)* Elle a un million d'années. *(…)* Un million. Nous n'étions pas encore nés toi et moi, et elle avait déjà un million d'années. Nous allons crever, et elle ne bougera pas. C'est de l'histoire, tu comprends. Ca, c'est de l'histoire. Et nous, on n'est pas de l'histoire. Nous vivons aujourd'hui, et demain, on ne sera plus là. J'ai pris ça dans le musée, explique-t-il.

– Pour quoi faire, s'étonne Pacha.

– Pour quoi ? demande le militaire en appuyant bien les mots.

– Pourquoi l'as-tu prise ? explique Pacha. Elle aurait bien pu rester dans le musée.

– Mais il n'y a plus de musée, crie patiemment le militaire. Il a été bombardé. Il n'en reste que des détritus. Et encore, fondus. Alors que la fougère n'a pas bougé. *(…)*

– Et ? demande Pacha, agacé.

– Prends, insiste le militaire en indiquant la pierre. Vous devez avoir un musée. Ou un cabinet de géographie. Qu'elle reste là-bas. Elle a tout de même un million d'années. Elle ne va pas pourrir dans la terre, non ?

– D'accord ! crie Pacha.

– Tu la prends ?

– Je la prends.

– Oh, merci ! – la tête de métal *[le militaire]* soupire avec soulagement, range le couteau sous le siège et essuie ses mains avec du papier journal mouillé. Merci. *(…)*

Le militaire s'approche, leur serre la main à tous les deux, sans un mot. Pacha veut dire quelque chose en guise d'adieu, mais ne trouve pas de mots, fourre le caillou dans son sac à dos, pose sa main sur l'épaule du gamin, le pousse vers l'avant. Et alors qu'ils s'éloignent, le militaire leur crie dans le dos :

– Ma tante travaillait dans le musée ! Maintenant, y a plus de musée. *(…)*

Il remonte dans le minibus, s'installe près de la fenêtre, enfonce sa tête dans le manteau de fourure. Il s'endort, devine Pacha. Ou bien il pleure.

UNE « PAIX » EN TROMPE-L'ŒIL

Signés en 2014, complétés l'année suivante, les accords de Minsk fixent la feuille de route d'un règlement politique de la question du Donbass. Or, après les avoir acceptés le dos au mur, l'Ukraine n'entend plus les appliquer, notamment leur volet politique. La Russie attend à l'époque des parrains européens de Kiev qu'ils fassent pression sur leur protégé.

PAR IGOR DELANOË *

Alors que la guerre en Ukraine orientale reprenait un caractère offensif en janvier 2015, les seconds accords de Minsk apparaissent comme le fruit d'efforts diplomatiques entrepris in extremis. Il aura fallu tout le poids du couple franco-allemand pour offrir une nouvelle chance à la paix. L'évocation par Washington d'une possible livraison d'armes sophistiquées aux Ukrainiens a conduit Paris et Berlin à lancer une initiative au plus haut niveau afin de repousser un risque d'escalade militaire avec la Russie.

Moscou reproche aux garants européens de l'accord du 21 février d'avoir renoncé à sa mise en œuvre et cautionné un coup d'État

Près de seize heures de négociation ont été nécessaires aux représentants du « format Normandie (1) » – le président François Hollande, la chancelière allemande Angela Merkel, le président ukrainien Petro Porochenko et le président russe Vladimir Poutine – réunis le 12 février 2015 dans la capitale biélorusse pour parvenir à un compromis. Comportant treize points ainsi qu'une note additionnelle, les accords de Minsk 2 restent similaires sur le fond à ceux de Minsk 1, signés le 5 septembre 2014 par les responsables de la Russie, de l'Ukraine et des républiques autoproclamées (2).

Les Européens ont peiné à renouer avec la Russie un dialogue trop longtemps négligé. Les difficultés prennent racine dans une absence prolongée de coordination face aux problèmes posés par les pays de leur « voisinage partagé » (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine), que la crise ukrainienne n'a fait qu'approfondir. En mai 2009, l'Union européenne a lancé son partenariat oriental à l'initiative de la Pologne et de la Suède, deux États qui entretiennent des relations historiquement épineuses avec la Russie.

Les marches de l'escalade sont difficiles à redescendre. Si Européens et Américains gardent en tête le coup de force de l'annexion de la Crimée du 16 mars 2014 – qui a déclenché la première vague de sanctions –, Moscou considère que le point de non-retour remonte au changement de régime du 23 février 2014. Deux jours auparavant, grâce à la médiation des Européens et en présence d'un représentant de la Russie, un document de sortie de crise avait été conclu entre M. Viktor Ianoukovitch et les chefs de l'opposition ukrainienne. Prévoyant notamment un retour à un régime parlementaire ainsi qu'une élection présidentielle anticipée, l'accord est cosigné par les ministres des affaires étrangères allemand et polonais, MM. Frank-Walter Steinmeier et Radoslav Sikorski. Toutefois, dès le lendemain, M. Ianoukovitch se réfugie en Russie ; et le 23 février, c'est M. Alexandre Tourchinov, le président de la Rada (Parlement ukrainien), qui est nommé président par intérim. La Russie reproche aux garants européens de l'accord du 21 février non seulement d'avoir renoncé à sa mise en œuvre, mais également d'avoir cautionné un coup d'État.

Assistance russe

La crise connaît un tournant décisif le 17 juillet suivant lorsqu'un avion civil de la Malaysia Airlines est abattu au-dessus du Donbass : ce drame déclenche une nouvelle vague de sanctions touchant cette fois l'économie de la Russie. En août, les renforts de « volontaires » et l'assistance russe sauvent les séparatistes du Donbass d'une débâcle militaire qui semblait inévitable. Le succès de la contre-offensive menée ensuite par les insurgés des républiques populaires de Donetsk (DNR) et de Lougansk (LNR) conduit les parties à se réunir dans la capitale biélorusse et à adopter, le 5 septembre 2014, les premiers accords de Minsk. Mais les ☛

* Directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

(1) En référence à la rencontre diplomatique qui s'est tenue le 6 juin 2014 entre les quatre dirigeants en marge des commémorations du débarquement de Normandie.

(2) Cet accord a été complété par un mémorandum signé le 19 septembre 2014 par les mêmes parties.

hostilités n'étaient que refroidies, aucun des camps n'ayant obtenu satisfaction : une zone abritant cinq millions d'Ukrainiens échappait à l'autorité de Kiev, et les territoires rebelles n'avaient pas d'avenir économique faute d'accès au port de Marioupol, sur la mer d'Azov, ou de maîtrise du nœud ferroviaire de Debaltsevo, situé à mi-chemin de Donetsk et de Lougansk (3). L'absence de réel contrôle des accords a permis la reprise des combats, qui se sont intensifiés autour de ces points névralgiques, ainsi que sur l'aéroport de Donetsk.

Minsk 2 est le produit des craintes européennes tant d'un conflit majeur sur le continent que de l'effondrement militaire, politique et économique au bord duquel se trouve l'Ukraine. Sous la pression de la débâcle promise à Debaltsevo, où étaient encerclés entre six mille et huit mille soldats ukrainiens au moment des négociations, le président Porochenko avait le choix entre continuer de perdre la guerre ou signer le document. Dans les heures qui ont suivi, le Fonds monétaire international (FMI) débloquait une nouvelle aide de 17,5 milliards de dollars. Pour la Russie, Minsk 2 a été l'occasion de voir reconnue la fracture de l'Ukraine le long de la ligne de cessez-le-feu et d'apparaître comme le seul acteur capable de faire accepter un compromis aux insurgés. En pouvant modifier en permanence l'équilibre des forces sur le terrain et en obtenant un statut spécial pour les régions orientales, Moscou s'assure de garder un pied dans la porte pour éviter que l'Ukraine ne rejoigne l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), comme dans les « conflits gelés » de Transnistrie et de Géorgie (4).

Le Kremlin s'assure de garder un pied dans la porte pour éviter que l'Ukraine ne rejoigne l'OTAN

Statut spécial pour le Donbass

L'objectif premier des accords reste d'imposer – dans le plus grand scepticisme – un arrêt des combats. Les chances de succès de Minsk 2 restent limitées, dans la mesure où aucun des belligérants n'a atteint ses objectifs : Kiev n'est pas parvenu à réinstaurer sa souveraineté sur les territoires aux mains des séparatistes ; les insurgés n'ont pas réussi à consolider une emprise territoriale suffisante, pouvant correspondre aux oblasts de Donetsk et de Lougansk, nécessaire à l'appui de leurs revendications indépendantistes. D'où la crainte, les accords à peine signés, de nouveaux combats de forte intensité autour de Marioupol.

Minsk 2 risque par ailleurs d'être difficile à faire accepter par la Rada. Une résolution sur la délimitation des territoires du Donbass concernés par un statut spécial avait été votée le 16 septembre 2014, mais elle n'a jamais été mise en œuvre. Dans le cadre d'une décentralisation qui accorderait à ces territoires une forme d'autonomie linguistique, économique et sécuritaire, ce statut permettrait la création de forces de police qui leur seraient propres. Sur ce point, le dialogue politique s'annonce difficile, aussi bien entre les belligérants qu'au sein du gouvernement ukrainien, où les plus bellicistes, notamment le premier ministre Arseni Iatseniouk et le ministre de l'intérieur Arsen Avakov, appellent encore à une victoire complète sur les séparatistes. Dès la signature de Minsk 2, nombre de voix à Kiev se sont élevées pour critiquer le document, en particulier celles

(3) Lire Laurent Geslin et Sébastien Gobert, « Veillée d'armes au Donbass », *Le Monde diplomatique*, décembre 2014.

(4) Lire Jens Malling, « De la Transnistrie au Donbass, l'histoire bégaie », *Le Monde diplomatique*, mars 2015.

Sur la Toile

Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (Cercec)
Le site du Cercec contient une base documentaire comprenant plusieurs sections sur l'Ukraine. Il présente également une frise chronologique sur les rapports russo-ukrainiens depuis 1991 et la guerre actuelle, agrémentée de documents historiques (discours, communiqués…).
http://cercec.ehess.fr

Revue d'études comparatives Est-Ouest
Ce périodique pluridisciplinaire, dédié à l'espace géographique européen et eurasiatique, a publié en 2018 un numéro sur la crise du Donbass (« S'engager dans la guerre du Donbass, 2014-2018 »), dont plusieurs articles sont disponibles en texte intégral sur la base électronique Cairn.
http://journals.openedition.org/receo

Arte
À voir sur le site de la chaîne culturelle, le documentaire *Gazprom, l'arme parfaite* (2022), qui montre les intérêts croisés entre les industriels allemands et le géant gazier russe et revient sur les crises du gaz entre Kiev, la Russie et l'Europe. Le film élude toutefois les pressions américaines sur Berlin pour court-circuiter ses relations stratégiques avec Moscou.
www.arte.tv

CCI France Russie
La Chambre de commerce et d'industrie franco-russe et l'Observatoire franco-russe diffusent depuis février 2022 une série de briefings quotidiens sur le conflit en Ukraine et l'actualité régionale, accessibles sur la chaîne YouTube qu'ils ont mise en place à cet effet.
www.youtube.com/c/ccifrancerussie

Alena Grom ///// De la série « The Banality of Evil » (La banalité du Mal), Boutcha, printemps 2022

du chef du parti d'extrême droite Pravyï sektor (« Secteur droit »), M. Dmytro Iaroch, qui a déclaré ne pas reconnaître les accords, et celle du ministre des affaires étrangères, M. Pavlo Klimkin, qui a affirmé que l'Ukraine n'était en aucun cas dans l'obligation de mener une réforme constitutionnelle ni de concéder une plus grande autonomie au Donbass. En outre, alors que M. Porochenko a rappelé dès l'adoption de Minsk 2 que la fédéralisation de l'Ukraine n'était pas à l'ordre du jour, les insurgés continuent de leur côté à revendiquer l'indépendance.

Leviers occidentaux

Le cessez-le-feu pourra s'installer si les bataillons ukrainistes les plus radicaux évitent les provocations et si Moscou parvient à refréner la tentation des séparatistes de pousser leur avantage sur le terrain. Le respect des aspects politiques des accords engage surtout Kiev. L'Union européenne pourrait faire pression sur la Rada pour aider le président Porochenko à mettre en marche un difficile processus qui risque de le placer en porte-à-faux au regard de ses promesses électorales et vis-à-vis d'une partie de son gouvernement. Absent des négociations et tenté par la surenchère, Washington dispose de leviers sur le Parlement ukrainien, notamment à travers le premier ministre Iatseniouk, et pourrait contribuer à la mise en œuvre des accords. Ces puissances seront encouragées par la résolution 2202 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, présentée par la Russie et adoptée à l'unanimité le 17 février 2015. Demandant la pleine application des accords de Minsk, ce texte réaffirme son attachement au *« plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine »*. Une façon discrète d'entériner de facto l'annexion de la Crimée.

Igor Delanoë

Alena Grom /////
De la série « Frozen Conflict » (Conflit gelé), Donbass, 2019

AU DONBASS, VIVRE DERRIÈRE LE CORDON SANITAIRE

Trois ans après le début du conflit dans l'est du pays, aucune solution ne semble se dégager. Dans la capitale, des voix s'élèvent pour décréter une rupture totale des relations économiques avec les républiques autoproclamées. Derrière un mur qui s'épaissit, un semblant d'État se met en place au Donbass, loin de Kiev et sous perfusion de Moscou.

PAR LOÏC RAMIREZ *

« *Ils ont tiré sur l'immeuble dans la nuit du 3 au 4 février [2017], nous avons rouvert le magasin le 20, cette semaine.* » Emmitouflée dans sa belle écharpe et son manteau, la vendeuse nous montre les dégâts provoqués par l'armée ukrainienne, avant de s'en aller accueillir les clients. Les fenêtres de sa boutique ont été brisées par le souffle des explosions. Comme toute la périphérie de la ville de Donetsk, le quartier Kievski porte les stigmates du conflit qui oppose le gouvernement de Kiev aux milices séparatistes du Donbass officieusement soutenues par Moscou. Bâtiments éventrés et façades balafrées par les éclats d'obus rappellent l'intensité d'une guerre qui a coûté la vie à près de dix mille personnes depuis avril 2014. « *Jusqu'au dernier moment, je ne pensais pas que notre propre armée serait capable de nous tirer dessus !* », s'exclame Sacha, un habitant de Donetsk, tout en se frayant un chemin au milieu des cratères qui trouent les rues du quartier. Alors que les deux camps comptent leurs morts, les perspectives d'une réintégration des « Républiques populaires » autoproclamées de Donetsk (DNR) et de Lougansk (LNR) dans le giron de Kiev s'éloignent. D'autant que, dans les territoires séparatistes, la vie reprend son cours, sous perfusion de Moscou et loin de la capitale.

Entérinée par référendum le 11 mai 2014, la DNR n'est reconnue par aucun pays membre de l'Organisation des Nations unies (ONU), pas même la Russie. La « République », comme on l'appelle ici, prend pourtant chaque jour davantage de consistance. Sur le fronton des édifices publics, le drapeau bleu et jaune ukrainien a cédé la place à celui de la DNR : un fond noir, bleu et rouge sur lequel trône l'aigle à deux têtes qu'arborent aussi les armoiries

* Journaliste.

russes. *« Avant la guerre il y avait 800 élèves, contre 665 aujourd'hui »,* explique M. Andreï Oudovienko, directeur de l'école 61 dans le quartier de Kievski. Dans le hall d'entrée sont exposées les photographies de vétérans et « héros » morts durant la « grande guerre patriotique » contre l'Allemagne nazie (1941-1945), aux côtés de quelques visages jeunes de miliciens tués durant le récent conflit. *« Tous d'anciens élèves de cette école,* précise le directeur. *Au plus fort des combats, entre 2014 et 2015, les jeunes ont suivi des cours par correspondance pendant six mois. L'école avait été touchée par des bombardements. Ce sont donc les parents et nous autres les professeurs qui avons bénévolement participé à la reconstruction »,* explique encore M. Oudovienko, avec un doux sourire qui contraste avec son imposante carrure. *« Les professeurs recevaient une simple aide de la DNR, 3 000 hryvnias de septembre 2014 à avril 2015* [entre 130 et 180 euros selon le cours, qui a fortement fluctué durant cette période], *contre 4 000 hryvnias avant la guerre* [350 euros au cours en vigueur au 1er janvier 2014]. *Aujourd'hui, la DNR nous verse un vrai salaire, entre 10 000 et 12 000 roubles par mois* [entre 170 et 200 euros]. »

Dans le centre-ville de Donetsk, les amoureux flânent main dans la main, les enfants circulent dans les parcs au guidon de leur tricycle en plastique. Sur quelques murs, des inscriptions rudimentaires où l'on lit « abri » suivi d'une flèche troublent l'apparente atmosphère de paix. Soudain, une détonation, puis une autre. Le claquement des coups de feu rappelle que le front n'est qu'à une poignée de kilomètres. La nuit tombée, les rues se vident. Le couvre-feu interdit la circulation aux civils de 23 heures à 6 heures, laissant les échos des déflagrations seuls maîtres de la ville. Le matin, le trafic des voitures et des autobus ranime les avenues, ne laissant rien paraître des combats de la veille. À l'heure du déjeuner, les cafétérias se remplissent de jeunes étudiants, garçons et filles. Le nez collé à l'écran de leur téléphone, ils profitent d'une pause avant de retourner en cours.

Pour faire face aux difficultés, nombreux sont ceux qui ont appris à vivre un pied de chaque côté de la ligne de front. Après avoir coupé en novembre 2014 le versement des pensions de retraite aux résidents de Crimée et des territoires non contrôlés par Kiev, le gouvernement ukrainien a instauré une procédure spéciale pour les personnes déplacées (1). *« Certains retraités avaient alors pris l'initiative de s'enregistrer chez un parent resté vivre du côté ukrainien et touchaient deux pensions, l'ukrainienne et celle de la DNR. Cette pratique se fait de plus en plus rare, car les autorités ukrainiennes ont renforcé les contrôles. Il faut désormais une présence physique tous les trois mois au guichet pour retirer sa pension »,* explique M. Andreï K., un jeune salarié d'une entreprise de construction. En tout, de 800 000 à 1 million de personnes, officiellement déplacées, traversent régulièrement l'un des cinq points de passage, toujours bondés, soit un flux quotidien de 20 000 à 25 000 personnes.

Pour faire face aux difficultés, nombreux sont ceux qui ont appris à vivre un pied de chaque côté de la ligne de front

90 % des transactions en roubles

Dès le mois de mai 2014, face à l'instabilité de la situation, les banques ukrainiennes implantées à Donetsk ont commencé à fermer leurs agences, avant de cesser définitivement de fonctionner dans toute la région séparatiste. Les habitants ne disposant pas d'un laissez-passer pour le territoire ukrainien devaient se rendre dans des « banques clandestines » improvisées qui ponctionnaient 10 % sur la transaction (2).

En réponse, la DNR a fondé la Banque centrale républicaine (BCR) le 7 octobre 2014. Y transitent notamment les charges d'immeubles ainsi que les pensions de retraite, délivrées en roubles. Au printemps 2015, près de 90 % des transactions économiques s'effectuaient dans la monnaie russe. En mai 2015, la BCR, comme son homologue de Lougansk, a ouvert un compte international dans une banque d'Ossétie du Sud, une république sécessionniste de Géorgie reconnue depuis 2008 par Moscou, qui fait probablement transiter son aide financière par ce canal.

Si le Kremlin ne reconnaît aucune des deux républiques séparatistes, le président ☛

(1) « Humanitarian response plan 2017 - Ukraine », rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Unocha), novembre 2016.

(2) Stéphane Jourdain, « À Donetsk, les habitants condamnés au système D face aux banques fermées », Agence France-Presse, 1er mars 2015.

russe Vladimir Poutine a fait un pas supplémentaire vers la normalisation de ces territoires en signant, le 18 février 2017, un décret qui officialise la reconnaissance *« temporaire »* des passeports, plaques d'immatriculation, certificats de naissance ou de mariage et autres documents émis par les autorités, tant que les accords de Minsk ne seront pas appliqués.

De la monnaie au fuseau horaire, désormais aligné sur celui de Moscou, la russification de ce territoire se loge dans les détails de la vie quotidienne. Y compris à l'école, où la langue russe domine plus que jamais. *« Dès la rentrée de septembre 2014, le gouvernement de Kiev a refusé de nous envoyer les nouveaux manuels scolaires. Nous avons donc travaillé avec des manuels russes,* raconte M. Oudovienko. *Nous avons augmenté les heures de langue russe et, désormais, l'examen final d'études secondaires comprend une épreuve de russe obligatoire, et non plus d'ukrainien. Nous avons accru la part d'auteurs russes dans les études littéraires, sans pour autant supprimer les auteurs ukrainiens. En géographie, nous avons ajouté des cartes du Donbass. »* La DNR reconnaît les deux langues, le russe et l'ukrainien, bien que le statut officiel de cette dernière ait failli être supprimé en 2015 (3). Il appartient aux parents de choisir la langue dans laquelle leur enfant étudie. *« Dès octobre 2014, le nombre de cursus en ukrainien a chuté à 4 %, contre 15 % auparavant. À la rentrée 2016, sur quatre-vingts élèves de première* [7 ans], *seul un élève souhaitait poursuivre en ukrainien. Nous lui avons donc proposé d'aller dans une autre école, pas loin, où une classe adaptée à son choix était ouverte »,* affirme notre interlocuteur. Quand on lui demande si une réintégration à l'Ukraine est possible à ses yeux, M. Oudovienko répond : *« Pas avec le gouvernement actuellement aux commandes à Kiev. »*

« Ici, le chef, c'est le peuple », peut-on lire sur de grands espaces publicitaires dans le centre-ville. Sur l'avenue principale, le visage de Mikhaïl Tolstykh, mieux connu sous le pseudonyme de Givi, s'étale par centaines d'exemplaires. Le commandant, qui s'était illustré durant la bataille de l'aéroport de Donetsk de l'automne 2014, a péri dans un attentat le 8 février dernier. Tout en glorifiant ses héros, le jeune « État » se pare des attributs de la souveraineté. Dans la rue, des voitures de police, à la carrosserie impeccable, arborent les couleurs du drapeau de la DNR, tout comme les écussons des uniformes des agents. Dans les magasins, certains produits, comme les biscuits ou la charcuterie, sont estampillés d'un « fabriqué en DNR », aux couleurs du drapeau.

Même si l'aide économique versée par Moscou, un secret de Polichinelle, reste essentielle pour que fonctionnent les institutions, les nouvelles autorités ont cherché rapidement à prélever quelques ressources sur le territoire. Enfoncé dans son fauteuil, M. Luis Hernando Muñoz, chef d'une entreprise d'importation de café colombien installé à Donetsk depuis

Punir ou séduire ?

Au printemps 2017, le pouvoir ukrainien s'interroge : faut-il instaurer un cordon sanitaire le long des territoires séparatistes, soutenus militairement et financièrement par la Russie, ou bien cultiver des liens économiques et administratifs avec leur population dans la perspective d'une réintégration du Donbass ?

Après de longs mois d'indécision, le président Petro Porochenko penche brusquement vers la première branche de l'alternative, poussé par les franges les plus intransigeantes de la Rada (Parlement) et de la société civile. Le 25 janvier 2017, des militants ultranationalistes issus de bataillons de volontaires et des militaires démobilisés de l'« opération antiterroriste » dans le Donbass campent sur plusieurs voies ferrées afin de stopper tout *« commerce avec l'occupant ».* Ils bloquent notamment les convois de charbon en provenance de ces régions qui, malgré la guerre, continuent d'alimenter les centrales thermiques, à l'origine de 15 % de la production annuelle d'électricité. Le 15 mars suivant, deux jours après une tentative infructueuse de la police de déloger les manifestants, et en dépit de la proclamation de l'état d'urgence énergétique, le Conseil de sécurité nationale et de défense annonce l'interdiction, cette fois officielle, de tout trafic de marchandises avec les territoires dits « occupés ». En opérant cette volte-face, le gouvernement a pris acte de la perte des principaux actifs industriels et miniers, réquisitionnés par les républiques autoproclamées en représailles aux blocages.

Au Parlement, certaines forces politiques veulent aller plus loin. Selon un projet de loi, déposé en juillet 2016 par un groupe de vingt-sept députés, l'approvisionnement en eau, en combustibles et en énergie devrait être stoppé, de manière à former un *« cordon sanitaire »* étanche à toute incursion et à tout trafic d'armes. Une fois les territoires récupérés – dans un avenir indéfini –, la population serait soumise pour une période transitoire à la loi martiale et à des restrictions touchant la liberté d'information. *« Nous ne devons pas renoncer nous-mêmes aux territoires occupés, les isoler ou construire je ne sais quel mur »,* s'insurge alors le député Mustafa Nayyem, membre du bloc Porochenko. *Nous devons agir vis-à-vis du Donbass comme l'Occident a agi en Ukraine après la chute de l'Union soviétique en finançant activement la société civile afin de [l']arracher à son passé soviétique, de manière à y faire émerger des leaders qui parleront de démocratie et de liberté d'expression. »* Ce projet reste lettre morte. Les années passant, l'enlisement du processus de paix, approfondit le fossé entre Kiev et les « républiques » du Donbass.

Hélène Richard

Alena Grom ///// De la série « Frozen Conflict » (Conflit gelé), Donbass, 2019

trente ans, assure que, durant la première phase de la guerre en 2014 et 2015, plusieurs magasins ont été réquisitionnés pour former la nouvelle chaîne des « supermarchés républicains », devenue très populaire en raison de ses prix accessibles. Dans un second temps, le pouvoir a ciblé les petites et moyennes entreprises. *« Depuis l'été 2016, elles subissent de fortes pressions pour se réenregistrer auprès des autorités et payer leurs impôts à la République »,* assure la responsable d'un programme de développement de l'ONU établie jusqu'en décembre 2016 à Donetsk, qui souhaite garder l'anonymat.

Du charbon d'Afrique du Sud

Jusqu'à ce que Kiev en perde le contrôle, la plupart des mines et des industries étaient enregistrées officiellement en Ukraine et y reversaient leurs impôts pour continuer à avoir accès au marché national. Un enjeu particulièrement important pour la filière métallurgique, dont les produits – du minerai de fer à l'acier, en passant par le charbon – circulaient, jusqu'à une date récente, de part et d'autre de la ligne de démarcation. Devant l'impuissance du gouvernement ukrainien à lever des blocages organisés par des militants nationalistes, M. Alexandre Zakhartchenko, le président de la DNR, a annoncé, le 1er mars 2017, la réquisition de quarante-trois entreprises, pour l'essentiel des mines et des actifs du secteur métallurgique possédés par M. Rinat Akhmetov. Oligarque originaire du Donbass *(lire l'article de Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin, page 41),* M. Akhmetov a soutenu le camp séparatiste quelque temps, avant de se ranger du côté de Kiev. Le propriétaire de la société System Capital Management (SCM) Holding a également perdu le stade Donbass Arena, où il distribuait régulièrement de l'aide humanitaire, un gage d'influence auprès des habitants de Donetsk. Selon les données collectées par une députée auprès de l'administration fiscale, huit entreprises de la liste des réquisitions versaient à elles seules près de 1,3 milliard de hryvnias (45 millions euros) d'impôts par an.

Vu de Donetsk, le rapprochement avec Moscou semble moins motivé par un élan nationaliste que par les initiatives de Kiev pour approfondir le fossé avec les républiques autoproclamées. *« Nationaliser [les grandes entreprises], ce n'est ni une bonne ni une mauvaise chose : c'est une nécessité pour sauver les emplois et l'activité »,* argumente Mme Iana Khomenko, professeure au département d'économie internationale à l'Université nationale technique de Donetsk. *« À cause du blocus, il nous faut écouler la production vers la Russie »,* explique-t-elle, sous le regard approbateur de sa cheffe, Mme Loudmila Chabalina. Et cette dernière de conclure : *« C'est l'Ukraine qui nous a obligés à répondre au blocus. »*

Le 14 mars 2017, les autorités de la DNR ont annoncé l'acheminement des premiers convois de charbon en direction de la Russie, alors qu'au même moment le gouvernement ukrainien communiquait sur l'importation d'anthracite d'Afrique du Sud. Sixième producteur mondial de charbon, le voisin russe n'a aucun besoin d'importer ce combustible. Une partie du charbon du Donbass pourrait retrouver, en faisant un détour par la Russie, le chemin de… l'Ukraine. Une enquête du site de Radio Svoboda a révélé que le charbon utilisé par le combinat métallurgique Azovstal, installé à proximité de Marioupol (en territoire contrôlé par Kiev), transitait désormais par des barges venues de Russie, mais qu'il proviendrait, selon une source locale, des mines des territoires séparatistes (4). Loin de freiner l'autonomisation de la DNR, la politique de l'Ukraine pousse celle-ci vers l'est. L'immense voisin slave semble offrir une solution de rechange raisonnable pour retrouver la stabilité, tandis que Kiev se fait chaque jour un peu plus lointain pour les gens du Donbass.

Loïc Ramirez

(3) « Les législateurs de la DNR pour le retrait du statut de seconde langue officielle à l'ukrainien » (en russe), Dan-news.info, 6 novembre 2015.

(4) « Les entreprises d'Akhmetov reçoivent du charbon des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, en transitant par la Russie » (en russe), 23 mars 2017, Radiosvoboda.org

MISÈRE DE LA BLITZKRIEG ÉCONOMIQUE

Lors de l'hiver 2021, Washington et Bruxelles coordonnent leur réponse en cas d'invasion russe de l'Ukraine. Au cœur de leur stratégie, une guerre économique sans précédent qui vise à produire un effondrement financier du pays. Contre toute attente, l'économie russe absorbe le choc et profite même de l'envolée des prix des hydrocarbures que provoque cette tornade de mesures restrictives.

PAR HÉLÈNE RICHARD

Au début de l'invasion russe, les dirigeants européens voulaient croire que la « guerre économique et financière totale » lancée contre Moscou serait une promenade de santé. « *La Russie est un très grand pays et un grand peuple* (…) *mais c'est à peine plus que le PIB* [produit intérieur brut] *de l'Espagne* », indiquait le commissaire européen au marché intérieur Thierry Breton sur RTL, le 1er mars 2022, tout en assurant que son « *impact sera faible* » en Europe. Six mois après la première salve de sanctions occidentales, l'économie russe a accusé le coup, mais l'effondrement n'a pas eu lieu. Le Fonds monétaire international (FMI) tablait, en mars 2022, sur une récession de 8,5 %. Mais la Banque mondiale parle à l'automne d'une chute du PIB de 4 %. À ce rythme, la richesse du pays est loin d'être « *divisée par deux* », comme l'annonçait le 26 mars 2022, à Varsovie, le président américain Joseph Biden devant un parterre de Polonais.

De son côté, l'Union affronte alors une inflation à deux chiffres, tirée par des prix de l'énergie stratosphériques. Fin septembre 2022, la France a débloqué l'équivalent du budget de l'éducation nationale pour financer des mesures de soutien au pouvoir d'achat ; Berlin a triplé cette mise avec un plan de sauvegarde de son industrie de 200 milliards d'euros. Le 3 octobre, la députée Aurore Bergé félicitait pourtant son patron Emmanuel Macron pour son bilan à la tête de l'Union européenne : « *Notre présidence a supporté* [sic] *l'idée d'autonomie stratégique européenne.* » Au vu du désastre annoncé, l'expression pourrait prêter à sourire. Car la (relative) unité européenne, vantée par l'élue de la majorité, n'a d'égal que son alignement sur les objectifs et les intérêts de Washington. Stratégie délibérée ou défaut de calibrage ?

« Nous n'avons jamais eu dans l'histoire de l'Union européenne de contacts aussi étroits avec les Américains sur une question de sécurité »

Selon une enquête du *Financial Times* (1), l'administration du président Joseph Biden a passé « *environ dix à quinze heures par semaine, au téléphone ou en visioconférence, avec l'Union européenne et les États membres* » entre novembre 2021 et février 2022, date de l'invasion, pour élaborer un paquet de sanctions en prévision d'une éventuelle invasion. M. Bjoern Seibert, le chef de cabinet de la présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen, acquiert une position-clé dans la gestion du dossier, faisant la navette entre Washington et les États membres. « *Nous n'avons jamais eu dans l'histoire de l'Union européenne de contacts aussi étroits avec les Américains sur une question de sécurité, c'est réellement sans précédent* », se félicitait une source à la Commission.

Embargos énergétiques

Pour la première salve, les alliés transatlantiques se sont accordés sur une stratégie de représailles financières massives (2). L'exclusion de sept banques russes du système de messagerie interbancaire Swift est couplée à une mesure-choc : le gel, c'est-à-dire la réquisition, de la moitié des réserves internationales de la banque centrale de Russie (autour de 300 milliards d'euros) afin de paralyser un sauvetage du rouble. Contre toute attente, le système bancaire russe a tenu. Le contrôle des capitaux et l'obligation faite aux exportateurs de convertir 80 % de leurs devises en monnaie nationale ont limité la casse. Et les Russes, habitués aux crises (1988, 1998, 2008, 2014), ne se sont pas rués pas sur les distributeurs de billets.

Après l'échec relatif de ce blitzkrieg financier, le tabou des sanctions énergétiques s'est effrité. La découverte des exactions de l'armée russe contre les civils de la ville ukrainienne de Boutcha, le 1er avril 2022, a accentué la pression. Au ministre des finances allemand, qui affirme que les « *livraisons de gaz russe ne sont pas substituables à court terme* » et que les interrompre « *nous nuirait plus qu'à la Russie* », le directeur du Centre énergie de l'Institut Delors répond alors : « *un mensonge pur et simple* (3) », sans détailler quels seraient les autres fournisseurs disponibles… Cet économiste au grand cœur

épingle une Allemagne incapable *« de renoncer à deux points de PIB pour sauver des vies [ukrainiennes] »*. Et se fait pédagogue : *« Le plus important, c'est que Vladimir Poutine n'ait plus d'argent pour faire sa guerre. »*

Adoptés en avril et mai 2022, les embargos énergétiques (immédiat sur 90 % du pétrole, échelonné pour le gaz) lui remplissent au contraire les poches. Ils ont provoqué une ruée sur les fournisseurs de substitution (Norvège, Algérie, États-Unis). Résultat, l'envolée des prix compense le tassement des volumes exportés. Rien que pour le pétrole, Moscou a engrangé 20 milliards de dollars en moyenne par mois en 2022, contre 14,6 milliards de dollars en 2021 (4). Au lieu d'être exsangue, *« la Russie nage dans les liquidités »,* déclarait l'été dernier Mme Elina Ribakova, économiste en chef adjointe à l'Institut de la finance internationale, établi à Washington (5). La même pronostiquait, en février 2022, *« une chute [de la devise], des tensions sur les réserves et potentiellement un effondrement total du système financier russe* (6) *»*...

Voies de contournement

C'est là le paradoxe de *« ce nouvel art de gouverner l'économie, capable d'infliger des dommages, qui rivalise avec le pouvoir militaire »,* que vantait M. Biden à Varsovie il y a un an (7). En l'appliquant à la Russie, deuxième exportateur de pétrole du monde et l'un des principaux fournisseurs de produits essentiels, tels les engrais et le blé, Washington et ses alliés ont posé un garrot sur la circulation sanguine mondiale. Or *« l'intégration plus généralisée des marchés a élargi les canaux par lesquels les chocs provoqués par ces sanctions se répercutent sur l'économie mondiale* (...), explique une étude du FMI (8). *Sans surprise, ce sont précisément les pays* [émergents, importateurs nets de produits de base,] *qui n'ont pas rejoint les sanctions contre la Russie. Car ils sont les plus exposés au risque d'une crise de leur balance des paiements, si les exportations russes demeurent sous pression sur une période étendue. »* Partant, les voies de contournement des restrictions, via les pays non alignés sur Washington, se multiplient, rendant l'objectif d'isoler hermétiquement la Russie illusoire. Une fois n'est pas coutume, l'ex-président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro se faisait au début du mois d'octobre dernier l'avocat des populations : *« Mais nous ne pensons pas que le meilleur chemin soit l'adoption de sanctions unilatérales et ciblées, contraires au droit international. Ces mesures ont entravé la récupération de l'économie* [après la pandémie de Covid-19], *elles bafouent les droits humains de populations vulnérables, y compris en Europe* (9). *»* Près de vingt millions d'Afghans sont confrontés à une insécurité alimentaire aiguë depuis le retrait américain, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les sanctions n'ont sans doute pas sauvé beaucoup de vies ukrainiennes, mais ailleurs elles tuent déjà.

Hélène Richard

Alena Grom ///// De la série « The Banality of Evil » (La banalité du Mal), Boutcha, printemps 2022

(1) « Weaponisation of finance : How the West unleashed "shock and awe" on Russia », *Financial Times,* Londres, 6 avril 2022.

(2) Lire Mathias Reymond et Pierre Rimbert, « Qui gagne la guerre de l'énergie ? », *Le Monde diplomatique,* juin 2022.

(3) Marie Terrier, « Malgré Boutcha, les Européens peinent à sanctionner le gaz russe », *Huffington Post,* 5 avril 2022, www.huffingtonpost.fr

(4) *The Wall Street Journal,* New York, 30 août 2022.

(5) *Ibid.*

(6) « War in Ukraine could cause sizable contraction for Russian economy, IIF says », *The Wall Street Journal,* 28 février 2022.

(7) Discours prononcé à Varsovie, mars 2022.

(8) Nicholas Mulder, « L'arme des sanctions », FMI, juin 2022.

(9) « Lula y Bolsonaro sobre Ucrania y las sanciones contra Rusia », *Noticias del mundo,* 1er octobre 2022.

En gare de triage de l'information

Pour « défendre la démocratie », la plupart des grands médias occidentaux exigent l'envoi d'armes toujours plus sophistiquées à l'Ukraine, et s'impatientent. Ils semblent en revanche moins préoccupés de produire une analyse objective du conflit. Il en résulte une débâcle journalistique où la mise en sourdine d'informations desservant la « cause » n'a d'égal que l'infantilisation du public.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky est-il aussi rédacteur en chef des médias occidentaux ? Ses vidéos quotidiennes donnent le ton, ses thèmes et anathèmes sont déclinés dans les heures qui suivent du *New York Times* au *Monde* en passant par Arte, *Paris Match*, les chaînes d'information continue et les radios publiques. Des livraisons d'armes occidentales traînent ? *Libération* relaie les doléances de Kiev auprès de l'Élysée : *« L'aide militaire, notamment celle de la France, est bien en deçà de ses besoins »* (20 juillet 2022). L'intérêt des populations occidentales pour le conflit faiblit ? Une parlementaire ukrainienne s'en désole dans *L'Opinion*, ce qui permet à la revue de presse de France Inter d'amplifier son appel : *« Elle supplie les médias occidentaux de ne pas oublier la guerre. Ils ont autant de pouvoir que les grands dirigeants, et si l'information se tarit Moscou va en profiter.* (…) *Oui,* soupire le journaliste, *il y a risque de lassitude, oui, la routine s'installe déjà. »* La routine assurément : celle d'une chambre d'écho médiatique qui amplifie les informations favorables au gouvernement ukrainien avec autant de détermination qu'elle disqualifie tout ce qui pourrait le contredire.

> ***« Le Monde » qualifie les enquêteurs d'Amnesty d'« idiots utiles » qui « offrent des cadeaux à la propagande de Poutine »***

Le 4 août 2022, un rapport d'Amnesty International fournit l'un des exemples les plus frappants de ce filtre : *« Les forces ukrainiennes mettent en danger la population civile,* signale alors Amnesty, *en établissant des bases et en utilisant des systèmes d'armement dans des zones résidentielles habitées, notamment des écoles et des hôpitaux, lors des opérations visant à repousser l'invasion russe qui a débuté en février. »* Bien entendu, précise le document, cela *« ne justifie en aucun cas les attaques menées sans discernement par les forces russes »* (1). Lors de sa présentation, M^me^ Agnès Callamard, secrétaire générale de l'association, relève : *« Le fait de se trouver dans une position défensive n'exempte pas l'armée ukrainienne de l'obligation de respecter le droit international humanitaire »* – un argument classique qui a justifié les nombreux communiqués d'Amnesty condamnant les violations des droits humains par le Hamas dans la bande de Gaza malgré les attaques israéliennes.

Mais M. Zelensky ne l'entend pas de cette oreille. Le soir même, il dénonce une enquête qui place *« la victime et l'agresseur d'une certaine manière sur un pied d'égalité »* et constitue une *« tentative d'amnistier un pays terroriste ».* À nouveau, les médias font chorus. Sur LCI (5 août 2022), Aline Le Bail-Kremer fustige l'association humanitaire en citant Elie Wiesel : *« La neutralité soutient les bourreaux, jamais les victimes »* – un précepte que Wiesel oublia souvent dans les cas de la Palestine ou de l'Irak. *« C'est l'erreur de ce rapport,* reprend sur France Culture le journaliste Jean-Sébastien Soldaïni. *En mettant en cause l'Ukraine, il a mis involontairement les deux adversaires sur un pied d'égalité »* (8 août 2022). Pour éviter tout risque de ce genre, *Le Monde* cite longuement un *« colonel de réserve et expert militaire ukrainien ».* Quand il qualifie les enquêteurs d'Amnesty d'*« idiots utiles »* qui *« offrent des cadeaux à la propagande de Poutine »,* le quotidien de référence valide son accusation en soulignant que *« le document a été bien accueilli en Russie »* (7-8 août 2022). Mais il omet de rappeler que le bureau russe d'Amnesty a été fermé le 8 avril 2022 en raison de ses critiques trop acerbes de Moscou.

Avant ce rapport fatidique, l'association avait en effet publié sur son site plus de 90 « nouvelles », communiqués de presse ou campagnes spécifiquement consacrés à la Russie, rien que depuis le début de l'année 2021. Tous critiquent le Kremlin, dénoncent l'enfermement

(1) Amnesty International, « Les tactiques de combats ukrainiennes mettent en danger la population civile », 4 août 2022.

(2) Comptage réalisé sur le site www.amnesty.org (en anglais).

© Courtesy Galerie Alexandra de Viveiros

Oleksandr Suprun /////
« My Shadow in Search of Heaven » (Mon ombre à la recherche du paradis), 1980

de contestataires, les entraves à la liberté de la presse et de manifestation, le sort réservé au dissident Alexeï Navalny, la répression de militantes féministes, la persécution des adversaires de la guerre, etc. Concernant plus précisément l'Ukraine, Amnesty a publié une quarantaine de textes entre février et août 2022. Tous condamnent l'invasion russe, les crimes de guerre, les atteintes aux droits humains commis par l'occupant, à l'exception d'un seul qui appelle les deux camps à respecter le droit des prisonniers (2).

En somme, bien que l'association n'ait observé aucune « neutralité » entre l'agresseur et l'agressé, elle a fauté. Car toute information susceptible de freiner la mobilisation en faveur d'un pays qui, comme le répètent les officiels français, *« se bat pour des valeurs que nous partageons »* se trouve aussitôt suspectée au motif qu'elle ferait « le jeu de Poutine ». Les médias qui ont érigé le combat contre les « fausses nouvelles » en impératif démocratique pilonnent à présent une nouvelle cible : les informations vraies mais inopportunes. M. Donald Trump, dont chaque mensonge était disséqué, peut déclarer le 9 août 2022 que la Russie *« tue des centaines de milliers de personnes »* en Ukraine sans encourir de démenti. En revanche les brigades de répression du vice et de promotion de la vertu éditoriales jugent inapproprié qu'on puisse regretter l'élargissement continu de l'Alliance atlantique, rappeler le non-respect par l'Ukraine des accords de Minsk II, suggérer que la désinformation de Moscou trouve parfois son répondant à Kiev. Symbole de la démocratie libérale, l'Ukraine se confond à leurs yeux avec son président télégénique et courageux. Sa cause devient une religion civile ; sa mise en cause, un blasphème. ■

JUSQU'OÙ ARMER L'UKRAINE ?

Les États-Unis entendent tirer le meilleur parti de l'erreur stratégique de la Russie, qui s'est enlisée militairement sur le champ de bataille ukrainien. Après avoir tenté la guerre-éclair économique, Washington compte davantage sur l'aide militaire massive à Kiev. En alternant coups de sonde du côté du Kremlin et vives accélérations des livraisons d'armes, La Maison Blanche opte pour une méthode hautement inflammable.

PAR HÉLÈNE RICHARD

En novembre 2022, une nouvelle « petite musique », plus pacifique, s'est échappée des murs de la Maison Blanche. Des fuites dans la presse ont fait état de contacts établis par le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan avec la garde rapprochée du président russe, notamment son conseiller diplomatique, M. Iouri Ouchakov. L'existence de ce canal – et la volonté de le faire connaître – a été interprétée comme l'ouverture d'une phase préliminaire en vue de négociations avec la Russie.

Cette ouverture intervient au moment où Washington a déjà engrangé quelques belles prises de guerre. Son rival russe a mis en pleine lumière les failles de son armée. Celle-ci a subi son troisième revers à Kherson – après le retrait de la région de Kiev en mars et de celle de Kharkiv en septembre. Sa modernisation est durablement compromise en raison des embargos technologiques. L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a gagné deux nouveaux membres (la Finlande et la Suède) ; le carnet de commandes du secteur militaro-industriel américain se remplit ; l'Allemagne a ouvert son premier terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) flottant à Wilhelmshaven, le 15 novembre 2022, pour accueillir le gaz américain qui se déverse désormais abondamment sur l'Europe. La signature de contrats de long terme avec l'Algérie, par gazoducs, ou le Qatar, pour le GNL, réalise le découplage énergétique entre l'Europe et la Russie inscrit sur la feuille de route américaine depuis la construction du gazoduc Nord Stream 1… Plombée par l'envol des coûts de l'énergie, l'industrie européenne perd son avantage compétitif, au profit notamment de ses concurrents américains, que le gouvernement protège de généreux boucliers financiers.

Une ouverture diplomatique qui intervient alors que Washington a déjà engrangé de belles prises de guerre

Ce renforcement, spectaculaire, de la position américaine est le résultat d'une méthode à haut risque et rentable à court terme : tester les lignes rouges de Moscou, en alternant accélérations et quelques prudents coups de frein. Même s'ils avancent en godille, les Américains poursuivent bien le même objectif : infliger une défaite stratégique à la Russie, en limitant le risque de confrontation directe.

Assurément, la perspective d'une invasion de l'Ukraine, anticipée depuis novembre 2021, ne réjouissait guère les États-Unis, tout occupés à leur rivalité avec la Chine. Au lendemain de l'invasion, Washington envisage plutôt d'abandonner à son sort l'armée ukrainienne, qu'on pressent peu capable de résister au déferlement des troupes russes. M. Volodymyr Zelensky est incité à quitter le pays pour former un gouvernement en exil, à l'abri des forces spéciales russes menaçant la rue Bankova (siège du gouvernement). Les sanctions économiques massives, minutieusement préparées, sont au cœur de la stratégie coordonnée des États-Unis et de Bruxelles (1). Ce n'est qu'à la fin du mois de mars 2022, quand les troupes russes doivent se retirer des faubourgs de Kiev, que Washington décide d'armer solidement le barillet ukrainien. La Maison Blanche tire alors parti de l'erreur stratégique du Kremlin. Le choc provoqué, le 1er avril suivant, par la découverte des exactions de l'armée russe à Boutcha favorise ce changement de pied. Les tenants d'une ligne dure accentuent leur pression sur le président ukrainien.

Les alliés occidentaux de l'Ukraine font traîner les discussions sur des garanties de sécurité qu'elle réclame en échange d'éventuelles concessions à Moscou, notamment l'acceptation d'un statut de neutralité. La visite impromptue, le 9 avril, du premier

(1) Lire Hélène Richard et Anne-Cécile Robert, « Le conflit ukrainien entre sanctions et guerre », *Le Monde diplomatique*, mars 2022 ; et « Des sanctions à double tranchant », novembre 2022.

(2) Propos de M. Johnson rapportés par une source anonyme, proche de M. Zelensky, du journaliste ukrainien Roman Romaniouk, dans « From Zelenskyy's "surrender" to Putin's surrender : How the negotiations with Russia are going », *Ukrainska Pravda*, 5 mai 2022.

(3) *Cf.* « Les armes étrangères qui ont permis à l'Ukraine de tenir face aux Russes : Himars, Javelin, drones suicides… », *Le Monde*, 17 septembre 2022.

Alena Grom ///// De la série « Butcha massacre », Boutcha, avril 2022. Une colonne russe a été détruite par l'aviation ukrainienne dans un quartier résidentiel de la ville.

ministre britannique Boris Johnson (il démissionnera en septembre 2022), le confirme : Londres et certainement Washington, dont il se fait alors l'émissaire, refusent cette concession faite à un « *criminel de guerre* » (2). Réduites d'abord au niveau des groupes de contact, les négociations capotent le 13 avril. S'ensuit une montée en gamme des armements livrés à l'Ukraine, tout au long du printemps : aux lance-missiles portatifs Javelin et Stinger, adaptés au harcèlement des troupes russes, s'ajoutent les systèmes de défense antiaérienne ou antinavires de moyenne et longue portée (3). Avec la combativité des Ukrainiens, les livraisons d'armes jouent un rôle décisif dans le succès de la contre-offensive de septembre, qui a permis à Kiev de récupérer la ville de Kherson, dans le sud du pays. En difficulté sur le terrain, la Russie a recours à son atout principal, à savoir la profondeur de son territoire, d'où sont pilonnées des régions éloignées de la ligne de front (Dnipro, Jytomyr, Zaporijia, Mykolaïv, Khmelnytsky, Kiev, Ternopil et Lviv, tout proche de la frontière polono-ukrainienne. Nullement une surprise, la chute fin octobre d'un missile sur le territoire de la Pologne, membre de l'OTAN, constitue le type d'événements, susceptibles d'élargir le conflit, que Washington redoutait. La Maison Blanche a pris immédiatement ses distances avec la thèse de Kiev, qui accusait à tort Moscou (il s'agissait d'un missile ukrainien égaré). En parallèle, Washington sonde les velléités de négocier des deux belligérants.

Nouvelles annexions

Or, le conflit a atteint un niveau d'incandescence qui rend difficile toute marche arrière. Les positions des belligérants se sont durcies. En septembre, la Russie a annexé quatre régions ukrainiennes (alors qu'elle semblait ne pas exclure en mars d'évacuer celles de Kherson et Zaporijia au sud, en échange d'une reconnaissance de l'indépendance du Donbass et d'une Crimée russe). À la frontière, le pays aligne près de trois fois plus de forces qu'au début du ☛

conflit, dans la perspective d'une offensive au printemps. De son côté, M. Zelensky pose comme condition préalable aux négociations un retrait des troupes russes au-delà des frontières de 1991, y compris du Donbass et de la Crimée. En mars 2022, ces deux régions étaient écartées des garanties sécuritaires que demandait l'Ukraine, ce qui laissait entendre que celle-ci était prête à envisager une discussion sur ses frontières avec la Russie. Le « pacte de sécurité » que réclame désormais Kiev vise à pérenniser le soutien militaire et financier occidental, sans fermer la porte à une adhésion à l'OTAN. S'il entrait en vigueur, ce « pacte de sécurité », rédigé par le chef de cabinet de M. Zelensky et par M. Anders Rasmussen, l'ancien secrétaire général de l'OTAN, réaliserait le cauchemar stratégique que Moscou prétendait prévenir en lançant son armée sur Kiev.

Une ouverture diplomatique intervient alors que Washington a déjà engrangé de belles prises de guerre

Démilitariser la Crimée

Une fois le réveillon passé, la « petite musique » se tait. Un nouveau saut qualitatif en matière de livraisons d'armes inaugure l'année 2023. Le 5 janvier, la France a, la première, brisé le tabou de l'envoi de chars, en acceptant de fournir à l'Ukraine des véhicules blindés légers AMX-10 RC. À sa suite, Londres a promis ses chars lourds Challengers, avant de faire pression, de concert avec la Pologne, les pays baltes et les pays nordiques, pour que Berlin lève ses restrictions à la réexportation de ses Leopard 2. L'Allemagne a convaincu les États-Unis de contribuer à cette nouvelle étape, en y adjoignant ses engins Abrams. Washington et ses alliés continuent ainsi de se mouvoir sur la ligne de crête de la cobelligérance.

Armer l'Ukraine, certes. Mais pour quels objectifs ? Les buts de guerre américains connaissent eux aussi une évolution en godille. En mars 2022, lors d'un discours à Varsovie, M. Biden évoquait à voix haute un changement de régime à Moscou, avant de rétropédaler. Le secrétaire d'État Antony Blinken précisait, le 6 décembre suivant, que les États-Unis soutiendraient Kiev jusqu'à la reconquête des territoires perdus depuis le 23 février 2022. Entendre hors Crimée et Donbass séparatiste. Mais, depuis la visite de M. Zelensky à Washington, la cote de la position américaine – qui n'est pas toujours limpide – poursuit son envolée. Officiellement, la Maison blanche soutient le plan de paix en dix points de M. Zelensky. Au menu duquel on trouve le retrait des troupes russes et la restauration de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, telle que définie par les Nations unies, c'est-à-dire Crimée comprise. Mais l'option ne fait pas l'unanimité dans les rangs du gouvernement. Une fois n'est pas coutume, le Pentagone défend le retour à la diplomatie. *« Il doit y avoir une reconnaissance mutuelle que la victoire militaire n'est probablement pas, au sens propre du terme, réalisable par des moyens militaires, et qu'il faut donc se tourner vers d'autres moyens »,* déclarait le général Mark Milley devant l'Economic Club de New York, en novembre dernier. Bien que diplomate, la sous-secrétaire d'État Victoria Nuland penche quant à elle pour les missiles à longue portée et considère la Crimée, *« une cible militaire légitime »* qu'il faudrait *« démilitaris[er] »* pour assurer la sécurité à long terme de l'Ukraine (4). *« Au minimum »,* a -t-elle ajouté, suggérant qu'une reconquête pure et simple serait préférable. Son patron Antony Blinken, lui, hésite, au motif que la Crimée pourrait constituer une ligne rouge pour Moscou.

Jusqu'à présent, les États-Unis ont surmonté prestement leurs réticences initiales, quand il s'est agi de tester la volonté de Moscou. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler les mots de M. Biden, le 11 mars 2022, à l'adresse d'élus et d'experts qu'il jugeait à l'époque imprudents : *« Ne vous racontez pas d'histoires ! Cette idée selon laquelle nous allons envoyer* [en Ukraine] *des équipements offensifs, des avions et des chars… Vous pouvez dire ce que vous voulez, les uns et les autres, cela s'appellerait la troisième guerre mondiale* (5). » L'aide militaire américaine s'élève depuis à 100 milliards de dollars, et comprend *« des équipements offensifs », « des chars »*. Kiev réclame désormais des avions F16.

Hélène Richard

(4) « Inside Biden's Ukraine Strategy With Ambassador Victoria Nuland », *Carnegie Connects*, 17 février 2023.

(5) Steven Nelson, « That's called World War III : Biden defends decision not to send jets to Ukraine », *New York Post*, 11 mars 2022.

Alena Grom ///// De la série « The Art of Living in the Critical Zone » (L'art de vivre dans une zone critique), Boutcha, avril 2022

ÉVÉNEMENT TOTAL, CRASH ÉDITORIAL

Face à un conflit international, les médias doivent souvent trancher une alternative : détourner les yeux, comme au Yémen, en Palestine, au Tigré, ou mettre en scène les armées occidentales volant au secours d'un peuple opprimé, comme au Kosovo, en Irak. Cette fois, les acteurs diffèrent mais l'objectif demeure : mobiliser l'opinion plutôt que l'informer.

PAR PIERRE RIMBERT

« *Journalistes, animateurs, chroniqueurs, reporters, que ce soit sur le terrain de la guerre ou à Paris, au cœur de l'actualité, tous unis et tous solidaires pour l'Ukraine.* » Cette annonce de France Télévisions du 4 mars 2022 résume la médiatisation en France des deux premières semaines de la guerre conduite par la Russie en Ukraine. Il ne s'agit plus d'informer, mais de mobiliser.

Le spectacle a saisi la société tout entière. Du stade Vélodrome de Marseille à la porte de Brandebourg à Berlin, les monuments arborent les couleurs du drapeau ukrainien, tout comme l'application « TousAntiCovid » (le 25 février 2022) et le survêtement des tennismen français qui affrontent l'Équateur à Pau (4 et 5 mars). Le service de VTC Bolt prévient : « *Nous reversons 5 % du montant de vos trajets en soutien à l'Ukraine* » (2 mars) ; McDonald's cesse de vendre des hamburgers place Pouchkine à Moscou ; le Comité international paralympique interdit aux handicapés russes de participer aux Jeux d'hiver de Pékin. À Berlin, le club techno Berghain offre la recette de sa première nuit de réouverture post-Covid « *à des organisations qui s'occupent notamment des personnes* queer *en Ukraine* » (*Berliner Zeitung*, 4 mars) et, à Milan, l'université de Bicocca supprime un cours sur Fiodor Dostoïevski afin d'« *éviter toute forme de polémique* » (*Le Figaro*, 9 mars) ; aux États-Unis, Facebook autorise à titre exceptionnel la publication par des usagers est-européens de menaces de mort contre les Russes (Reuters, 10 mars) ; enfin, le *Washington Post* (3 mars) révèle que « *la Fédération internationale des chats bannit les félins russes de toutes les compétitions* », jugeant impossible d'« *être témoin de ces atrocités et de ne rien faire* ».

Ce vibrionisme porte à son paroxysme une mécanique mise en mouvement il y a trente ans, lors de la première guerre du Golfe : celle de l'« événement total ». Elle procède comme une réaction en chaîne. La détonation initiale ? Une nouvelle de grande importance suscite une mobilisation telle qu'elle sort du strict domaine de l'information et gagne l'ensemble des moyens de communication instantanée, des chaînes d'information aux réseaux sociaux. Puis s'emballe lorsque les responsables d'institutions les plus diverses, persuadés à l'instar de la Fédération internationale des chats qu'ils ne peuvent demeurer sans rien faire, rivalisent de déclarations fracassantes.

Comme au moment des attentats de janvier et novembre 2015, comme lors du premier confinement sanitaire en mars-avril 2020, le traitement médiatique de l'invasion russe sort du cadre journalistique habituel. Si l'actualité ordinaire se compartimente en rubriques, l'événement total irradie tout l'espace rédactionnel. À l'image ☛

(1) *Cf.* Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1986, et Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Éditions de Minuit, Paris, 1984.

du quotidien *Le Monde,* dont chacune des « unes » du 26 février au 14 mars 2022 porte la mention « édition spéciale », radios et télévisions « bousculent leur grille ». Du bulletin météo qui célèbre les *« belles couleurs jaune et bleu »* (France Inter, 28 février) à la *« soirée de solidarité "Unis pour l'Ukraine" »* avec concert exceptionnel et collecte de dons (France Télévisions et Radio France, 8 mars) en passant par la veillée de lectures ukrainiennes de France Culture (4 mars), chaque programme doit sonner comme un éditorial.

Ce mélange des genres illustre un phénomène crucial : en conjoncture de crise, les frontières entre des secteurs sociaux autonomes deviennent soudain plus poreuses ou s'effritent. Politique, diplomatie, entreprises, institutions publiques obéissent habituellement chacune à leur logique, à leur rythme et à leur registre spécifiques. Le souffle d'un événement total tend à les synchroniser (1) sur la même pulsation fondamentale – celle de l'information en continu –, sur le même registre – celui de la réaction à l'emporte-pièce – et sur la même règle de fonctionnement – la surenchère.

Invectiver le dirigeant russe, comme si cela pouvait aider les Ukrainiens, et relayer sans vérification la communication de Kiev

Assurément, le caractère primitif de la propagande russe, l'interdiction faite à la presse de nommer la guerre par son nom sous peine de prison et la politique d'élimination physique des journalistes gênants menée par le Kremlin depuis deux décennies offraient aux médias occidentaux l'occasion d'exposer les vertus de leur contre-modèle. Mais l'événement total ne laisse d'espace ni au regard extérieur, ni au pluralisme : les directions éditoriales ont choisi leur camp, au point d'entériner sans protestation l'interdiction de RT et de Sputnik. Deux figures imposées jalonnent le parcours du combattant journalistique : invectiver le dirigeant russe, comme si cela pouvait aider les Ukrainiens, et relayer sans vérification la communication de Kiev.

Paraphrases

« Dans la guerre de l'image et de la communication, le maître du Kremlin, bientôt 70 ans, chauve, boursouflé, ne fait pas le poids face au sémillant président ukrainien, 44 ans », poursuit le magazine fondé par Jean Daniel. Faute de pouvoir peser sur l'issue militaire du conflit, les journalistes célèbrent une victoire qui est un peu la leur : « L'Ukraine domine la guerre informationnelle » (*La Croix,* 7 mars). Et pour cause : les directions éditoriales ratifient par défaut les annonces des autorités ukrainiennes et manifestent la plus grande indulgence vis-à-vis des *fake news* disséminées par Kiev. Les défenseurs de l'île des Serpents, morts *« héroïquement »* selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky, après avoir rétorqué à l'assaillant *« navire russe, va te faire foutre »* ? Ils *« auraient en fait survécu, mais peu importe : ces mots sont devenus un hymne à la résistance contre la Russie »,* explique *La Croix,* plein de miséricorde. Cette fausse information fut pourtant maintes fois reprise, y compris dans le *Washington Post* (25 février), qui paraphrasait les « éléments de langage » de M. Zelensky. Un peu esseulée au sein de sa profession, la journaliste de l'Agence France-Presse (AFP) Daphné Rousseau mettait en garde, après trois semaines passées sur place : *« J'ai entendu des confrères avoir l'impression d'être là pour défendre l'Europe, la liberté, leur famille. Il faut faire attention à ne pas se faire happer par cette stratégie de communication ukrainienne qui est redoutable »* (France 5, 13 mars). Peine perdue.

Pierre Rimbert

Bibliographie

Emmanuelle Armandon, *Géopolitique de l'Ukraine,* Presses universitaires de France, Paris, 2022 (1re éd. 2016).

Cette deuxième édition de l'ouvrage de la politologue, parue six mois après le début de la guerre, ausculte l'évolution des relations de Kiev avec la Russie, d'une part, et avec l'Europe d'autre part, lesquelles se situent selon l'auteure *« au cœur des événements qui frappent [l'Ukraine] depuis fin 2013. »*

Andreas Kappeler, *Russes et Ukrainiens, les frères inégaux. Du Moyen Âge à nos jours,* CNRS Éditions, Paris, 2022.

Publié initialement en Allemagne en 2017, ce livre de référence met notamment en lumière les récits nationaux russe et ukrainien et s'efforce de battre en brèche le mythe de l'unité naturelle et ancestrale entre les deux peuples issue du « berceau commun » de la Rous de Kiev (IXe-XIIIe siècles).

Taras Kuzio, *Russian Nationalism and the Russian-Ukrainian War. Autocracy, Orthodoxy, Nationality,* Routledge, Londres, 2022.

Taras Kuzio revient, entre autres, sur la crise de 2014 entre Kiev et le Kremlin, avec l'annexion de la péninsule criméenne par Moscou, et fournit un éclairage sur les facettes du nationalisme grand-russe du président Vladimir Poutine qui entend ramener l'Ukraine dans le giron de la Russie.

Dominique Arel et Blair R. Ruble (sous la dir. de), *Rebounding Identities: The Politics of Identity in Russia and Ukraine,* Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2007.

Fruit de travaux menés au sein du Kennan Institute du Wilson Center (Washington), cet ouvrage collectif, accessible en ligne sur Google Books, examine la question de l'identité culturelle, des minorités ethniques, du renouveau de la langue ukrainienne, etc.

Alena Grom /////
De la série « Womb »
(Utérus), Donbass, 2018

L'OMBRE DE L'ARMAGEDDON NUCLÉAIRE

Quand il annonce son « opération » contre l'Ukraine, le 24 février 2022, M. Vladimir Poutine sous-entend qu'il se donnera tous les moyens pour gagner la guerre, même nucléaires. « Coup de bluff », rétorquent Kiev et certains de ses alliés. Comme le rappelle la tradition des études stratégiques issues de la guerre froide, supposer son adversaire fou, tout en lui tenant tête, comporte le risque d'un emballement incontrôlé.

PAR OLIVIER ZAJEC *

On serait tenté de poser que ce n'est pas à l'agresseur (la Russie) de déterminer le niveau d'agressivité « acceptable » de la part de ceux qui, avec l'aide d'alliés, tentent de défendre l'intangibilité de leurs frontières et leur existence nationale (l'Ukraine). Mais cette remarque pourrait parfaitement s'appliquer à d'autres crises internationales passées, par exemple le cas du Koweït envahi en 1990 par l'Irak. Le problème est que, trente ans plus tard, le territoire agressé est celui de l'Ukraine, aux dimensions incomparables. Et que l'agresseur possède des arguments stratégiques d'une autre nature que ceux de Saddam Hussein.

Pour comprendre les enjeux des relations actuelles entre la Maison Blanche et le Kremlin, il faut se référer à la déclaration du ministre des affaires étrangères russe, M. Sergueï Lavrov, affirmant, en 2018, que la doctrine nucléaire russe « *limite clairement la possibilité d'utiliser les armes nucléaires à deux scénarios défensifs : en réponse à une agression contre la Russie ou ses alliés par le biais d'armes nucléaires ou de toute arme de destruction massive, ou en réponse à une agression non nucléaire, mais uniquement si la survie de la Russie est menacée* (1) ». Les doctrines nucléaires sont faites pour être interprétées. Depuis longtemps, le débat fait ☛

* Professeur des universités en science politique à la faculté de droit de l'université Jean-Moulin Lyon-III.

(1) Jon Queally, « "Bringing humankind closer to annihilation" : World leaders denounce Trump's new nuclear posture », Common Dreams, 4 février 2018.

rage parmi les experts en stratégie spécialistes de la Russie à propos de la lecture correcte de ce type de rappels doctrinaux (2). Le 11 mars 2022, dans le bimestriel *Foreign Affairs,* Olga Oliker, directrice du programme pour l'Europe et l'Asie centrale de l'organisation non gouvernementale (ONG) International Crisis Group, juge ainsi que *« l'expression de Poutine "un régime spécial de service de combat", bien qu'elle n'ait pas été utilisée auparavant, ne semble pas signaler un changement sérieux dans la posture nucléaire de la Russie* (3)*».*

Mais, au moins en matière de perception, ce qu'induit le deuxième cas de figure évoqué en 2018 par M. Lavrov – *« si la survie de la Russie est menacée »* – ne peut être esquivé dans la crise actuelle. Il s'agit bien de savoir si les dirigeants russes considèrent réellement le statut stratégique de l'État de l'Ukraine, et donc son appartenance éventuelle à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), comme une question vitale. Si la réponse est positive, cela expliquerait pourquoi, à l'encontre de toute logique formelle, de toute raison politique, en offrant ainsi à l'atlantisme otanien une raison de faire front et en abîmant irrémédiablement le statut international de Moscou, ses dirigeants ont pu juger rationnel d'agresser unilatéralement leur voisin. Et d'opter en sus pour une « nucléarisation » sans fard de leur diplomatie de crise afin d'écarter tout autre belligérant étatique de l'affrontement en cours. *« Peu importe qui essaie de se mettre en travers de notre chemin ou* (...) *de créer des menaces pour notre pays et notre peuple, ils doivent savoir que la Russie répondra immédiatement, et les conséquences seront telles que vous n'en avez jamais vu dans toute votre histoire. »,* déclarait M. Poutine, le 24 février 2022. Accompagnés d'une hausse du niveau d'alerte des forces nucléaires russes *(« un régime spécial de service de combat »),* ces mots renvoient à la catégorie du chantage.

Si la dimension manœuvrière est évidente, qui donc – en assumant dès maintenant une responsabilité pour les événements à venir – serait capable d'affirmer aujourd'hui précisément à quel degré ce cynisme tactique russe, qui atteindrait ses objectifs sous la forme d'une sanctuarisation agressive réussie, se mélange avec une part de conviction stratégique, nourrie de frustrations cristallisées ? Faut-il sous-estimer l'explosivité de ce mélange si d'aventure le syndrome obsidional russe était « testé » frontalement par les Occidentaux en Ukraine ?

Parmi les aspects structurants du conflit armé en Ukraine, l'arrière-fond atomique est de fait le plus saisissant. Tout se passe comme si le vocabulaire et les fondamentaux de la stratégie nucléaire, renvoyés pendant longtemps à la boîte à outils dépassée de la guerre froide, faisaient soudain l'objet d'un réapprentissage accéléré. La tendance est claire dans les médias et les lieux de pouvoir occidentaux, à mesure que s'opère une prise de conscience concernant les enchaînements potentiellement destructeurs qui lient les dimensions tactico-opératives et politico-stratégiques de la tragédie en cours. Aux déclarations mar-

(2) Kristin Ven Bruusgaard, « The myth of Russia's lowered nuclear threshold », *War on the Rocks,* 22 septembre 2017.

(3) Olga Oliker, « Putin's nuclear bluff : How the West can make sure Russia's threats stay hollow », *Foreign Affairs,* New York, 11 mars 2022.

(4) Lire Michael Klare, « Washington relance l'escalade nucléaire », *Le Monde diplomatique,* mars 2018.

Alena Grom ///// De la série « Womb » (Utérus), Donbass, 2018. Les images s'appuient sur les histoires de femmes qui ont donné naissance à un enfant dans des villes minières en zone de guerre. L'artiste photographe construit son travail en dressant des parallèles avec l'univers médical, où le sol et les abris antibombes rappellent une image d'échographie.

tiales de certains experts durant la phase initiale de la guerre ont succédé des analyses plus froides. À bien des égards, il n'est que temps. Kharkiv n'est pas Kaboul. En particulier si l'on considère les évolutions inquiétantes du débat nucléaire contemporain.

Un dangereux sophisme

Jusqu'à une date relativement récente, une certaine orthodoxie atomique, établie depuis la fin de la guerre froide parallèlement à la réduction concertée des arsenaux stratégiques des Deux ex-Supergrands, avait conduit à cantonner dans une sorte de périphérie doctrinale une partie très spécifique des arsenaux atomiques : les armes nucléaires dites « tactiques » en raison de leur puissance et de leur portée. De 1945 aux années 1960, celles-ci avaient pourtant occupé un rôle central dans les plans de guerre américains, en particulier sur le continent européen. Il s'agissait alors d'opposer à la supériorité conventionnelle soviétique l'effet surcompensateur du nucléaire, censé agir comme moyen d'interdiction sur le champ de bataille. Mais, à partir des années 1960, l'avènement de la destruction mutuelle assurée va progressivement ôter aux armes nucléaires tactiques (ANT) une grande part de leur employabilité éventuelle, en raison des risques d'escalade qu'elles induisent. L'expression de « frappe nucléaire limitée » en vient à être considérée comme un dangereux sophisme : une arme nucléaire, même étiquetée « tactique » selon une catégorisation par ailleurs arbitraire, reste en effet liée à un horizon potentiel de destruction absolue.

On assiste, dans le monde des études stratégiques, à un retour de ce que l'on dénomme les « théories de la victoire nucléaire »

Or, une inversion de tendance s'est opérée il y a une dizaine d'années. On assiste en effet, dans le monde des études stratégiques, à un retour de ce que l'on dénomme les « théories de la victoire nucléaire ». L'une des solutions préconisées fut de réintégrer les armes nucléaires tactiques dans la dialectique dissuasive élargie à des territoires alliés, de manière à offrir aux décideurs américains des options intermédiaires entre un Armageddon et une défaite sans guerre. La dissuasion globale était ainsi « restaurée », par la création de « barreaux d'escalade » supplémentaires, censés matérialiser un dialogue dissuasif sub-apocalyptique, avant que la voûte des intérêts vitaux de l'un ou l'autre adversaire majeur ne soit percutée et qu'une ascension aux extrêmes n'en découle.

En 2022, les nouveaux théoriciens de la victoire nucléaire rejettent eux aussi la « paralysie » qu'induirait une vision trop rigide de la dissuasion. Leurs convictions stratégiques ont trouvé une forme de semi-officialisation dans le rapport « Nuclear Posture Review » de l'administration Trump, publié en 2018 (4). Quelle est l'influence de ces théories du côté russe ? Le Kremlin a-t-il opté pour une confusion entre les capacités dissuasives nucléaires et conventionnelles, dans le cadre d'un continuum d'action opérationnelle ?

Dans une crise à caractère nucléaire, toutes les stratégies sont « sub-optimales ». Il existe cependant un choix pire que tous les autres : affirmer que le responsable adverse est fou, tout en considérant l'affrontement avec lui comme un « jeu du dégonflé » *(chicken game)* où le premier qui cédera perdra. Se persuader de cela mène soit à la destruction mutuelle (je ne cède pas *malgré* la folie de l'adversaire), soit à la défaite sans guerre (je cède *en raison* de sa folie). Ces dernières semaines, certains semblent accepter que cette combinaison, la pire de toutes, puisse mériter le nom de « stratégie ».

Olivier Zajec

L'ARME DU VIOL AU BANC DES ACCUSÉS

La justice internationale devra établir si les viols commis par les soldats russes en Ukraine, mais aussi par les forces de Kiev dans les territoires séparatistes, constituent des crimes contre l'humanité. En attendant, bien des obstacles demeurent pour poursuivre et faire condamner les auteurs de ces exactions, souvent encouragées sinon couvertes par la hiérarchie militaire.

PAR ILIONÉ SCHULTZ *

Dès fin mars 2022, quelques semaines après le début de la guerre, alors que les forces ukrainiennes commencent à libérer des villages occupés – Boutcha, Irpin et d'autres –, les récits de viols commis par les forces russes sur des civils émergent sur les réseaux sociaux et dans la presse. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky parle début avril de *« centaines de cas rapportés »*. Représentants des Nations unies, dirigeants européens et américains s'indignent, réclament des enquêtes et des investigations poussées. Pour la première fois, à ce niveau, on parle du viol comme « arme de guerre » en Ukraine.

Les instances qui se pencheront sur les crimes commis pendant le conflit ukrainien auront à juger des viols commis depuis l'invasion russe de février 2022. Mais pas seulement. En décembre 2020, la Cour pénale internationale (CPI) déclarait déjà qu'il y avait de *« sérieuses bases »* pour croire que de nombreux crimes de guerre avaient été commis en Ukraine depuis mars 2014 – date de l'annexion de la Crimée par la Russie – y compris des viols et violences sexuelles (1).

En 2015, les violences sexuelles sont couramment pratiquées des deux côtés du front, aux abords des points de contrôle ou en détention

En 2015, M^mes^ Zezioulkina et Kravchenko sont détenues plusieurs jours dans le Donbass par un bataillon pro-ukrainien (baptisé Tornado), et sont victimes d'attouchements et de menaces de viol. À cette période en effet, alors que les positions des belligérants sont très mouvantes dans l'est de l'Ukraine et que les structures étatiques se sont effondrées, les violences sexuelles sont couramment pratiquées des deux côtés de la ligne de front, aux abords des points de contrôle ou en détention. Viols avec objets, viols collectifs, menaces, nudités forcées, électrocutions des parties génitales sont perpétrés dans le but d'humilier, d'intimider, de punir, d'obtenir des informations, voire, côté séparatiste, d'extorquer des biens ou de l'argent.

Selon la mission onusienne de surveillance des droits humains en Ukraine, ces violences n'étaient alors pas utilisées *« à des fins stratégiques »*, mais surtout comme méthodes de torture (2). Elle estime, dans un rapport de 2021, à environ 340 (depuis 2014) le nombre de victimes de violences sexuelles en détention, soit entre 170 et 200 côté séparatiste et entre 140 et 170 côté ukrainien. Des chiffres sous-évalués notamment dans les républiques séparatistes et en Crimée où la mission des Nations unies n'a pu se rendre depuis huit ans.

Procès à huis clos

Même si les autorités ukrainiennes ont ouvert plus de 750 enquêtes sur des crimes commis envers les civils entre 2014 et 2020 par leurs propres forces armées, plusieurs rapports de défenseurs des droits humains relèvent une forme d'inaction. *« Rien n'a été fait pour que justice soit rendue aux victimes de disparitions forcées, d'actes de torture et de détention illégale aux mains de membres du SBU* [services de renseignement ukrainiens] *dans l'est de l'Ukraine entre 2014 et 2016 »*, déplore ainsi Amnesty International en 2021 (3). Dans un procès-test pour la démocratie ukrainienne, des membres du bataillon pro-ukrainien Tornado ont toutefois été jugés en 2016 pour leurs exactions commises dans le Donbass, dont des viols. À l'époque, le procès, à huis clos, échauffe les esprits. Violences et menaces ont lieu dans et en dehors de la cour par les soutiens des paramilitaires pour intimider l'appareil judiciaire. Huit anciens combattants écopent de peines allant de huit à onze ans de prison. Aucun, cependant, n'a été condamné pour crimes de guerre, alors que des faits auraient pu être qualifiés comme tels. La législation ukrainienne sur les crimes de guerre, couverts par l'article 438 du code criminel notamment, ne détaille pas les crimes sexuels, ce qui complique le travail des magistrats, souvent mal formés sur le sujet. D'autant plus que, jusqu'en 2019, les viols avec objets, par sodo-

* Journaliste.

mie ou entre personnes de même sexe par exemple, n'étaient pas considérés comme tels par la loi, modifiée depuis pour s'aligner sur les standards internationaux.

Un défi se pose aujourd'hui en Ukraine pour mieux accompagner les victimes de violences sexuelles, qui seraient désormais commises en masse. Courant juillet 2022, le bureau du procureur général ukrainien confirmait enquêter sur quarante-trois dossiers de violences sexuelles commises par les forces russes en Ukraine. Mais ce chiffre ne reflète pas la réalité, explique M. Oleksandr Pavlichenko, de Helsinki Human Rights Union (UHHRU), en rappelant que beaucoup de victimes ont fui le pays.

Des médailles en dépit des exactions

Les victimes sont peut-être devenues encore plus méfiantes après l'affaire Lioudmila Denisova, du nom de l'ancienne commissaire aux droits humains à Kiev, qui avait dénoncé environ quatre cent cinquante cas de viols identifiés via sa hotline créée juste après le début de la guerre, en publiant des détails, parfois très crus, sur ses réseaux sociaux. Fin mai 2022, quelques jours après son renvoi par le président, elle a reconnu dans la presse avoir « *exagéré* » certains des témoignages (4) pour toucher les politiciens et l'opinion occidentale.

De nombreux observateurs sur place – notamment l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (5) – considèrent que les viols y sont utilisés comme arme de guerre et pourraient être qualifiés de crimes contre l'humanité. Mi-octobre 2022, la représentante spéciale de l'ONU Pramila Patten, en charge des violences sexuelles commises en période de conflit, parle d'une « *stratégie militaire* » et d'une « *tactique délibérée pour déshumaniser les victimes* », se basant sur les témoignages de femmes évoquant notamment « *des soldats russes équipés de Viagra* ». « *On ne trouvera sûrement jamais d'ordre écrit de la part de Poutine pour dire : "Il faut violer toutes les Ukrainiennes"* », explique Mme Larysa Denysenko. Mais, selon cette avocate, cela n'invalide pas la responsabilité de la chaîne de commandement. « *Personne ne leur dit d'arrêter* », avance-t-elle, avant de rappeler que M. Vladimir Poutine a décoré de médailles militaires la 64e brigade de fusiliers motorisés, auteurs présumés des exactions commises à Boutcha – dont des viols.

Les enquêteurs nationaux et internationaux vont devoir patiemment rassembler les pièces du puzzle pour pouvoir juger les coupables. Mais, en attendant, c'est la justice ukrainienne qui se trouve aux manettes. Il y a donc urgence, selon Mme Oleksandria Matviitchouk, de modifier le code criminel. La directrice du Centre pour les libertés civiques (une ONG ukrainienne qui a reçu le prix Nobel de la paix en 2022) se bat depuis plusieurs années pour faire passer le projet de loi 2689, qui détaille beaucoup plus concrètement les crimes de guerre et contre l'humanité susceptibles d'être punis, notamment les violences sexuelles. Ratifié par le Parlement en 2020, ce texte attend depuis la signature du président Zelensky. « *Les militaires s'opposaient à ces changements,* éclaire M. Pavlichenko, de l'UHHRU. *Avec la guerre, ils sont devenus des héros. Il n'y a donc pas de volonté politique pour le moment.* » « *C'est le silence* », résume Mme Matviitchouk. ■

(1) « Statement of the prosecutor, Fatou Bensouda, on the conclusion of the preliminary examination in the situation in Ukraine », 11 décembre 2020.

(2) « Conflict-related sexual violence in Ukraine 14 March 2014 to 31 January 2017 » (document Microsoft Word), Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, www.ohchr.org

(3) « Ukraine 2021 », Amnesty International, www.amnesty.org

(4) Matthias Bau et Sophie Timmermann, « Reports of sexual violence in the war : Why the Ukrainian parliament dismissed human rights chief Denisova », *Correctiv,* 11 août 2022.

(5) « OSCE Secretary General condemns use of sexual violence as weapon of war, urges for international support to survivors », Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, 19 juin 2022, www.osce.org

Alena Grom /////
De la série
« Unnecessary Things »
(Choses inutiles),
2014-2019

L'AFRIQUE REFUSE DE S'ALIGNER

Le vote des résolutions des Nations unies concernant l'Ukraine a montré une Afrique divisée et réticente à suivre les choix occidentaux. De Paris à Washington, les chancelleries ont incriminé l'influence croissante du Kremlin sur les élites du continent. Au point d'en oublier que le manque d'entrain à condamner Moscou s'enracine dans les erreurs passées du camp des États-Unis ainsi que dans la crainte de voir l'hégémonie américaine renforcée en cas d'effondrement russe.

PAR ANNE-CÉCILE ROBERT

Stupéfaction et incompréhension traversent les chancelleries occidentales, ce 2 mars 2022, à l'annonce des résultats du vote d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies (ONU) déplorant l'agression perpétrée par la Russie et exigeant le retrait immédiat de ses troupes d'Ukraine. Si le texte est adopté à une large majorité (141 voix sur 193), la moitié des pays qui ne l'ont pas soutenu est africaine (dix-sept abstentions sur trente-cinq, une contre). En outre, huit États du continent n'ont pas pris part au scrutin, inaugurant une pratique désormais bien installée d'absentéisme calculé. L'Afrique est à la fois la région la plus réticente à suivre le mouvement de condamnation et la plus divisée dans la réaction au conflit, 50 % environ de ses capitales seulement approuvant les textes soumis à leur appréciation.

Des diplomates avouent y réfléchir à deux fois avant de courroucer Moscou, une puissance nucléaire et capable d'influence via son allié sud-africain

Dans la bataille pour isoler politiquement Moscou à l'ONU, les Occidentaux ont pourtant pesé de tout leur poids pour rallier les hésitants et les récalcitrants. *« Le Sénégal n'a pas reçu de pressions à proprement parler, mais des demandes de partenaires amis de l'Union européenne, des États-Unis,* avoue le président Macky Sall en maniant joliment l'euphémisme. *Beaucoup d'autres pays ont reçu les mêmes pressions amicales pour leur dire de voter dans tel ou tel sens* (1). »

Une fois la stupéfaction passée, les commentateurs avancent les explications les plus simples : les pays africains seraient dans la main de leur nouvel allié russe. Ainsi, après avoir rappelé que Moscou n'est pas un partenaire économique majeur de l'Afrique, l'africaniste Thierry Vircoulon estime que la Russie tire les bénéfices de sa *« stratégie de réimplantation agressive »,* notamment dans le domaine sécuritaire : *« De 2016 à 2020, elle a fourni 30 % des armes acquises par les pays d'Afrique subsaharienne ; depuis 2017, elle a signé des accords de coopération militaire avec vingt pays d'Afrique subsaharienne, contre seulement sept de 2010 à 2017* (2). » À cela s'ajoute évidemment la milice Wagner, force d'appoint de régimes fragiles et marginalisés comme au Mali ou en Centrafrique (3).

De telles considérations pèsent de toute évidence dans les choix africains. Sous couvert d'anonymat, des diplomates du continent avouent d'ailleurs, sans gêne particulière, que leurs dirigeants y réfléchiraient à deux fois avant de courroucer Moscou, une puissance militaire et nucléaire, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et capable d'exercer une influence certaine sur les relations intracontinentales, y compris via son allié sud-africain. Suivre ses amis ou ses intérêts n'a toutefois rien de surprenant. La France n'essuie-t-elle pas le reproche de pratiquer une « diplomatie du Rafale » qui la lie à des pays peu respectueux des droits humains comme l'Arabie saoudite ou l'Égypte, gros clients de ses armements et de ses avions de combat ? La surprise des commentateurs européens *« reflète d'abord leur perception d'une Afrique incapable d'apprécier de manière autonome les événements du monde »,* remarque malicieusement le politiste béninois Gilles Yabi (4).

La réaction en ordre dispersé du continent noir illustre aussi la nouvelle géopolitique, moins prévisible, faite d'alliances ponctuelles à géométrie variable. Chacun pratique ce qu'il est désormais convenu d'appeler une diplomatie « transactionnelle ». La référence au mouvement des non-alignés sert parfois de justification à une neutralité qui peut

SUR L'OCCIDENT

Alena Grom ///// De la série « The Art of Living in the Critical Zone » (L'art de vivre dans une zone critique), Boutcha, avril 2022. Il est inscrit « mine » sur la pierre pour prévenir les passants du danger.

paraître décalée par rapport au contexte de la guerre froide où il s'agissait de se démarquer de deux blocs impérialistes. Dans le cas présent, il s'agit de se positionner face à une violation gravissime de la Charte de l'ONU – modification de frontières par la force – par un membre permanent du Conseil de sécurité. Une volonté de se distinguer, notamment des affiliations historiques envers les anciennes puissances coloniales, pousse sans doute à forcer le trait, à surjouer l'indépendance. Pour les Occidentaux, le réveil semble brutal. *« Depuis la seconde guerre mondiale, nous avons vécu dans un monde défini principalement par les puissances occidentales – militairement, diplomatiquement, économiquement,* note encore Yabi. *Ce qui explique en partie l'attitude vis-à-vis de la Russie, c'est l'idée d'éviter la dépendance envers une superpuissance unique, notamment américaine ou des pays européens qui ont un passé colonial. »* Dans la configuration internationale qui se déploie, la palette des choix s'élargit et la volonté de déterminer librement ses partenaires s'accroît. Ces transformations coïncident avec l'accession aux responsabilités de nouvelles générations pour lesquelles les liens hérités de la colonisation ont perdu leur sens et qui se sentent libres de picorer dans le buffet des alliances. *« C'est cela le déclic,* décrypte Bakary Sambe, directeur du Timbuktu Institute, *nous sommes dans le contexte d'une Afrique qui, par le double effet d'une élite de plus en plus décomplexée et d'une population plus exigeante, cherche à mieux tirer son épingle dans le jeu des relations internationales* (5). »

Un profond sentiment d'injustice traverse les chancelleries africaines : l'évidence d'une « *partialité* (6)» des Occidentaux, comme le relève M^me^ Comfort Ero, présidente de l'International Crisis Group (ICG). Les libertés prises avec la Charte de l'ONU par les Occidentaux en Irak (2003), voire au Kosovo en 1999, et le dépassement du mandat accordé par le Conseil de sécurité à l'Alliance atlantique emmenée par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis en Libye en 2011, reviennent sur toutes les lèvres. Le renversement de Mouammar Kadhafi a eu des conséquences dramatiques dans le Sahel, notamment l'expansion du djihadisme, ainsi que l'a expliqué avec force le président du Niger Mohamed Bazoum lors de l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2022.

L'énormité de la faute russe n'efface pas l'envie de saisir l'occasion d'affirmer son ressentiment. Celui-ci vient également des défis immenses et souvent existentiels qu'affronte le continent sans toujours recevoir l'aide espérée du reste du monde. Lors de la même Assemblée générale, s'exprimant au nom de l'Union africaine, dont son pays assume alors la présidence tournante, le chef de l'État sénégalais Macky Sall interpellait ainsi le Conseil de sécurité *« afin qu'il traite de la même manière toutes les menaces à la paix et à la sécurité internationales, y compris en Afrique ».* M. Bazoum s'inquiétait, pour sa part, des *« grandes lacunes »* de la réponse mondiale au terrorisme, ce *« phénomène »* qui déstabilise des pays entiers dans le Sahel. Après avoir dressé la longue liste des menaces et enjeux qui affectent le continent – *« changement climatique, crise alimentaire, terrorisme, cyber, conflits armés, pandémie de* ☛

(1) Entretien au *Monde,* 25 octobre 2022.

(2) Thierry Vircoulon, « La Russafrique : combien de votes ? », The Conversation, 14 mars 2022.

(3) Lire Arnaud Dubien, « La Russie en Afrique, un retour en trompe-l'œil ? », *Le Monde diplomatique,* janvier 2021.

(4) Entretien avec Gilles Yabi, « Climate change is more important for Africa than the war in Ukraine », Institut Montaigne, Paris, 27 octobre 2022.

(5) Bakary Sambe, « L'Afrique devrait tirer profit de la renégociation des rapports de force au niveau international », Timbuktu Institute, 6 septembre 2022.

(6) « L'Afrique veut pouvoir défendre ses propres intérêts sans avoir à choisir un camp », *Le Monde,* 20 septembre 2022.

Covid-19 » –, le président du Kenya William Ruto dénonçait lui aussi l'échec du multilatéralisme à y répondre. Pendant quarante-cinq minutes, il a évoqué la sécheresse, la dette et le fossé numérique.

La menace d'une crise alimentaire causée par le conflit en Ukraine rappelle en outre à l'Afrique sa vulnérabilité historique à des événements extérieurs et lointains. Sans remonter à la colonisation (régulièrement citée par des commentateurs) ou aux plans d'ajustement structurel, la rupture des chaînes d'approvisionnement déjà constatée pendant la pandémie se confirme avec les céréales. La première démarche importante de l'Union africaine sera d'ailleurs de se rendre à Moscou plaider auprès de M. Vladimir Poutine un accord sur le commerce maritime en mer Noire.

Les appels à accorder un siège permanent à l'Union africaine au G20 ou au Conseil de sécurité de l'ONU se multiplient

Déplacements sur le continent en quelques semaines de M. Emmanuel Macron, de l'Allemand Olaf Scholz, du secrétaire d'État américain Antony Blinken, du ministre russe Sergueï Lavrov, et organisation précipitée du deuxième sommet Afrique-États-Unis mi-décembre à Washington : la multiplication des tentatives de séduction diplomatique révèle le regain d'intérêt du monde. Certains commentateurs africains voient cette configuration internationale comme riche de possibilités de développement et d'affirmation pour le continent. Les appels à rééquilibrer les relations internationales en accordant par exemple un siège permanent à l'Union africaine au G20 ou au Conseil de sécurité de l'ONU se multiplient. « *Si aujourd'hui le reste du monde, l'Europe notamment, souhaite développer des relations équitables avec l'Afrique, c'est le moment,* lance l'ancienne première ministre du Sénégal Aminata Touré. *Il y a un aréopage de partenaires potentiels, ce qui n'était pas le cas il y a quinze-vingt ans.* (...) *Le monde a changé, mais j'ai le sentiment que les puissances traditionnelles ne s'en rendent pas compte, ou du moins très, très lentement. Il faut un changement de paradigme* (7). » Signe que la route est encore longue, si la plupart des États occidentaux acceptent désormais l'idée d'élargir le Conseil de sécurité, ils ont tous massivement voté, seuls face à 123 pays, contre la résolution du 14 décembre 2022 de l'Assemblée générale de l'ONU appelant à rééquilibrer l'ordre économique international.

Anne-Cécile Robert

(7) World Policy Forum, Abou Dhabi, 10 décembre 2022.

Abonnez-vous à *Manière de voir*

...et contribuez à l'indépendance du *Monde diplomatique*

☐ 1 an - 6 numéros pour 39 €

☐ 1 an - 6 numéros + 1 an d'accès au Monde diplomatique en version numérique pour 64 €

Coordonnées : RMV23BA02

M. ☐ Mme ☐

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville .....

À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre du Monde diplomatique SA, à l'adresse suivante :

Manière de Voir
Service abonnements
A2400 62066 Arras cédex 9

Découvrez toutes les offres sur notre site :

www.monde-diplomatique.fr/abomdv
ou téléphonez au 03-21-13-04-32
(du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Entreprises et étranger nous consulter. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Le Monde diplomatique, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. ❒ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale du Monde diplomatique. ❒ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale des partenaires du Monde diplomatique. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : https://www.monde-diplomatique.fr/diplo/rgpd/ ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@monde-diplomatique.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@monde-diplomatique.fr ou par téléphone au 03 21 13 04 32 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien https://boutique.monde-diplomatique.fr/cgv.html

Alena Grom ///// De la série « The art of living in the critical zone » (L'art de vivre dans une zone critique), Boutcha, avril 2022

UNE GAUCHE DÉSARMÉE FACE À LA GUERRE

Aucune force de rappel ne semble pouvoir modérer l'unanimisme belliciste qui règne dans les médias occidentaux. Pourtant, il fut un temps où des tribuns et des manifestants pacifistes donnaient de la voix pour tenter de prévenir les engrenages mortifères. Intimidée par ceux qui la qualifient de « munichoise », cette gauche se tait, laissant le champ libre à son homologue atlantiste ou aux réflexes « campistes ».

PAR SERGE HALIMI

Depuis février 2022, le risque d'une guerre nucléaire a fait irruption dans notre actualité quotidienne. Pourtant dans la plupart des pays du monde, les partis politiques regardent ailleurs. Sur le terrain, l'intensité des combats s'accroît, les bombardements succèdent aux sabotages. Mais ailleurs, à gauche en particulier, on s'obstine à parler d'autre chose.

C'est donc dans l'indifférence à peu près générale que, le 3 octobre 2022, un débat sur l'Ukraine s'est tenu en France, à l'Assemblée nationale. Par charité, mieux vaudrait l'oublier. Les propos embarrassés de députés soucieux de se défendre de toute connivence passée avec le président Vladimir Poutine rivalisèrent avec des tirades grandiloquentes sur le « monde libre » qu'on aurait crues exhumées de la naphtaline des années 1950. Comme lors de chaque conflit qui engage les États-Unis depuis la guerre de Corée, des responsables politiques sans caractère et des journalistes qui ne connaissent de l'histoire de l'humanité que les deux années 1938 et 1939 ressassent leurs sempiternelles analogies : Munich, Daladier, Chamberlain, Staline, Churchill, Hitler.

Ces vingt dernières années, « Saddam », « Milošević », « Kadhafi », « Assad » nous ont déjà été présentés comme autant de réincarnations du Führer allemand ; on recommence presque tous les cinq ans. Ce coup-ci, « Poutine », le « maître du Kremlin », tient le rôle assigné. Chaque fois, on nous enjoint à combattre le diable du moment, mais aussi à le punir, à le ruiner, à le détruire, faute de quoi son entreprise criminelle s'élargira. Puis on rejoue la même scène quand on découvre, surpris et désolé, que ce qui succède au monstre terrassé n'est pas toujours le modèle de démocratie libérale et inclusive qu'on avait promis : des milices mafieuses ont succédé à Mouammar Kadhafi, l'Organisation de l'État islamique (OEI) a prospéré dans le vivier des anciens partisans de Saddam Hussein.

En 1961, au plus fort de la guerre froide, George F. Kennan, le théoricien américain de l'endiguement de l'Union soviétique *(containment),* mettait en garde ses compatriotes – et quelques autres : *« Il n'y a rien de plus égocentrique qu'une démocratie qui livre bataille. Elle devient vite la victime de sa propagande de guerre. Elle tend ensuite à attribuer une valeur absolue à sa cause, ce qui déforme sa vision de tout le reste. Son ennemi devient l'incarnation du mal. Son camp, le centre de toutes les vertus* (1). »

La tentation d'un tel « manichéisme démocratique » est d'autant plus irrésistible dans le cas de l'Ukraine que les torts du gouvernement russe sont écrasants. Il a violé l'intégrité territoriale de son voisin dans ses frontières ☛

(1) George F. Kennan, *Russia and the West Under Lenin and Stalin*, Little, Brown and Company, Boston, 1961. Cité par Tariq Ali, *Winston Churchill. His Times, His Crimes*, Verso, Londres, 2022.

internationales reconnues par tous ; il s'obstine à piétiner le droit du peuple ukrainien à l'existence. Il s'est ainsi rendu coupable d'une transgression caractérisée de la Charte de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui prohibe un tel recours à la force. Par ailleurs, membre fondateur de l'ONU, la Russie empêche cette organisation de jouer son rôle de garant de la paix internationale puisque le Conseil de sécurité, au sein duquel elle dispose d'un droit de veto, est le seul organisme habilité à sanctionner un agresseur. La Russie agit ainsi comme les États-Unis au moment de la guerre d'Irak, mais avec un facteur aggravant : après avoir pourtant reconnu les frontières de l'Ukraine au moment de son indépendance en 1991, elle a déjà annexé en 2014 une partie du territoire de son voisin, la Crimée. Et vient de s'en attribuer plusieurs autres, le Donbass ainsi que certaines régions du sud de l'Ukraine qu'elle ne contrôle d'ailleurs qu'en partie.

« Il n'y a rien de plus égocentrique qu'une démocratie qui livre bataille. Elle devient vite victime de sa propagande de guerre »

Nouvelle union sacrée

Pour le moment, le conflit en Ukraine ne laisse entrevoir aucun dénouement heureux. Cette guerre se terminera mal de toute façon. L'hypothèse d'une Ukraine écrasée par la Russie, soumise et dépecée par son voisin, n'est pas la plus probable aujourd'hui. Elle marquerait assurément un revers spectaculaire des États-Unis et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Mais au profit d'un nationalisme russe autoritaire et réactionnaire, allié à l'Église orthodoxe et à l'extrême droite. Une telle issue – on a presque scrupule à énoncer cette évidence – ne saurait servir quelque cause progressiste que ce soit. Mais la guerre ne se terminera pas bien non plus si la Russie en sort à la fois vaincue et humiliée. Bien entendu, une victoire militaire de l'Ukraine, obtenue grâce à l'aide massive des pays occidentaux, mettrait un terme à l'agression russe et rétablirait la souveraineté, au moins formelle, de Kiev sur l'ensemble de son territoire. Mais, à supposer qu'une telle perspective ne conduise pas Moscou à prendre des risques insensés, y compris nucléaires, pour la contrecarrer, elle ne se résumerait pas à une victoire du peuple ukrainien. Elle renforcerait aussi la position des États-Unis dans le monde, ébranlée après les débâcles irakienne et afghane, et consoliderait l'hégémonie américaine dans une Union européenne ayant définitivement renoncé à toute ambition d'autonomie stratégique. Enfin, elle déboucherait sur une subordination durable de l'Ukraine à l'OTAN, c'est-à-dire sur la certitude d'un état de tension permanent avec la Russie, voisin qui mûrirait sa revanche.

En Europe et aux États-Unis, la gauche est alignée ou intimidée. Ailleurs, elle est souvent duplice, « campiste ». Alignée lorsqu'elle se rallie à la politique de l'OTAN, qui n'est pas sans responsabilités dans ce conflit. On peut lui concéder qu'elle le fait pour appuyer un pays envahi, lequel a le droit de se défendre et de libérer son territoire par les moyens de son choix, y compris en faisant appel à une aide étrangère. Ce faisant, cette gauche se rallie néanmoins sur une question essentielle à des gouvernements qu'elle combat. Et, cadenassée dans une nouvelle « union sacrée », elle renonce à exprimer quelque autonomie, quelque proposition que ce soit, ce qui correspond d'ailleurs à ce que ses adversaires ont toujours attendu d'elle : qu'elle démontre son « esprit de responsabilité » en battant des mains en cadence. « *Contrer militairement l'agression russe oblige, en l'état actuel des rapports de forces, à composer avec l'OTAN,* conclut ainsi Edwy Plenel, qui avait déjà appuyé avec ferveur la guerre de l'Alliance atlantique au Kosovo à la fin du siècle dernier. *Dans cette alternative tragique, l'impérialisme russe ne nous laisse pas le choix* (2). »

Une autre gauche, largement silencieuse, ne croit ni à la légitimité ni à l'efficacité des sanctions occidentales, mais les défend pour éviter d'être injuriée. À vrai dire, quand on l'interroge sur l'Ukraine, elle s'empresse de changer de sujet. Au moment où la France est engagée aux côtés des États-Unis dans une guerre susceptible de l'opposer à la Russie, la divergence entre les deux gauches ressemble à un écartèlement, même si elles se retrouvent pour défendre l'écologie et le pouvoir d'achat…

(2) Edwy Plenel, *L'Épreuve et la Contre-Épreuve,* Stock, Paris, 2022.

(3) Stathis Kouvelakis, « La guerre en Ukraine et l'anti-impérialisme aujourd'hui », *ContreTemps,* Paris, 7 mars 2022.

Parfois qualifiée de « campiste », une troisième gauche, puissante en Amérique latine et dans le monde arabe, se proclame anti-impérialiste et relaie, comme au temps de l'Union soviétique, la plupart des thèses de Moscou. On se demande parfois si elle mesure à quel point la Russie d'aujourd'hui s'apparente, selon la formule de l'intellectuel marxiste Stathis Kouvelakis, à « *un État capitaliste dont la classe dominante est constituée par une oligarchie qui s'est formée grâce au pillage de l'ancienne propriété d'État, avec le plein assentiment et l'aide des Occidentaux* (3) ».

Le Sud inquiet de l'hubris américaine

Enfin, cette gauche anti-impérialiste pourfend légitimement l'alignement de l'Ukraine et de l'Union européenne sur les États-Unis, mais elle omet de rappeler que l'homme qui a précipité cette mutation géopolitique, ainsi que l'adhésion de deux États de l'Union à l'OTAN, la Finlande et la Suède, se nomme Vladimir Poutine. Les ennemis du président russe aiment nous seriner qu'il fut officier du KGB. Mais, au vu de son bilan depuis février dernier, on se demande ce qu'il aurait fait de plus pour servir les intérêts américains s'il avait été – comme George H. Bush – directeur de la Central Intelligence Agency (CIA)…

Est-il si difficile de comprendre plusieurs choses à la fois, y compris quand elles paraissent contradictoires ? On peut défendre le droit du peuple ukrainien à être souverain tout en mesurant qu'un écrasement « humiliant » de la Russie favoriserait, si l'humanité y survit, l'hégémonie des États-Unis. Car ce sont eux qui dominent l'OTAN, qui livrent des milliards de dollars d'armes à l'Ukraine et qui cherchent ainsi à affaiblir un rival stratégique du bloc occidental. La place de ces deux adversaires dans l'ordre international explique d'ailleurs que nombre d'États du Sud puissent, sans être solidaires de l'agression russe, estimer que Moscou représente une puissance d'équilibre géopolitique dont l'effondrement ressusciterait l'hubris américaine, avec tous les dangers que cela comporte pour les éventuels récalcitrants.

La guerre d'Ukraine doit se conclure par une solution diplomatique. Rien ne l'annonce pour le moment. Face à un tel blocage, les non-belligérants devraient éviter de jouer aux matamores sur un front où d'autres qu'eux meurent, et se concerter avec des pays que Moscou et Kiev écoutent encore pour imaginer avec eux les termes d'un règlement que Russes et Ukrainiens pourraient accepter. Les Occidentaux qui aident l'Ukraine à se défendre doivent aussi lui faire comprendre que les armes qu'ils lui livrent ne sauraient servir à une reconquête de la Crimée, que Moscou ne peut accepter, encore moins à lancer des opérations en territoire russe. Irréaliste, l'idée de juger le président Poutine pour crimes de guerre doit également être abandonnée, en ayant à l'esprit que son ancien homologue George W. Bush consacre sa retraite à la réalisation de tableaux à la peinture à l'huile dans son ranch du Texas.

Dans cette affaire, l'inexistence de la gauche est sidérante. Elle ne pèse pas, se tait ou dit n'importe quoi. La vision d'une guerre de civilisation resurgit, les centrales à charbon redémarrent, les dépenses militaires explosent. Où est-elle ? Qu'en pense-t-elle ? Quelle solution diplomatique entrevoit-elle ? On la savait divisée sur des questions de politique énergétique, de symboles culturels, de stratégie électorale. La guerre d'Ukraine confirme que c'est bien pire en politique étrangère. Un domaine où pour elle tout est à faire ou à refaire – à supposer que le sujet l'intéresse encore.

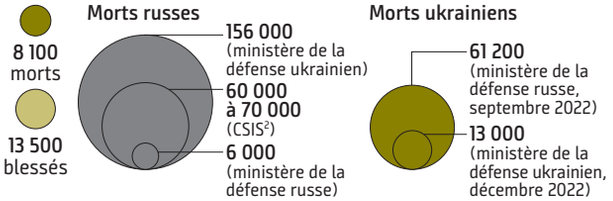
Serge Halimi

Alena Grom /////
De la série « The Art of Living in the Critical Zone » (L'art de vivre dans une zone critique), Boutcha, avril 2022

Voix de faits

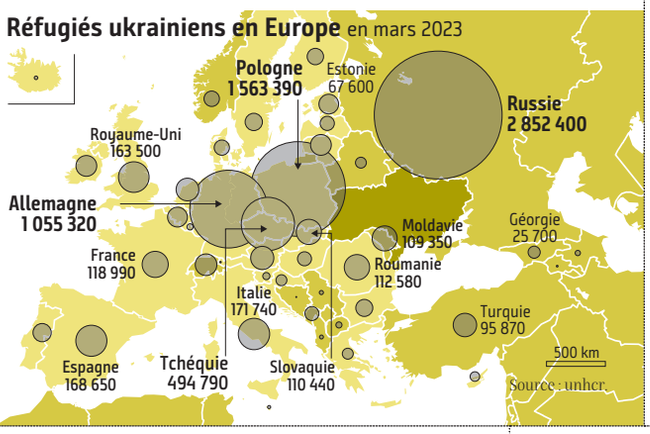
Victimes et crise migratoire

Estimations du nombrede victimes (février 2022-mars 2023)



1. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.
2. Center for strategic & international studies.

Réfugiés ukrainiens en Europe en mars 2023



Peuple « frère »

Trois jours avant l'invasion de l'Ukraine, M. Vladimir Poutine prononce un discours dans lequel il suggère que ce territoire appartient à ce qu'il nomme la « Russie historique ».

« Je tiens à souligner à nouveau que l'Ukraine n'est pas seulement un pays voisin pour nous. C'est une partie inaliénable de notre propre histoire, de notre culture et de notre espace spirituel. *(…)* **Depuis des temps immémoriaux, les personnes vivant dans le sud-ouest de ce qui a été historiquement la terre russe se sont appelées elles-mêmes Russes et chrétiens orthodoxes.** *(…)* **L'Ukraine moderne a été entièrement créée par la Russie ou, pour être plus précis, par la Russie bolchevique et communiste.** *(…)* **Dans le même temps, les autorités ukrainiennes ont commencé par construire leur État sur la négation de tout ce qui nous unissait, en essayant de déformer la mentalité et la mémoire historique de millions de personnes, de générations entières vivant en Ukraine. »**

Source : Vladimir Poutine, allocution télévisée à la nation, 21 février 2022, accessible sur la page YouTube de France 24.

4 MILLIONS

Nombre de morts lors de la grande famine en Ukraine entre 1932 et 1933. Alors que Kiev a interdit le déni public de ce qu'elle qualifie de génocide, la Russie conteste l'existence d'un projet d'élimination ethnique des Ukrainiens. La plupart des historiens affirment que la famine n'a pas été planifiée, mais que les autorités l'ont aggravée à partir de l'automne 1932 pour des raisons politiques (lutter contre le nationalisme ukrainien et contre la paysannerie dont le poids était important sur ces « terres noires »).

Source : Barbara Martin, « Le Holodomor dans les relations russo-ukrainiennes (2005-2010). Guerre des mémoires, guerre des identités », *Relations internationales*, n° 150, 2012.

ODE

« Ils aiment grandement leur liberté, sans laquelle ils ne voudraient vivre. »

Guillaume le Vasseur de Beauplan, ingénieur français, à propos des Cosaques zaporogues dans sa *Description d'Ukranie*, publiée à Rouen, en 1660.

+ 3 100 %

Taux de la hausse des prix à la consommation qu'a connue l'Ukraine au cours de l'année 1992, dans la foulée de l'indépendance.

Source : *Le Monde*, 29 juin 1993.

« Lorsque les armes auront perdu leur tranchant, que votre ardeur sera éteinte, que vos forces seront épuisées et que votre trésorerie sera réduite à rien, les souverains voisins profiteront de votre détresse pour agir. »

Sun Tzu, général et stratège chinois, IVe siècle avant J.-C.

Chronologie

882 . Le prince varègue Oleg fonde l'État de la Rous de Kiev.

988 . Vladimir de Kiev s'empare de Chersonèse (Crimée actuelle), citadelle byzantine dans laquelle il se convertit au christianisme.

1362 . Après avoir chassé les Mongols, la Lituanie contrôle la majorité du territoire ukrainien. La Pologne, elle, règne sur la Galicie et une portion de la Volhynie.

1385 **14 août.** Le traité d'alliance lituano-polonais (Union de Krewo) accorde la Volhynie à la Lituanie et la Galicie à la Pologne.

1569 **1er juillet.** L'Union de Lublin porte sur les fonts baptismaux la république des Deux Nations (Pologne et Lituanie). La majorité de l'Ukraine passe dans le giron polonais.

1649 **Janvier.** Le chef cosaque Bogdan Khmelnytskyï instaure un Hetmanat (État autonome) en Ukraine centrale et crée la Rada (Parlement) à Kiev.

1654 **16 janvier.** L'Hetmanat se place sous la protection de la Russie (traité de Pereïaslav).

1667 **13 janvier.** La Pologne et la Russie se partagent l'Ukraine, avec le Dniepr comme frontière. Le territoire administré par Saint-Pétersbourg est transformé en province russe en 1722.

1771 . Après une guerre contre la Turquie déclenchée en 1768, la Russie occupe la Crimée. La péninsule est incorporée à l'empire en 1783.

1795 1795 . La partie orientale de l'Ukraine, contrôlée jusque-là par la Pologne, est intégrée à la Russie. La Galicie est annexée par l'Autriche.

1853 1856 . Guerre de Crimée entre la Russie et une coalition dirigée par Paris et Londres. Les alliés franco-britanniques prennent Sébastopol en septembre 1855.

1917 **23 juin.** À la suite de la révolution russe de février, la Rada centrale établie à Kiev en mars proclame l'autonomie de l'Ukraine au sein de la Russie.

70 %

C'est le pourcentage de votants ukrainiens favorables à la préservation de l'Union soviétique, à l'issue du référendum organisé le 1er mars 1991 par le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Les pays baltes, la Moldavie et l'Arménie boycotteront le scrutin. Dans l'ensemble des républiques participantes, le « oui » l'emporte à 76,4 %.

« Rouskaïa Pravda »

En 1051, moins de deux siècles après la naissance de la Rous de Kiev, le prince bâtisseur Iaroslav Ier promulgue un code de lois civiles inspiré du droit scandinave. Baptisé *Rouskaïa Pravda*, il interdit notamment les châtiments corporels et la peine capitale.

Sources : Orest Subtelny, *Ukraine. A History*, University of Toronto Press, 2009 ; Olivier de Laroussilhe, *L'Ukraine*, Presses universitaires de France (PUF), 2002.

Grenier à grains

« J'ai besoin de l'Ukraine afin que l'on ne puisse pas nous affamer à nouveau comme durant la dernière guerre. »

Adolf Hitler, dans un entretien avec l'historien Carl Jacob Burckhardt, en 1939.

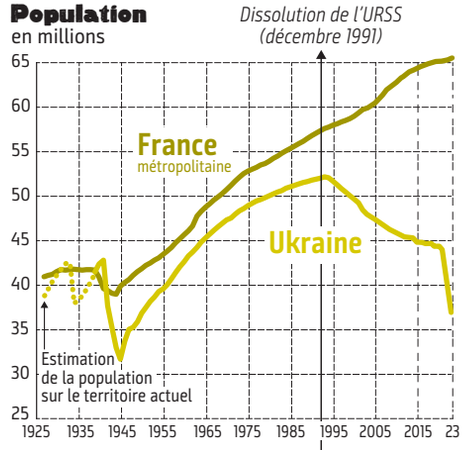
UNE SI VIEILLE QUESTION LINGUISTIQUE

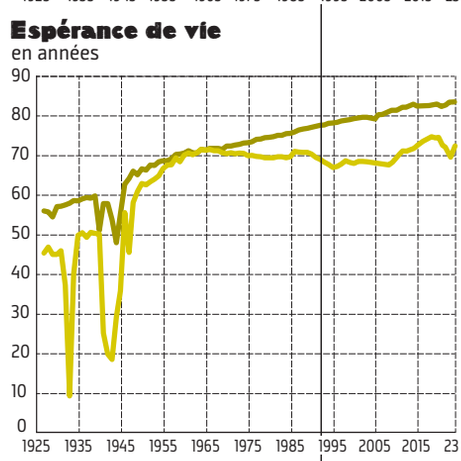
À l'été 1993, un important mouvement de grève secoue le Donbass. Aux revendications économiques, les syndicats ajoutent des demandes politiques. Sur leur impulsion, est organisé en mars 1994 un référendum régional consultatif. 87 % des électeurs de la région de Donetsk et 91 % de ceux de la région de Lougansk soutiennent alors l'attribution du statut de seconde langue officielle au russe.

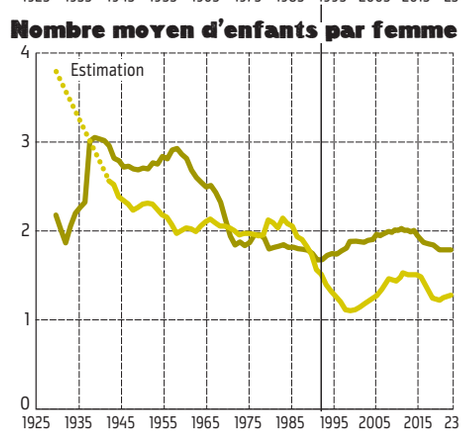
Source : Emmanuel Armandon, *op. cit.*

« Les Américains ne soutiendront pas ceux qui cherchent l'indépendance pour remplacer une tyrannie lointaine par un despotisme local. Ils n'aideront pas ceux qui promeuvent un nationalisme suicidaire basé sur la haine ethnique. »

Discours dit « du poulet à la Kiev » prononcé par le président américain Georges H. Bush devant les députés de la Rada, le 1er août 1991.







Sources : *Population & Sociétés*, n° 413, INED, juin 2005 ; Nations unies, World Population Prospects 2022.

1918 — **3 mars.** Signature du traité de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et la Russie, qui se retire du conflit mondial. Moscou abandonne l'Ukraine aux Allemands.

22 janvier. La Rada déclare l'indépendance de l'Ukraine. Les troupes bolcheviques s'emparent de Kiev le 9 février.

1919 1920 — **.** Après la défaite de l'Allemagne en novembre 1918, l'Ukraine est prise dans la guerre civile.

1921 — **18 mars.** Traité de paix entre la Russie et la Pologne, qui administre la Galicie depuis 1919. Moscou conserve l'Ukraine centrale et orientale, tandis que la Roumanie et la Tchécoslovaquie annexent respectivement la Bucovine et la Ruthénie.

1922 — **30 décembre.** Création de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), avec la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et la Fédération de Transcaucasie.

1932 1933 — **.** La famine qui frappe l'Ukraine, amplifiée par Joseph Staline pour punir les paysans ukrainiens, fait plusieurs millions de morts.

1939 — **Août.** En vertu du pacte germano-soviétique (23 août), l'URSS récupère les territoires ukrainiens incorporés par la Pologne mais aussi la Bucovine.

1941 — **Septembre.** Kiev tombe aux mains des Allemands. Près de 8 millions d'Ukrainiens (sur 42 millions) seront tués par les nazis durant la seconde guerre mondiale, dont plus de 1,5 million de Juifs.

1943 — **Novembre.** L'Armée rouge libère la capitale ukrainienne.

1954 — **19 février.** Pour fêter les 300 ans de la « réunification » de l'Ukraine et de la Russie, le chef du Kremlin, Nikita Khrouchtchev, « offre » la Crimée à Kiev.

1985 — **11 mars.** Mikhaïl Gorbatchev est élu à la tête de l'URSS. Il engage bientôt une série de réformes (perestroïka et glasnost) qui suscitent de nombreux espoirs en Ukraine.

1986 — **26 avril.** Catastrophe nucléaire dans la centrale de Tchernobyl, près de Pripiat.

1989 — **8 septembre.** L'Union des écrivains ukrainiens fonde le Mouvement populaire d'Ukraine (MPU, ou Roukh), sous la houlette de Viatcheslav Tchornovil.

ADIEU AUX OGIVES

« Soit nous restons un pays nucléaire, soit nous intégrons complètement le système de défense européen avec toutes les garanties de sécurité qui lui sont inhérentes », déclare en 1993 le député ukrainien Ivan Zaets. À l'époque, Moscou et Washington tentent de convaincre Kiev de transférer ses ogives issues de l'arsenal soviétique vers la nouvelle Russie indépendante. L'Ukraine l'accepte finalement dans le cadre du mémorandum de Budapest, signé en 1994 avec la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis. Les parties s'engagent à respecter l'intégrité territoriale de leur voisin, mais aucune, notamment Washington et Londres, ne promettent d'aider militairement l'Ukraine en cas d'agression. Le document prévoit que les signataires *« s'abstiennent d'utiliser la pression économique sur l'Ukraine en vue d'influencer sa politique ».*

Source : « La Crimée, péninsule de toutes les discordes », *Le Monde diplomatique,* janvier 1994.

Le journaliste Seymour Hersh affirme que les États-Unis sont responsables du sabotage du gazoduc Nord Stream 1 et 2. Selon son enquête, un navire norvégien a largué, le 26 septembre 2022, une bouée sonar qui a déclenché à distance des charges explosives placées sur l'infrastructure trois mois plus tôt par des plongeurs américains. Les grands titres de la presse américaine ont dénigré cette investigation au motif qu'elle repose sur une source anonyme. Selon la *Columbia Journalism Review,* ces mêmes journaux ont, pour la plupart, cité près d'un millier de sources anonymes durant le mandat de M. Donald Trump, notamment pour instruire à charge la prétendue collusion de l'ex-président avec la Russie.

Sources : Seymour Hersh, « How America Took Out The Nord Stream Pipeline », Substack, 8 février 2023 ; Jeff Gerth, « The press versus the president », *Columbia Journalism Review,* New York, 30 janvier 2023.

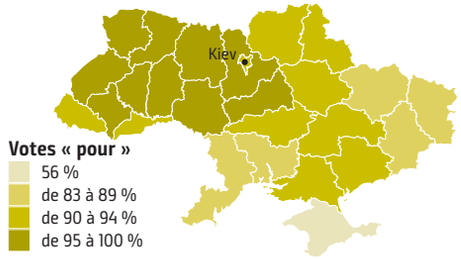
Rêve européen

« Notre place se trouve au sein de l'Union européenne. Nous ne sommes plus à la lisière de l'Europe. Nous sommes au centre de l'Europe. »

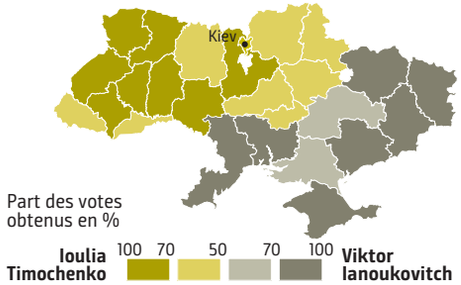
M. Viktor Iouchtchenko, lors de sa prestation de serment présidentiel, le 23 janvier 2005.

Une polarisation politique qui s'estompe

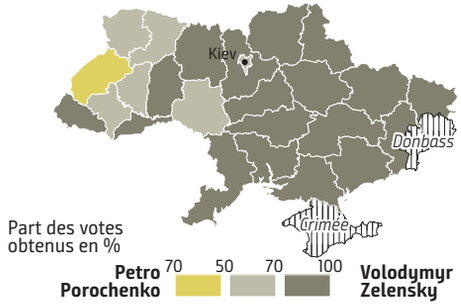
Référendum sur l'indépendance, décembre 1991

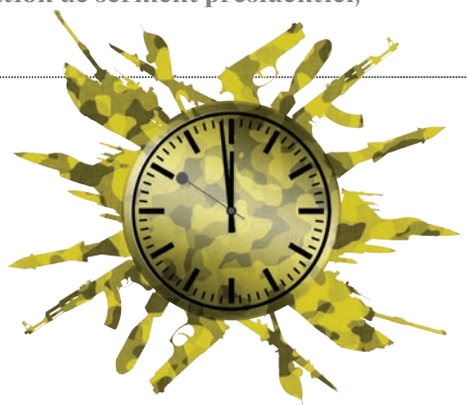


Élection présidentielle de 2010, 2e tour



Élection présidentielle de 2019, 2e tour





MINSK SELON MERKEL

L'ancienne chancelière Angela Merkel a donné une interprétation très personnelle des accords de Minsk conclus en 2014-2015 pour mettre fin à la guerre du Donbass.

« Les accords de Minsk en 2014 constituaient une tentative de donner du temps à l'Ukraine. Celle-ci a profité de ce temps pour devenir plus forte, comme on le voit aujourd'hui. L'Ukraine de 2014-2015 n'est pas l'Ukraine d'aujourd'hui. Comme on l'a vu avec la bataille de Debaltseve début 2015 [un nœud ferroviaire du Donbass, dans la région de Donetsk, reconquise par les séparatistes en février 2015], Poutine aurait pu facilement la déborder à l'époque. Et je doute fort que les pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord auraient pu faire à l'époque ce qu'ils font aujourd'hui pour aider l'Ukraine. »

Source : *Die Zeit,* 7 décembre 2022.

1991

24 août. Le Conseil suprême de la République soviétique socialiste ukrainienne proclame l'indépendance.

1er décembre. Leonid Kravtchouk devient le premier président d'Ukraine. L'indépendance est approuvée par référendum avec plus de 90 % des voix.

8 décembre. La Russie, l'Ukraine et la Biélorussie constatent officiellement la disparition de l'URSS et créent la Communauté des États indépendants (CEI).

1992

Mai. La Crimée adopte sa propre Constitution et se déclare république autonome au sein de l'Ukraine.

1994

10 juillet. L'ex-premier ministre Leonid Koutchma succède à Kravtchouk. Il sera réélu en 1999.

5 décembre. Mémorandum de Budapest : Moscou s'engage à respecter les frontières de l'Ukraine en contrepartie du retrait des armes atomiques de son territoire.

1995

17 mars. Kiev destitue le président de la Crimée et abroge la Constitution de la péninsule.

1997

28 mai. Traité russo-ukrainien sur le partage de la flotte de mer Noire. Il accorde plus de 80 % de celle-ci à la Russie, qui garde la base navale de Sébastopol moyennant un bail de vingt ans.

2004

21 novembre. Déclenchement de la « révolution orange » après la victoire contestée de M. Viktor Ianoukovitch à la présidentielle. Lors d'un nouveau scrutin, en décembre, M. Viktor Iouchtchenko est élu chef de l'État.

2006

1er janvier. Crise du gaz entre Kiev et Moscou, qui coupe ses livraisons vers l'Ukraine en raison d'un différend sur les prix. Un accord est trouvé le 4 janvier.

2 août. M. Iouchtchenko nomme M. Ianoukovitch à la tête du gouvernement après la victoire de son parti aux élections parlementaires de mars.

2007

3 avril. Au sommet de Bucarest, la France et l'Allemagne s'opposent à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, qui promet néanmoins une intégration à terme.

9 avril. M. George W. Bush promulgue une loi *« réaffirmant le soutien [des États-Unis] à la poursuite de l'élargissement de l'OTAN ».* Il mentionne notamment l'Ukraine.

2008

2009

1er-20 janvier. Nouvelle crise gazière entre la Russie et l'Ukraine.

Au nom de la lutte anticorruption

Le 13 mai 2021, le chef de l'opposition prorusse, M. Viktor Medvedtchouk, est inculpé de trahison nationale. Cette décision satisfait le politologue Volodymyr Fesenko, heureux qu'elle ait été prise au sommet de l'État.

« Depuis février *[2021]*, quand des sanctions furent d'abord prises contre les chaînes de télévision prorusses *[désormais interdites d'antenne]*, et contre Medvedtchouk *(…)* personnellement, des voix se sont élevées sur les réseaux sociaux et dans les médias : *"Où sont les saisies, les investigations, les charges ?"* Nous y sommes. *(…)* Connaissant le cours ordinaire de notre vie politique et judiciaire, les choses vont plutôt vite cette fois. Je suis même un peu surpris. Je ne m'attendais pas à de tels développements. Cette fois, il y a une réelle volonté politique. »

Source : Volodymyr Fesenko, « Charges against Medvedchuk. Will there be an arrest and a verdict ? », Unian, 11 mai 2021.

ONZE…

… partis d'opposition, tous situés à gauche et accusés d'être prorusses, ont été suspendus par le président Zelensky en mars 2022. Trois de ces formations, dont la Plateforme d'opposition-Pour la vie, siègent au Parlement. Le chef de file de cette dernière a dénoncé *« un raid politique illégal »*.

Sources : *Libération*, 24 mars 2022 ; Al-Jazira, 21 mars 2022.

50 000

Rémunération mensuelle, en dollars, que percevait M. Hunter Biden, le fils du président américain Joseph Biden, lorsqu'il travaillait pour la société de gaz naturel ukrainienne Burisma. *« Je pense qu'ils ont vu que, pour eux, mon nom valait de l'or »*, a confié le rejeton du locataire de la Maison Blanche, lors d'un entretien accordé à l'émission de radio « BBC Today », diffusée à l'occasion de la sortie de son autobiographie.

Source : British Broadcasting Corporation (BBC), 6 avril 2021.

Comme au Kosovo

En 2017, l'Américain Oliver Stone a réalisé un documentaire à partir d'entretiens avec le président russe. M. Vladimir Poutine y évoque notamment l'annexion de la Crimée en 2014 après la déclaration d'indépendance de la péninsule et le référendum contesté sur son rattachement à la Russie.

« Aujourd'hui, je n'entends que des voix proclamant que nos actions vis-à-vis de la Crimée n'étaient pas correctes, que les autorités centrales de l'Ukraine n'étaient pas d'accord. Mais laissez-moi vous rappeler que lorsqu'une décision a été prise sur l'indépendance du Kosovo, la Cour internationale de justice des Nations unies a décidé que, sur les problèmes liés à l'indépendance et à l'autodétermination, aucun consentement des autorités centrales de tel ou tel pays n'était requis. En outre, *[dans sa lettre]* adressée au Conseil de sécurité des Nations unies à ce sujet, *[le département d'État américain]* déclarait soutenir de tout cœur la décision du Kosovo sur l'indépendance. D'autres pays européens ont parlé de la même manière. Donc, à cet égard, je ne comprends pas pourquoi les Kosovars auraient ces droits, alors que les Russes, les Ukrainiens et les Tatars criméens qui habitent en Crimée, dans une situation similaire, ne les ont pas. »

Source : Oliver Stone, *Conversations avec Poutine*, Albin Michel, 2017.

« Discrimination »

Le 7 février 2019, les députés ukrainiens interdisent à toute personne de nationalité russe de participer à l'observation de l'élection présidentielle (mars-avril 2019), que remportera M. Volodymyr Zelensky. Cette décision suscite la gêne même à Washington, pourtant son plus solide allié. La veille de l'adoption des amendements par la Rada, le représentant spécial du département d'État américain pour l'Ukraine, M. Kurt Volker, a écrit sur Twitter : *« Il est normal que des observateurs de Russie participent* [au monitoring des élections en Ukraine], *si c'est sous l'égide du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme. »* Le chef de cet organe de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) chargé du suivi des élections a relevé que cette décision enfreignait les engagements de l'Ukraine contre toute forme de discrimination.

Source : Vladimir Soloviev et Ekaterina Marieva, « Les élections ukrainiennes ne seront observables qu'à l'œil nu », *Kommersant*, 8 février 2019.

PRÈS DE 14 500…

… personnes ont été tuées entre avril 2014 et décembre 2021, dans la région du Donbass, au cours de la guerre civile entre l'armée ukrainienne et les combattants séparatistes. Parmi ces victimes, on recense plus de 3 400 civils, contre 4 400 membres des forces de Kiev et 6 500 miliciens prorusses.

Source : Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, 27 janvier 2022.

2010

7 février. M. Ianoukovitch est élu président aux dépens de la première ministre Ioulia Timochenko.

2013

21 mai. L'Ukraine renouvelle pour une trentaine d'années le bail de la base navale russe de Sébastopol en contrepartie d'un accord gazier.

21 novembre. Le président Ianoukovitch rejette l'accord d'association avec l'Union européenne. Des milliers de personnes se rassemblent à Kiev pour dénoncer sa décision.

2014

21 février. Après des manifestations meurtrières, le président et les chefs de file de l'opposition signent un accord de transition sous l'égide de la France, de la Pologne et de l'Allemagne et avec l'aide de la Russie. Des élections présidentielles anticipées sont prévues.

22 février. Fuite et destitution de M. Ianoukovitch. La Russie conteste la légitimité du nouveau pouvoir.

27 février. Des miliciens ukrainiens pro-Moscou, secondés par des soldats russes sans insigne, prennent le contrôle de la Crimée.

16 mars. La Crimée est rattachée à la Russie après un référendum contesté (96,7 % de « oui »).

11 mai. Un référendum d'autodétermination organisé par les insurgés prorusses à Donetsk et à Lougansk, dans l'est de l'Ukraine, est approuvé avec près de 90 % des voix.

25 mai. Le magnat Petro Porochenko remporte le scrutin présidentiel.

27 juin. L'Ukraine signe, aux côtés de la Moldavie et de la Géorgie, l'accord d'association avec l'Europe.

5 septembre. Signature d'un cessez-le-feu, à Minsk (Biélorussie), entre les représentants de l'Ukraine, de la Russie et des séparatistes ukrainiens.

2014

23 décembre. Le Parlement ukrainien vote la fin du statut de pays « non aligné » et se prononce pour l'adhésion à l'OTAN.

2015

12 février. L'accord Minsk 2 prévoit la reconnaissance d'une certaine autonomie pour les régions séparatistes ukrainiennes.

2019

21 avril. Large victoire (73,2 % des suffrages) de l'humoriste Volodymyr Zelensky à l'élection présidentielle.

31 décembre. Kiev et Moscou concluent un contrat de cinq ans relatif au transit du gaz russe sur le sol ukrainien.

Vu d'Alger

« Les Occidentaux qui se rendent à Alger nous parlent certes de l'Ukraine, mais ils ont aussi en tête les approvisionnements en hydrocarbures. Cela permet de trouver un point d'équilibre entre nos intérêts, notamment de défense, et la volonté occidentale de nous embarquer dans un conflit qui ne nous concerne pas. »

Source : Diplomate interrogé sous couvert d'anonymat par Akram Belkaïd dans « La neutralité intéressée d'Alger et de Rabat », *Le Monde diplomatique*, février 2023.

750 MILLIARDS D'EUROS

Estimation des pertes matérielles subies par l'Ukraine depuis l'invasion russe de février 2022, selon le premier ministre ukrainien Denys Shmyhal.

Source : *Libération*, 4 février 2023.

ESCALADE

Tenant de l'école néoréaliste en relations internationales, le politologue américain John Mearsheimer a livré une analyse peu rassurante du conflit en Ukraine.

« Les États-Unis pourraient se joindre aux combats s'ils veulent gagner à tout prix ou empêcher l'Ukraine de perdre, tandis que la Russie pourrait utiliser des armes nucléaires si elle veut l'emporter à tout prix ou si elle est confrontée à une défaite imminente, ce qui serait probable si les forces américaines étaient entraînées dans les combats. En outre, étant donné la détermination de chaque partie à atteindre ses objectifs, il y a peu de chances qu'un compromis significatif soit trouvé. »

Source : John Mearsheimer, « Playing with fire in Ukraine », *Foreign Affairs*, 17 août 2022.

Plus d'obus

Alors que les opposants à la guerre se taisent ou s'exilent, le pouvoir russe tolère les critiques des partisans les plus virulents de la guerre. Ainsi de M. Evgueni Prigojine, chef de la milice privée Wagner, qui a dénoncé, le 20 février dernier, dans un message audio et dans un langage fleuri, le manque de munitions sur le champ de bataille en Ukraine pour ses hommes.

« Quand il y avait Sourovikine à la tête du commandement *[des opérations militaires en Ukraine, remplacé en janvier 2023 par M. Valeri Guerassimov]*, (...), je le rencontrais lors de ses déplacements sur le front ou bien nous nous appelions. Et il n'y avait pas de problème avec les munitions. *(...) [Désormais]* la moitié de mes soldats crèvent parce qu'un fonctionnaire, quelque part, ne veut pas décoller son cul de la chaise. Il faut arrêter de faire des caprices quand le pays est en danger. *(...)* Je n'accuse personne. Je ne vous reproche même pas de manger dans de la vaisselle en or ou d'envoyer vos enfants et petits-enfants se la couler douce à Dubaï, pendant que des soldats russes tombent au front. Je vous demande une chose : donnez-nous des munitions. »

Source : Canal « Evgueni Prigojin v Telegram », Telegram, 20 février 2023.

18 MILLIARDS D'EUROS

Montant des aides financières que le Conseil de l'Union européenne a décidé d'allouer à l'Ukraine pour 2023. Elles viennent s'ajouter aux 19,7 milliards déjà versés par Bruxelles à Kiev depuis le début de l'offensive militaire russe.

Sources : Conseil de l'Union européenne, 10 décembre 2022 ; Parlement européen, 24 novembre 2022.

141

Nombre de votes, sur 193, à l'Assemblée générale des Nations unies (23 février 2023) favorables à une résolution « [exigeant] *de nouveau que la Fédération de Russie retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays* ». La Russie, la Biélorussie, la Syrie, la Corée du Nord, le Nicaragua et l'Érythrée ont voté contre, ainsi que le Mali. La Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud figurent parmi les trente-deux abstentionnistes, comme lors des précédents scrutins. Les pays condamnant la Russie représentent deux tiers du produit intérieur brut (PIB) mondial. La moitié de la population de la planète habite dans les pays favorables à Moscou, absents ou abstentionnistes lors du vote.

Sources : Site des Nations unies, www.news.un.org ; *World Population Prospects, 2022*, www.population.un.org

2020

12 juin. L'Alliance atlantique octroie à l'Ukraine le statut de partenaire du programme « Nouvelles opportunités » pour améliorer l'interopérabilité de leurs forces respectives.

2021

17 décembre. Le Kremlin demande des garanties écrites sur la non-extension de l'OTAN à l'est et le retrait des forces américaines d'Europe orientale.

Avril. La Russie mobilise pendant plusieurs semaines près de cent mille hommes à la frontière ukrainienne. Elle déploie à nouveau des troupes sur son flanc occidental à l'automne.

23 septembre. La Rada adopte une loi visant à restreindre le pouvoir économique et politique des oligarques.

2022

26 janvier. Washington fait savoir qu'il rejette les demandes russes formulées en décembre.

10-21 février. La Biélorussie accueille sur son territoire des exercices militaires conjoints avec la Russie.

21 février. Moscou reconnaît l'indépendance des régions séparatistes du Donbass.

24 février. L'armée russe envahit l'Ukraine. Elle bombarde des infrastructures militaires aux abords des grandes villes (Kharkiv, Odessa, Kiev).

28 février. L'Union européenne alloue une aide militaire de 500 millions d'euros à l'Ukraine.

1er mars. Washington et plusieurs pays alliés gèlent les avoirs de la banque centrale russe à l'étranger. L'Union européenne exclut plusieurs banques russes du réseau de paiement interbancaire Swift.

9 mars. Le Congrès américain vote une aide de 13,6 milliards de dollars à Kiev, dont 10 pour financer la livraison de lance-missiles aériens et antichars.

10 mars. Négociations russo-ukrainiennes à Antalya en Turquie, suivies de nouveaux pourparlers à Istanbul, les 29 et 30 mars. Les discussions échouent.

1er avril. Les troupes russes évacuent la région de Kiev et sont redéployées dans le Donbass ainsi que dans le sud du pays.

8 avril. L'Europe interdit l'importation de charbon russe par ses pays membres et ferme l'accès des navires russes aux ports du continent.

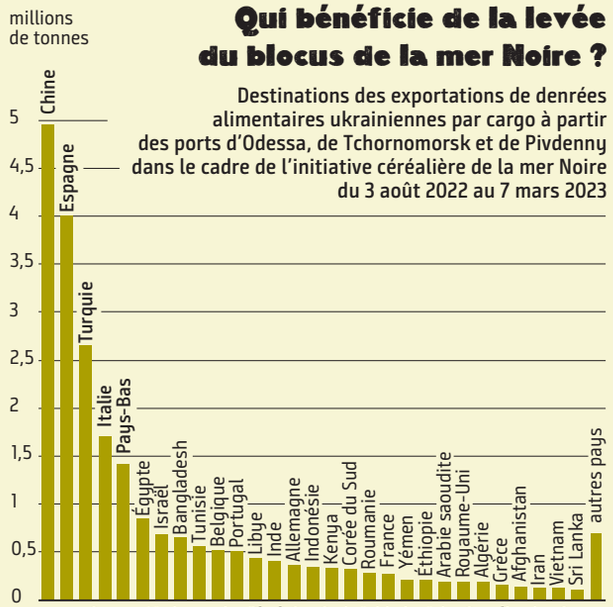
Union nationale

En février 2023, 87 % des Ukrainiens interrogés par l'institut de sondage KIIS (Kiev) estiment qu'aucune concession territoriale à la Russie n'est acceptable *« en aucune circonstance, même si la guerre doit durer et qu'il en résulte des menaces pour l'indépendance du pays »*.

Source : KIIS, www.kiis.com.ua, 23 février 2023.

Qui bénéficie de la levée du blocus de la mer Noire ?

Destinations des exportations de denrées alimentaires ukrainiennes par cargo à partir des ports d'Odessa, de Tchornomorsk et de Pivdenny dans le cadre de l'initiative céréalière de la mer Noire du 3 août 2022 au 7 mars 2023



Source : Nations unies, Black Sea Grain Initiative Joint Coordination Center.

Plan de paix chinois

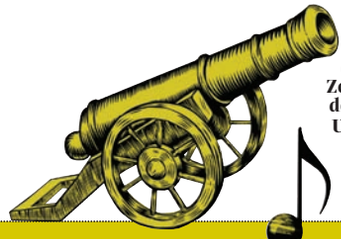
Le 24 février 2023, la Chine a publié un plan de paix en douze points qui rappelle son attachement à la *« souveraineté des États »* tout en dénonçant *« la mentalité de guerre froide »*. Le document reprend une formule souvent avancée dans les discours de M. Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères russe : *« Il ne faut pas rechercher la sécurité d'un pays au détriment de celle des autres, ni garantir la sécurité d'une région par le renforcement voire l'expansion des blocs militaires. »* Moscou comme Pékin opposent ce principe de l'indivisibilité de la sécurité à la politique de la « porte ouverte », selon laquelle les pays peuvent librement choisir les alliances militaires qu'ils souhaitent rejoindre.

Réponses à Pékin

En réaction au plan de paix chinois, le ministère des affaires étrangères russe a publié sa propre feuille de route : arrêt des livraisons d'armes, cessez-le-feu, statut de neutralité pour l'Ukraine, reconnaissance des « nouvelles réalités territoriales », droit des russophones. Sur son compte Twitter, le conseiller présidentiel ukrainien Mikhaïlo Podoliak a dénoncé une formule visant à *« geler le conflit, provoquer la défaite ukrainienne et la poursuite du génocide »*. Il a rappelé la position ukrainienne : le départ des troupes russes au-delà des frontières de 1991.

Sources : Site du ministère des affaires étrangères russe, www.mid.ru ; *Courrier international*, 24 février 2023.

« L'avenir de notre continent s'écrit ici, en Ukraine »



M^me^ Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, au sortir d'un entretien avec M. Volodymyr Zelensky à Kiev, le 2 février dernier, la veille du sommet Union européenne-Ukraine.

Source : Le Monde.fr, 3 février 2023.

750

Nombre de chars promis à l'Ukraine par des pays étrangers. Fin février 2023, près de 370 avaient déjà été livrés, essentiellement par la Pologne.

Source : RBK, 24 février 2023

DU PAREIL AU MÊME

Un ancien député de la Rada porte un regard désabusé sur la récente vague de limogeages et d'arrestations de hauts responsables du pays accusés de corruption, un mal endémique en Ukraine. *« Il suffit de regarder parmi les anciens dirigeants. Tous ont été condamnés ou emprisonnés : Ioulia Timochenko, Viktor Ianoukovitch, Petro Porochenko. En fonction du rapport de forces politique, ce genre d'arrestations a été utilisé par le passé pour écarter des adversaires. Il révélait aussi des affrontements entre magnats (…) pour élargir leur monopole capitaliste. »*

Source : *L'Humanité*, 3 février 2023.

19 mai. Les États-Unis débloquent une enveloppe de 40 milliards de dollars en soutien à l'Ukraine.

20 mai. Chute de Marioupol, assiégée par les Russes depuis fin février.

3 juin. Washington livre à l'Ukraine ses premiers lance-roquettes Himars et batteries de missiles sol-air Nasams.

23 juin. Kiev obtient le statut de candidat à l'Union européenne.

30 septembre. M. Poutine proclame l'annexion des régions séparatistes prorusses de Lougansk, Donetsk, Kherson et Zaporijia. Kiev dépose une demande d'*« adhésion accélérée à l'OTAN »*.

11 novembre. L'armée ukrainienne libère Kherson.

15 novembre. À l'occasion du sommet du G20, M. Zelensky présente officiellement un plan de paix en dix points, exigeant le retrait des troupes russes au-delà des frontières de 1991, Crimée et Donbass inclus.

25 janvier. Berlin annonce la livraison de chars lourds à l'Ukraine.

8-9 février. Tournée de M. Zelensky à Londres, Paris et Bruxelles. Il réclame notamment des avions de chasse.

2022 — 2023

30 mai. L'Europe décide un embargo partiel des importations de pétrole russe.

1^er^ septembre. Après plusieurs semaines de tractations, l'Agence internationale de l'énergie atomique inspecte la centrale nucléaire de Zaporijia, régulièrement bombardée. Son rapport conclut à une *« situation intenable »*.

Octobre-décembre. La Russie lance une série d'attaques sur les infrastructures énergétiques ukrainiennes.

12 décembre. Pour sa première sortie à l'étranger, le président Zelenzky est accueilli à Washington par M. Joseph Biden.

20 février. Lors d'une visite-surprise à Kiev, M. Biden rappelle l'appui *« indéfectible »* des États-Unis *« aussi longtemps que nécessaire »*.

21 février. Dans son discours sur l'état de la nation, M. Poutine accuse les Occidentaux de vouloir *« en finir avec* [la Russie] *une bonne fois pour toutes »*.

DATES DE PARUTION DES ARTICLES

« Manière de voir » présente tous les deux mois un autre point de vue sur les enjeux contemporains et les points chauds du globe. Il donne à lire : des articles tirés des archives du « Monde diplomatique » ayant fait l'objet d'un minutieux travail d'actualisation et de remise en contexte ; d'autres, inédits. À comprendre : des cartographies, infographies, chronologies et compléments documentaires. À percevoir : ce que l'œil du photographe et le trait du dessinateur savent seuls sentir et restituer.

Marie-Pierre Rey, « Quand la Russie perdait la guerre de Crimée », novembre 2022. ***Hélène Carrère d'Encausse,*** « En Ukraine comme en Tchécoslovaquie ce n'est pas le socialisme mais l'égalité réelle qui est en question » (octobre 1968). ***Andreas Kappeler,*** « Le mythe cosaque » (inédit). ***Jean-Marie Chauvier,*** « L'Ukraine, si proche de la Russie et déjà si lointaine », décembre 1991. ***Irena Wiszniewska,*** « Odessa ou les charmes du superflu », avril 2012. ***Kathy Rousselet,*** « Divorces à l'orthodoxe » (inédit). ***Denys Gorbach,*** « Impasse économique, surenchère identitaire » (inédit). ***Andreï Kourkov,*** « Histoires ukrainiennes », juin 2011. ***Ana Otašević,*** « Un prototype pour la "révolution orange" en Ukraine », décembre 2019. ***Pierre Rimbert,*** « L'Ukraine et ses faux amis », octobre 2022 ***Emmanuel Dreyfus,*** « En Ukraine, les ultras du nationalisme », mars 2014. ***Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin,*** « Ukraine, d'une oligarchie à l'autre », avril 2014. ***Jean-Marie Chauvier,*** « Comment les nationalistes ukrainiens réécrivent l'histoire », août 2007. ***Jean-Marie Chauvier,*** « L'OUN, l'Allemagne nazie et le génocide », août 2007. ***Juliette Faure,*** « Qui sont les faucons de Moscou ? », avril 2022. ***Jean-Jacques Marie,*** « En Ukraine, des pogroms dont l'Occident se lavait les mains », décembre 2019. ***Éric Aunoble,*** « Choc de mémoires et conflit de récits », avril 2022. ***Alexandre Billette,*** « Difficile retour des Tatars en Crimée », décembre 2006. ***Hélène Richard,*** « Dilemme pour les miliciens ukrainiens », septembre 2014. ***Igor Delanoë,*** « L'Ukraine entre guerre et paix », mars 2015. ***Loïc Ramirez,*** « Le Donbass apprend à vivre sans Kiev », mai 2017. ***Hélène Richard,*** « Des sanctions à double tranchant », novembre 2022. ***Serge Halimi et Pierre Rimbert,*** « Un voluptueux bourrage de crâne », septembre 2022. ***Hélène Richard,*** « Le dilemme de Washington, jusqu'où armer l'Ukraine ? », janvier 2023. ***Pierre Rimbert,*** « Événement total, crash éditorial », avril 2022. ***Olivier Zajec,*** « La menace d'une guerre nucléaire en Europe », avril 2022. ***Ilioné Schultz,*** « En Ukraine, l'arme du viol au banc des accusés », novembre 2022. ***Anne-Cécile Robert,*** « La guerre en Ukraine vue d'Afrique », février 2023. ***Serge Halimi,*** « Une gauche désarmée face à la guerre », novembre 2022.

l'iconographie du numéro 188

Alena Grom. À la croisée de la photographie conceptuelle et du reportage, Alena Grom explore un thème qui la touche personnellement : le conflit qui déchire, depuis 2014, sa région natale, le Donbass, dans l'est de l'Ukraine. Son travail laisse volontairement hors de son champ de vision les affrontements armés, oriente son objectif sur la vie quotidienne de la population vivant dans les territoires qui jouxtent la ligne de front. Elle dépouille ainsi la guerre de sa patine pathétique ou héroïque.

Sasha Zaitseva. Née à Donetsk en 1994, Sasha Zaitseva met au centre de sa pratique artistique la fabrique de masques. Ses origines ukraino-russes l'ont amenée à transcrire le traumatisme de la guerre ainsi que les conflits identitaires qu'elle exacerbe. En fusionnant des objets de consommation de masse (jouets en plastique, breloques, etc.) avec des éléments des cultures traditionnelles ukrainienne et russe, Sasha crée des figures hybrides, voire hétérogènes.

Oleksandr Suprun. Cet artiste est un représentant de l'école de photographie de Kharkiv, un mouvement anticonformiste et expérimentateur né en Ukraine dans les années 1970 en opposition au réalisme socialiste. Utilisant uniquement ses propres clichés pris secrètement dans la rue, ses compositions pouvaient nécessiter plusieurs mois de préparation. Son œuvre la plus connue est *Lilies of the Valley* (« Muguets dans la vallée », 1975, *voir page 8*) : utilisant cinquante et une fois la même fleur, il crée un paysage en apparence idéal qui, en réalité, se veut une critique de l'uniformisation de la jeunesse soviétique.

Le Monde

MÉMORABLE

L'application de culture générale

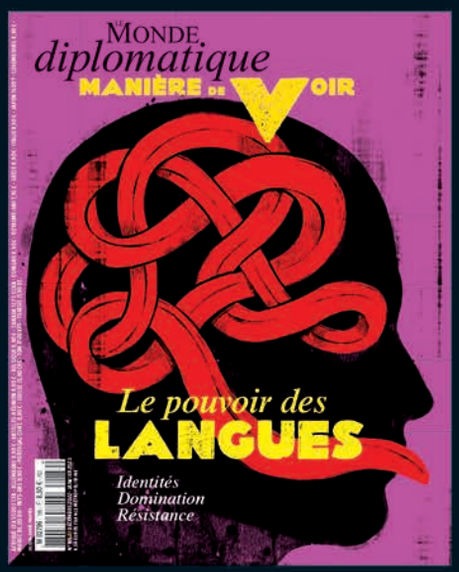
L'application Mémorable du *Monde* permet de booster sa culture générale et **entraîner sa mémoire** en seulement **10 minutes par jour**. Histoire, international, culture ou encore sciences et société, découvrez chaque jour une leçon interactive créée par nos journalistes et illustrée d'extraits d'articles, pour tester ses connaissances et jouer avec des sujets variés.

TESTEZ L'ABONNEMENT ▼

TOUS LES DEUX MOIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE MONDE diplomatique MANIÈRE DE VOIR

Un sujet d'actualité mis en perspective par l'équipe du *Monde diplomatique*



Retrouvez les anciens numéros sur www.monde-diplomatique.fr/mdv